QUESTIONS D'ARGENT
SAISON POSITIVE POUR
LES STATIONS DE SKI B 1

ARTS/SPECTACLES
ANNE HÉBERT, LES DEUX
PIEDS AU QUÉBEC D 1

LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

LE SOLEIL

QUÉBEC, LE SAMEDI 26 AVRIL 1997 www.lesoleil.com

LES PROPOSITIONS DU MINISTRE TRUDEL

«C'est sinueux, ça sent la magouille»

La mairesse Boucher aimerait mieux un simple pelletage

BENOÎT ROUTHIER
Le Soleil

MONTRÉAL — « C'est un exercice de division exceptionnel ! » Voilà comment le président de l'Union des municipalités du Québec (UMQ), le maire Gilles Vaillancourt de Laval, a qualifié, hier, la proposition du ministre des Affaires municipales Rémy Trudel pour transférer, sans augmentation de taxes, 500 millions $ au monde municipal. La mairesse Andrée Boucher de Sainte-Foy, n'a pas été tendre pour les mesures suggérées par le ministre. « Si c'est le fric qu'il veut, qu'il le dise, on lui fera un chèque ! »

Mme Boucher préférerait de beaucoup un simple pelletage que les solutions mises de l'avant par M. Trudel: « C'est sinueux, ça sent la magouille ! »

Comme le publiait, hier, LE SOLEIL, le ministre propose, pour que les municipalités écopent des 500 millions $

Voir SINUEUX en A2 ➤

AUTRE TEXTE
❑ **Une chaude lutte** A 17

Plein la vue !

AP

Le monde du design a rejoint celui des lentilles cornéennes. Oeil de chat, oeil en coeur, figure souriante et signe de dollar sont des exemples de ces verres nouveau genre. Ils ont été présentés à la presse cette semaine à Munich. Ces verres folichons sont interdits à ceux qui prennent le volant. Ils se vendent environ 200 $ US.

SANTÉ

«Ça va être le bordel», dit la CSN

La retraite de 1000 employés va provoquer un redéploiement massif de main-d'oeuvre

ROBERT FLEURY
Le Soleil

■ QUÉBEC — Le départ anticipé de 1000 employés de la santé dans la région de Québec le 1er juillet amènera une autre opération massive de « redéploiement des effectifs » en septembre. La Régie de Québec comblerait ainsi le millier de postes libérés par les départs à la retraite du 1er juillet. À terme, c'est 6000 postes qui pourraient ainsi changer de titulaire par effet de supplantation !

« Notre grosse difficulté commencera le 30 mai. Beaucoup de retraités devront prendre une partie de leurs vacances. Il faudra que les services de santé continuent de se donner », anticipe le secrétaire général de la Régie, Valois Malenfant.

Du boulot pour les occasionnels

Que les occasionnels se le tiennent pour dits, il y aura sûrement du boulot en perspective !

« Nous essayons de voir avec les établissements quels seront les emplois vacants. On prévoit des problèmes dans les centres de longue durée car on manque déjà de préposés aux bénéficiaires », dit M. Malenfant.

La Régie va-t-elle accélérer la phase trois du plan de transformation pour augmenter sa banque d'employés en sécurité d'emploi ? C'est le scénario le plus plausible, croit le secrétaire.

« Le salut, c'est le grand redéploiement. L'an passé, on a replacé 800 employés en deux jours », rappelle-t-il.

Voir CSN en A2 ➤

AUTRE TEXTE
❑ **Pour éviter le chaos** A23

Un Hell's à la tête d'une agence qui fournit des danseuses nues aux cabarets de la région

CLAUDE VAILLANCOURT
Le Soleil

■ QUÉBEC — Les cabarets de danseuses nues de la région de Québec recrutent leurs filles auprès d'une agence dont le propriétaire est Scott « S.S. » Steiner, un Hell's Angels du chapitre de Montréal.

L'agence Sensation 11 qui possède ses bureaux au 3125, rue Flaubert, à Québec, a été immatriculée le 13 septembre 1996 auprès du ministère des Institutions financières et compagnie, selon des documents dont LE SOLEIL a copie.

Steiner en est identifié comme le dirigeant. Il déclare posséder aussi l'agence Sensation et l'agence Empire dont les bureaux sont à Montréal. L'agence de Steiner cite les noms de 25 cabarets de la grande région de Québec dans sa publicité. Elle est assurément en pleine expansion puisque l'on compte ouvrir bientôt une succursale au Saguenay-Lac-Saint-Jean, a-t-on appris aussi de source sûre.

Voir AGENCE en A2 ➤

AUTRE TEXTE
❑ **Impliquées en Islande** A2

Les Trusewicz comptent les jours à Bruxelles

MONIQUE GIGUÈRE
Le Soleil

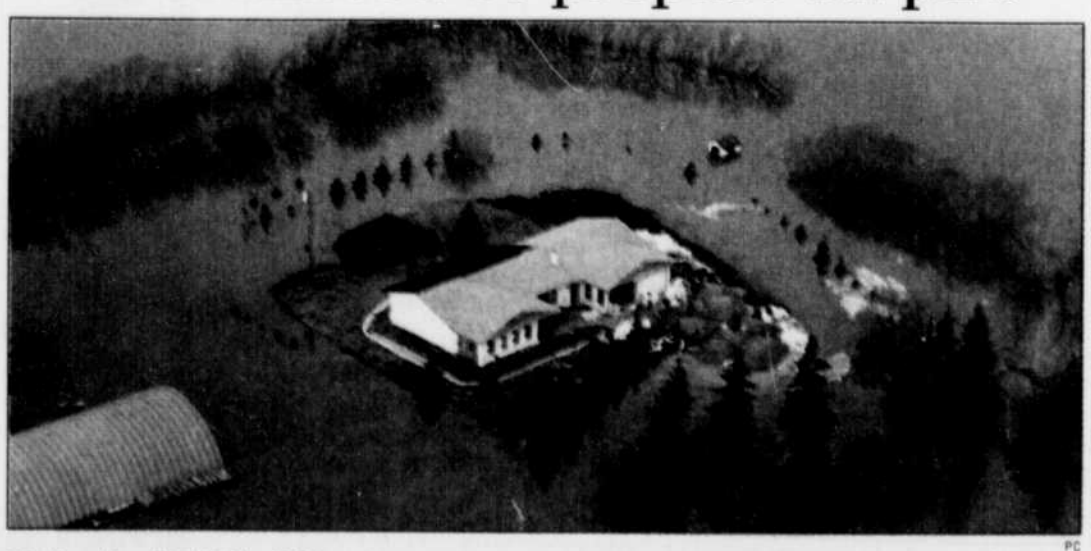
■ QUÉBEC—« Le temps est long. Les enfants aussi le trouvent long. Ils comptent les heures et les jours. Ils ont la tête à Baie-Saint-Paul. Demandent quand ça va s'arranger pour nous. Quand on va pouvoir rentrer au Québec. »

Arrivés à Bruxelles samedi dernier escortés d'agents d'Immigration Canada qui les ont remis aux autorités belges, Théodore et Bernadette Trusewicz n'ont que le mot « retour » à la bouche. La question : « Dans combien de temps ? » revient sans cesse dans la conversation, comme un leitmotiv.

« Il reste une petite flamme », dit Bernadette Martus. Le

Voir BRUXELLES en A2 ➤

Le Manitoba se prépare au pire



PC

Près de 4000 habitants des environs de la rivière LaSalle, au sud-ouest de Winnipeg, ont reçu, hier, un avis d'évacuation. Ils rejoindront les quelque 17 000 habitants des régions rurales qui ont déjà dû quitter leur maison. Cette région est menacée d'être submergée si les eaux en crue de la rivière Rouge rejoignent le bassin versant de la rivière LaSalle. Les détails en page A 17.

LA MÉTÉO

Maximum 9, Minimum -2

Ensoleillé et venteux. Demain, ensoleillé et passages nuageux. Détails **page A 15.**

QUÉBEC, 101e ANNÉE, NO 117
FLORIDE, 2,35 $ US
MONTRÉAL, OTTAWA 1,75$ PLUS T.P.S. T.V.Q.
1,50$ PLUS T.P.S T.V.Q.

Plus fiable que le poisson
HONDA MARINE 675$
LAURENTIDES SPORTS SERVICE
VENTE - LOCATION PIÈCES - SERVICE
1451, rue Raymond, Charlesbourg 849-2824

CSN
Banque régionale

Suite de la Une

La Régie dispose déjà d'une banque régionale de 650 employés dits en sécurité d'emploi. Ils font du remplacement mais n'ont pas de postes. Comme ce sera insuffisant pour combler les 1000 départs prévus, compte tenu de leurs qualifications, elle va donc accélérer les changements prévus à son plan de transformation.

Cela aura pour effet, par exemple, de fermer des lits dans le CHUQ (Hôtel-Dieu, Saint-François d'Assise, CHUL), de sortir des spécialités du CHA Saint-Sacrement et d'accélérer l'intégration de malades psychiatriques dans la communauté, des employés de Robert-Giffard quittant pour les CLSC, soit en tout 500 postes dits équivalents temps complet. Il se pourrait aussi que le « plan » soit encore plus vigoureux compte tenu de l'ampleur des compressions à faire, l'équivalent de la fermeture d'un hôpital.

Régie et syndicats se sont rencontrés cette semaine. Positif, ont-ils dit. Mais il y a encore de vieux malentendus à dissiper.

« Il y a eu des employés qui s'étaient fait promettre des postes dans des établissements et qui ne les ont pas eus une fois rendus. Ça ne se passera plus comme ça. Il va falloir que la Régie mette ses culottes », dit Maryse Roy du Syndicat des employés CSN de Robert-Giffard.

Anne Gingras, vice-présidente du conseil central de la CSN, rappelle qu'il y a eu beaucoup de griefs l'an dernier.

« Il faudra mieux faire cette année et ça dépend d'elle. Nous sommes d'accord avec une opération d'envergure, et elle le sera encore plus que tous les établissements seront touchés cette fois, avec départs massifs dans certains départements », dit-elle.

« Mais ça va être le bordel le 1er juillet. Rappelez-vous que nous demandions au gouvernement d'étaler les départs jusqu'en juillet 1998 pour éviter les problèmes de remplacement mais il a exigé de le faire immédiatement », ajoute Mme Gingras.

BRUXELLES
Un baume au coeur

Suite de la Une

vaste mouvement de sympathie que l'expulsion de la famille a suscité un peu partout au Québec rassure, en effet, les Trusewicz. « L'intérêt des gens nous aide à tenir mentalement », dit Théodore joint en début d'après midi, hier, à Bruxelles. « C'est un baume au coeur que la générosité des Québécois. J'en suis toute retournée », enchaîne Bernadette, en apprenant qu'une levée de fonds est en voie d'organisation pour leur venir en aide à Baie-Saint-Paul.

« Nous songeons à mettre sur pied une cueillette populaire, confirme le comptable des Trusewicz, Jean-Pierre Forest. Nous recevons des téléphones d'apppui de partout au Québec. L'argent recueilli pourrait servir à acheter les billets de retour. »

Les avoirs des Trusewicz tous gelés à Baie-Saint-Paul pour l'achat du Motel Royal, Jean-Pierre Forest songe également aux 1300 $ que Théodore devra trouver juste pour faire rouvrir son dossier à l'ambassade du Canada à Paris, aux 284 $ que coûtera le permis de la ministre de l'Immigration et aux quelque 3000 $ nécessaires pour acquitter les droits de citoyenneté des cinq membres de la famille. Leur première venue au Canada leur avait déjà occasionné des frais de 3375 $ et voilà que tout est à recommencer.

Théodore Trusewicz reste cependant confiant que les formalités d'immigration ne seront pas à reprendre à zéro. « On ne nous obligerait pas à passer de nouveaux examens médicaux ni à remplir une deuxième fois les mêmes formulaires. Il semble bien y avoir une volonté politique réelle de nous faire revenir. Je souhaite que ce soit au plus tôt », s'encourage-t-il.

Quant au fameux document de « réadaptation » responsable de son expulsion, M. Trusewicz assure qu'il a été redéposé et qu'il est en train d'être étudié par les autorités canadiennes.

Après avoir passé leurs trois premiers jours en terre belge dans une famille d'accueil dénichée grâce aux bons soins d'un aumônier, Théodore Trusewicz, Bernadette, et les trois enfants, Didier, Alexandre et Autore sont présentement logés aux frais du roi Albert II dans un centre appelé Le Relais, à Bruxelles, à 200 km de la Gaume, région du sud qu'ils habitaient avant leur départ pour le Canada.

C'est un peu en touristes, pour tuer le temps et occuper les enfants, que les Trusewicz arpentent chaque après-midi les rues de la capitale belge où « ils ne connaissent personne ». « Il fait entre 14 à 19 degrés », note Théodore. « Mais les rues sont sales, le ciel est tout gris et c'est humide », enchaîne Bernadette manifestement peu enthousiaste.

C'ÉTAIT HIER

❑ 1988 — Pour la première fois depuis 1943, les Canadiens de Montréal s'inclinent devant Boston en séries éliminatoires.

❑ 1986 — Une explosion provoque une importante fuite de gaz radioactif à la centrale nucléaire de Tchernobyl, en Ukraine, à 130 km au nord de Kiev.

❑ 1984 — Des étudiants irakiens contestataires occupent le siège des missions diplomatiques de leur pays à Paris, Londres, Vienne et La Haye, afin de protester contre le régime de l'ayatollah Khomeiny.

❑ 1971 — La Maison-Blanche recommande que la Chine populaire soit admise aux Nations Unies, aux côtés de la Chine nationaliste.

❑ 1966 — Un missile américain Sidewinder abat le premier MiG-21 nord-vietnamien de la guerre du Vietnam.

TABLE DES MATIÈRES

CAHIER A
La Capitale ..... 3 à 16
Le Québec et le Canada ..... 17 à 27
Le Monde ..... 28 à 32, 36
Dossiers ..... 33 et 34
Opinions 35

CAHIER B
Questions d'argent ..... 1 à 20
Bourses ..... 4 et 5
Carrières et Professions ..... 6 à 14
Décès ..... 17 à 19

CAHIER C SPORTS
Maurice Dumas 1
André-A. Bellemare 5
Statistiques ..... 2 et 4
Jeux et B.D. 7

CAHIER D
Arts et spectacles ..... 1 à 15
Votre agenda ..... 14 et 15
Ce soir à la télé 14
La bonne table ..... 16 à 18

CAHIER E
Partir ..... 1 à 8

CAHIER F
Habitat/ Déco ..... 1 à 44
Annonces classées ..... 15 à 40

SERVICES
Abonnements 686-3344
Annonces classées 686-3311
Carrières et Professions 686-3270
Internet ..... www.lesoleil.com
Promotion 686-3342
Publicité Détaillants 686-3435
Publicité générale 686-3270
Rédaction 686-3394
Renseignements 686-3233

NUMÉROS CHANCEUX

MINI-LOTO
tirage du 25-04-97
106270 gagne 50 000$

SUPER 7
tirage du 25-04-97
7-13-27-29-34-40-43
(complémentaire)
9

EXTRA
548126

LA QUOTIDIENNE
tirage du 25-04-97
4-8-7
2-8-5-9

BANCO
tirage du 25-04-97
2-4-5-7-9-11-16-
20-22-25-27-30-32-33-
42-46-54-59-61-68

LE SOLEIL, journal quotidien fondé en 1896, est produit par LE SOLEIL, division du Groupe UniMédia qui en est l'éditeur. Il est situé au 925, Chemin Saint-Louis. Son adresse postale est : c.p. 1547, Succ. Terminus Québec, Québec, G1K 7J6. Il est imprimé par Imprimerie Canada, au 5000 rue Hugues-Randin, à Québec. Envoi de publication - Numéro de convention 0470198. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL. ISSN 0319-0730

LES RETOURNES

SINUEUX
Un pacte pour les grandes villes

Suite de la Une

sans hausse de taxes, un pacte fiscal qui favorise grandement les villes-centres, une réduction de 6 % de la masse salariale des employés municipaux ainsi qu'une mise en commun de services et ressources d'une région.

Parmi les mesures de réaménagement fiscal, celle qui a choqué le plus les délégués au congrès de l'UMQ hier c'est celle abolissant les actuelles surtaxes sur les immeubles non résidentiels et les remplaçant par une contribution uniforme perçue par les municipalités et qui serait redistribuée par le gouvernement.

Tous les maires qui ont commenté cette mesure disent, comme le maire Roger Carette de Saint-Georges de Beauce, qu'avec elle les municipalités ne seront plus intéressées à attirer des industries chez elles. Elles voudront les voir s'installer ailleurs et en retirer les bénéfices. La mairesse Francine Ruest-Jutras fait remarquer que cette mesure est exactement le contraire d'une recommandation d'un comité de l'UMQ sur le développement économique qui demandait au gouvernement d'encourager davantage les municipalités qui accueillent les industries.

DURE JOURNÉE

Ce fut une dure journée que celle d'hier, autant pour les délégués au congrès que pour le ministre Trudel. Quand ce dernier leur a livré sa proposition à compter de 8 h00, l'assemblée écoutait religieusement mais plusieurs semblaient estomaqués devant l'énumération de la vingtaine de « champs de discussion pour un nouveau pacte fiscal ». Et quand ils ont appris que le tout devait être scellé pour le 1er septembre, ils n'en revenaient pas.

Le président du congrès, le maire Georges Bossé de Verdun, qui devait remercier le ministre lui a plutôt servi une volée de bois vert en lui disant que les municipalités n'avaient pas de leçon de gestion à recevoir du gouvernement et que celui-ci devra leur laisser le choix des mesures à prendre pour absorber les 500 millions $.

Le nouveau président de l'UMQ, le préfet Mario Laframboise de la MRC Papineau et maire de Notre-Dame-de-la-Paix, jure qu'il défendra comme la prunelle de ses yeux l'autonomie municipale dans les négociations qui s'engageront avec le gouvernement, autant sur les trois chantiers de travail proposés par le ministre Trudel qu'à la Table Québec-municipalités (TQM).

M. Trudel a reconnu que Montréal était très avantagée, de même que Québec et la trentaine de villes-centres, par sa proposition.

En ce qui concerne la suggestion de mises en commun de services ou ressources, le ministre a servi un exemple qui lui est retombée sur le nez en après-midi. En matinée il disait que dans un rayon d'un kilomètre de l'hôtel de ville de Rouyn-Noranda on comptait pas moins de 11 institutions qui avaient chacune son service de la paie. Il suggérait bien sûr qu'il y aurait des économies à faire en les regroupant. Mais M. Bossé a fait remarquer, après une assemblée à huis clos en après-midi, que sur 11 institutions, neuf étaient des organismes du gouvernement ! « Ce serait bon qu'il fasse le ménage dans ses régies », ajoute le maire de Verdun.

Le maire de Laval a précisé que si des économies sont faites à partir de ces mises en commun de services, celles réalisée par les organismes gouvernementaux devront être réduites des 500 millions $.

M. Vaillancourt a réflété l'opinion d'une majorité de membres du conseil d'administration quand il a affirmé ne pas croire qu'il soit possible de tout régler pour le 1er septembre.

L'UMQ ira aux trois tables de discussions proposées par le ministre. « Mais nous n'irons pas à genoux » affirme M. Vaillancourt se basant sur la volonté des membres de voir l'UMQ se comporter comme un syndicat dans ces négociations.

DU CÔTÉ SYNDICAL

Les syndicats, eux, ont annoncé une belle lutte si le gouvernement venait jouer dans les conditions de travail et les salaires des employés municipaux. Les choses risqueraient même de se corser si Québec devait adopter une loi spéciale, semblable à celle qui a affecté le secteur public.

« Ça va chauffer », a promis Gilles Charland, le directeur québécois du Syndicat canadien de la fonction publique et vice-président de la FTQ.

AGENCE
Un bâtiment connexe

Suite de la Une

Aux funérailles de Bruno Vanlerberghe, le 20 décembre 1996, à Saint-Nicolas, Steiner était venu offrir ses sympathies à ses amis de Saint-Nicolas et défilait juste derrière eux, son tout nouvel insigne de « filthy few » sur sa veste, un témoignage de sa participation à un meurtre.

Dans les documents gouvernementaux, Steiner donne le 155 rue Prince, à Sorel, comme lieu de résidence. Il s'agit d'un bâtiment connexe au local que le club possède dans cette municipalité. En octobre 1995, il était d'ailleurs arrêté dans les locaux montréalais de l'agence pour avoir corrigé sévèrement deux petits revendeurs de drogues qui leur devaient présumément de l'argent.

À cette époque, l'agence était située au 1577, rue Saint-Denis, à Montréal. Elle a depuis déménagé au 1631 rue Savoie.

Mais Steiner est davantage connu pour avoir acheté le fameux domaine que la non moins célèbre famille Lavigueur avait habité après avoir gagné un fabuleux gros lot à la loterie 6/49. En accédant aux lieux, dans l'île aux Pruches, à Laval, Steiner a fait entourer le domaine d'une clôture de près de huit pieds de haut, en plus de placer d'énormes blocs de ciment devant l'entrée. Des caméras de surveillance ont été aussi installées près des deux portes de fer forgé.

Le motard a accepté récemment le tournage d'un film pornographique à l'intérieur de sa résidence avec la complicité d'une compagnie québécoise.

Des «diplômes» exigés pour les strip-teaseuses étrangères en Islande
Des Québécoises impliquées à travers une agence des Hell's

GÉRARD LEMARQUIS
Agence France-Presse

REYKJAVIK, — Les strip-teaseuses du Canada, d'Europe centrale ou des Pays baltes exerçant à Reykjavik devront dorénavant prouver qu'elles ont les «diplômes» nécessaires pour montrer leurs charmes aux pêcheurs islandais en goguette.

Cette décision, annoncée jeudi par le ministère des Affaires sociales, vise à réduire la liberté de circulation des effeuilleuses étrangères car les autorités islandaises soupçonnent les trois établissements qui les exhibent dans la capitale de dissimuler un réseau de prostitution, a expliqué la police locale.

D'après la loi islandaise, un(e) artiste a le droit de donner quelques représentations sans avoir à produire de visa ni de permis de travail, et sans payer d'impôts. Selon la police, des étrangères vénales ont profité de ces dispositions pour contourner la loi et s'installer comme strip-teaseuses en Islande.

Des strip-teaseuses ont été envoyées du Québec en Islande

Deux jeunes «danseuses» estoniennes, dont les capacités artistiques n'ont pas convaincu le service des étrangers, se sont vues refuser récemment un permis de séjour pour «formation insuffisante dans l'art de la danse».

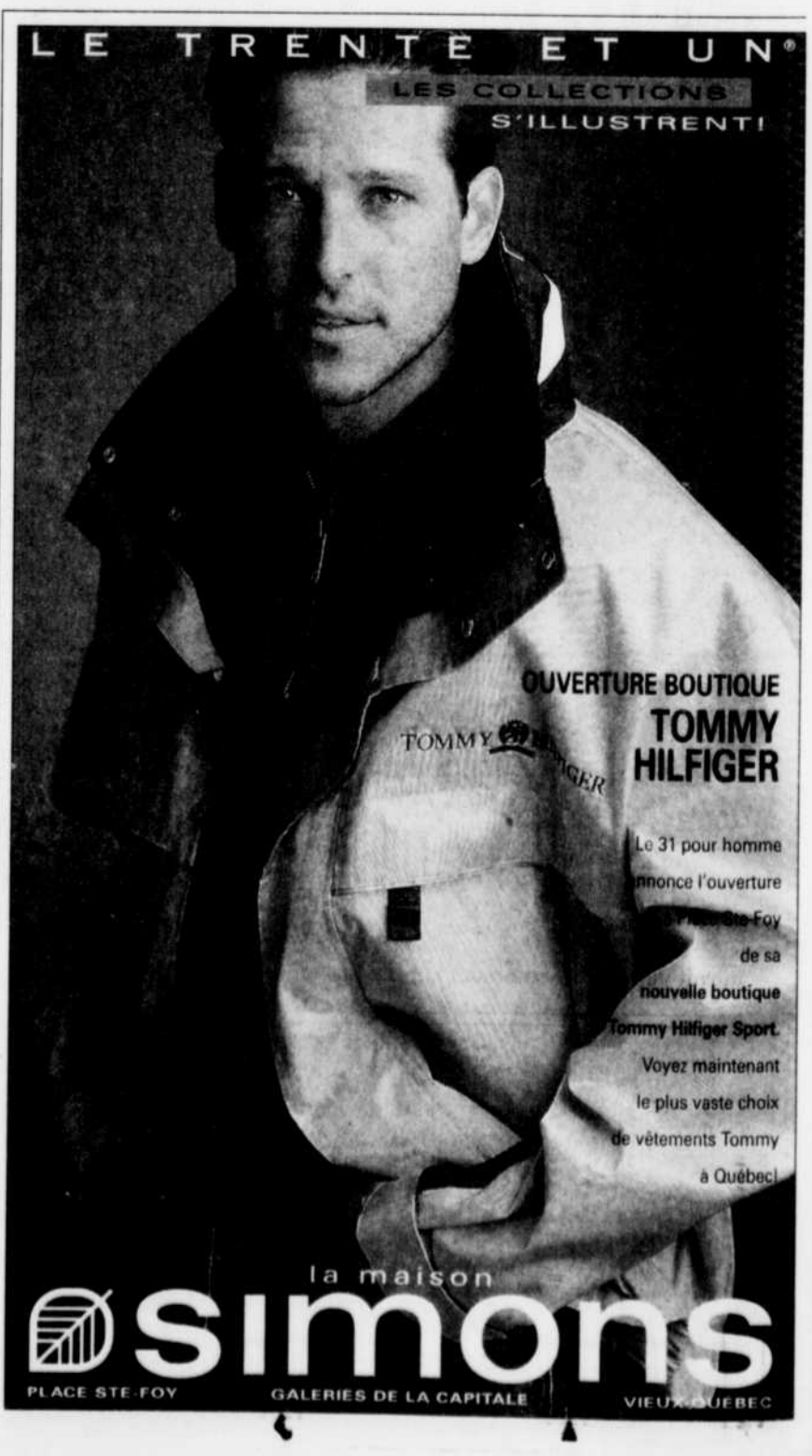
Des strip-teaseuses canadiennes ont été envoyées du Québec en Islande par une «Agence de danseuses Aventure», qui est «entièrement contrôlée par les Hell's Angels», un club de motards, selon le sous-directeur de la police de Reykjavik, Omar Smari Armannsson.

L'Islande (260 000 habitants) n'a ni prostitution organisée ni strip-teaseuses autochtones. La profession est exercée uniquement par des étrangères par vacations de deux semaines, lors de prestations publiques ou privées.

«Il ne faudrait pas que des études de déshabillage trop longues réduisent la valeur marchande des belles», ironisait vendredi un Islandais en jugeant «hypocrite» une mesure qui refusait d'appeler les choses par leur nom.

Après un tête-à-tête de plusieurs mois avec les morues de l'Océan arctique ou du Svalbard, les pêcheurs d'Islande sont généralement peu réceptifs au discours féministe des Islandaises, pourtant réputées pour leur beauté. Après un ou deux unions malheureuses, de nombreux Islandais prennent le chemin de Bangkok ou de Manille d'où ils reviennent fréquemment avec des compagnes.

Plusieurs centaines de femmes d'origine asiatique vivent actuellement en Islande. Il faut croire que toutes ne donnent pas satisfaction, car elles constituent le gros des pensionnaires du refuge pour femmes battues de Reykjavik.



LA CAPITALE
ET SES RÉGIONS

400 minutes 40$ par mois
Temps d'antenne local facturé à la seconde
fido
682-FIDO

AGGLOMÉRATION DE QUÉBEC
ÉVOLUTION DE LA POPULATION ENTRE 1991 ET 1996

Composantes et sous-composantes régionales	Population 1991	Population 1996	Variation 91-96 Nombre	Variation 91-96 %
COMMUNAUTÉ URB. DE QUÉBEC	**490 271**	**504 605**	**14 334**	**2,9**
Beauport	69 158	72 920	3 762	5,4
Cap-Rouge	14 105	14 163	58	0,4
Charlesbourg	70 788	70 942	154	0,2
Lac-St-Charles	7 520	8 540	1 020	13,6
L'Ancienne-Lorette	15 242	15 895	653	4,3
Loretteville	14 219	14 168	-51	-0,4
Québec	167 972	167 634	-338	-0,2
St-Augustin-de-Desmaures	12 680	14 771	2 091	16,5
Ste-Foy	71 133	72 330	1 197	1,7
St-Émile	6 921	9 889	2 968	42,9
Sillery	12 519	12 003	-516	-4,1
Val-Bélair	17 181	20 176	2 995	17,4
Vanier	10 833	11 174	341	3,1
COURONNE-NORD	**51 417**	**53 339**	**1 922**	**3,7**
MRC de la Côte-de-Beaupré (partie)	**21 205**	**21 628**	**423**	**2,0**
Beaupré	2 676	2 799	123	4,6
Boischatel	3 878	4 152	274	7,1
Château-Richer	3 690	3 579	-111	-3,0
L'Ange-Gardien	2 819	2 841	22	0,8
Ste-Anne-de-Beaupré	3 146	3 023	-123	-3,9
St-Ferréol-les-Neiges	1 995	2 219	224	11,2
St-Joachim	1 478	1 493	15	1,0
St-Tite-des-Caps	1 523	1 522	-1	-0,1
MRC de la Jacques-Cartier	**23 274**	**24 819**	**1 545**	**6,6**
Fossambault-sur-le-Lac	817	921	104	12.7
Lac-Beauport	4 462	5 008	546	12,2
Lac-Delage	338	368	30	8,9
Lac-St-Joseph	140	83	-57	-40,7
Ste-Brigitte-de-Laval	2 833	3 214	381	13,4
Ste-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	4 011	4 428	417	10,4
St-Gabriel-de-Valcartier	2 754	2 204	-550	-20,0
Shannon	3 535	3 751	216	6,1
Stoneham-et-Tewkesbury	4 384	4 842	458	10,4
MRC de l'île d'Orléans	**6 938**	**6 892**	**-46**	**-0,7**
Ste-Famille	942	913	-29	-3,1
Ste-Pétronille	1 128	1 090	-38	-3,4
St-François	493	484	-9	-1,8
St-Jean	832	847	15	1,8
St-Laurent	1 551	1 576	25	1,6
St-Pierre	1 992	1 982	-10	-0,5
COURONNE-SUD	**118 566**	**128 887**	**10 321**	**8,7**
MRC de Bellechasse (partie)	**2 011**	**2 067**	**56**	**2,8**
St-Étienne-de-Beaumont	2 011	2 067	56	2,8
MRC de Desjardins	**49 076**	**51 222**	**2 146**	**4,4**
Lévis	39 417	40 407	990	2,5
Pintendre	5 028	6 035	1 007	20,0
St-Henri	3 886	3 886	0	0,0
St-Joseph-de-la-Pointe-Lévy	745	894	149	20,0
MRC des Chutes-de-la-Chaudière	**67 479**	**75 598**	**8 119**	**12,0**
Charny	10 239	10 661	422	4,1
Ste-Hélène-de-Breakeyville	2 998	3 423	425	14,2
St-Étienne-de-Lauzon	7 256	8 207	951	13,1
St-Jean-Chrysostome	12 717	16 161	3 444	27,1
St-Lambert-de-Lauzon	4 146	4 590	444	10,7
St-Nicolas	14 431	15 594	1 163	8,1
St-Rédempteur	5 862	6 358	496	8,5
St-Romuald	9 830	10 604	774	7,9
AGGLOMÉRATION DE QUÉBEC	**660 254**	**686 831**	**26 577**	**4,0**

Source: Statistique Canada - Recensements 1991 et 1996
Compilation: SATCUQ, avril 1997

TABLEAU, LE SOLEIL

DE 1991 À 1996

Québec continue de se dépeupler

Sainte-Foy stagne et Saint-Émile augmente

LISE FOURNIER
Le Soleil

■ QUÉBEC — La ville de Québec continue de se dépeupler alors que Saint-Émile, une des petites municipalités de la Communauté urbaine de Québec a vu augmenter sa population de 43% en l'espace de cinq ans comptant, aujourd'hui, près de 10 000 habitants.

Ces chiffres comparatifs de 1991 et 1996 publiés par Statistiques Canada donnent un portrait des populations de 48 municipalités de la grande région de Québec incluant les MRC de la Côte-de-Beaupré, de la Jacques-Cartier, de l'île d'Orléans sur la rive-nord auxquelles il faut ajouter les MRC Desjardins, des Chutes-de-la-Chaudière et une partie de Bellechasse pour la Rive-Sud.

Une première lecture des statistiques laisse cependant voir que la capitale n'est plus la seule à se dépeupler, Sillery lui raflant cet honneur avec une perte de 516 citoyens contre 338 pour la ville de Québec. De même Sainte-Foy, malgré le développement du quartier Les Sources, n'obtient qu'un maigre 1,7% d'augmentation de sa population pour les cinq dernières années. À l'opposé les villes de Saint-Augustin, Val-Bélair, Saint-Émile et Lac-Saint-Charles scorent au-dessus de 13%, enregistrant des gains dépassant les 2000 habitants du moins pour trois de celles-ci. Ce qui permet à la CUQ d'enregistrer une légère hausse de population (2,9%) pour atteindre 504 605 résidants; la ville de Québec comptant pour le tiers de cette population (167 634).

Sur la Rive-Sud, la MRC des Chutes-de-la Chaudière poursuit sa croissance aux dépens de ses voisines Bellechasse et Desjardins. C'est Saint-Jean-Chrysostome qui sort première des 13 municipalités avec une hausse de 3444 personnes si bien qu'aujourd'hui la MRC des Chutes-de-la-Chaudière dépasse les 75 000 habitants alors que Desjardins termine bon deuxième avec 51 222.

On peut par ailleurs noter que les populations des MRC de la Côte-de-Beaupré, de la Jacques-Cartier et de l'île d'Orléans restent plutôt stables avec quelques exceptions notamment Saint-Gabriel-de-Valcartier et Lac-Saint-Joseph qui enregistrent de gros déficits.

Le bar La causerie survivra

CLAUDE VAILLANCOURT
Le Soleil

QUÉBEC — Le bar La Causerie a eu bien raison de vouloir plaider sa cause jusqu'au bout.

Fermé dans la première poêlée que le Groupe régional d'intervention contre le crime organisé servait à plusieurs établissements licenciés, le 29 janvier, le bar de la 3e avenue ouest, à Charlesbourg, décidait de contester en Cour, dès le lendemain, la suspension de son permis. Un juge devait alors décider de donner raison au propriétaire, Raymond Garon, et faisait savoir à la Régie des alcools, des courses et des jeux qu'elle devait d'abord entendre les parties en cause avant de décréter la suspension d'un permis.

En avant-midi hier, après une attente de près de trois mois, les procureurs des deux parties, Me Elaine Plamondon (pour la Régie) et Me Roger Bellemarre (pour le bar) convenaient d'une entente devant permettre à M. Garon d'exploiter son commerce en toute tranquilité.

L'homme d'affaires s'est ainsi engager à engager une compagnie spécialisée qui verra à faire installer un système qui diminuera sensiblement le bruit dans les parages de son bar.

Il semble que c'est un voisin plutôt tenace qui multiplie les plaintes auprès de la police de Charlesbourg sur cette question. M. Garon voulait même s'engager à fermer continuellement les portes et fenêtres de son bar pour empêcher celui-ci de se plaindre. Un régisseur, M. Michel de Blois, lui a plutôt suggérer de limiter cette promesse aux seuls moments où il y aura de la musique. « S'il fait beau et chaud, qu'il n'y a que deux ou trois clients et qu'il n'y a pas de musique, je ne vois pas pourquoi vous fermeriez toutes les portes de votre bar » a indiqué le régisseur.

Aucun commentaire n'a été émis sur un des allégués de la plainte concernant l'explosion d'une bombe le 14 janvier.

CRITIQUE

Un spectacle sans colonne vertébrale

Hommage : Sinatra and Friends

MICHÈLE LAFERRIÈRE
Le Soleil

Un Elvis de pacotille

Éric Cantin a recruté une chorale de garçons au Pensionnat Saint-Louis-de-Gonzague, de Québec.

LE SOLEIL, JEAN VALLIÈRES

■ Comment sauver un spectacle bâti autour d'un personnage sans âme, ni personnalité? Voilà le problème qu'aura à résoudre l'équipe de *Hommage : Sinatra and Friends*, une revue musicale présentée en grande première, hier soir, au Palais Montcalm.

Dommage pour Éric Cantin, qui campe avec rigidité « le plus grand crooner au monde », dixit le communiqué de presse, un dénommé Ray Sunshine, amalgame de tous les Sinatra, Bing Crosby et Nat King Cole du 20e siècle. Dommage pour Éric Cantin, car il a monté ce spectacle de A à Z.

En s'appropriant le rôle principal, il s'est investi dans un domaine qui excédait ses capacités artistiques.

Éric Cantin possède une voix juste, mais sans puissance et sans nuance. On aurait pu lui pardonner sa limite vocale s'il n'était pas si empoté! Il ne sait ni danser, ni bouger. Il sait seulement sourire, du même rictus figé du début à la fin du spectacle.

Hommage : Sinatra and Friends souffre également d'un flagrant problème de structure. Les grands succès des années 20 à aujourd'hui se suivent à l'intérieur d'une série de « tableaux » gratuits et sans lien : une émission de radio, un spécial télévisé, une soirée des Oscars, un ridicule hommage à John F. Kennedy. Les textes d'enchaînement sont ineptes et débités sur un ton parfaitement caricatural.

Cantin a abattu un boulot colossal en débroussaillant le répertoire des plus grands crooners. C'est un régal d'entendre ces chansons indémodables! Mais le "sacripant" a réussi à saboter mon plaisir et à bousiller ce qui aurait pu constituer LE moment fort du spectacle : l'interprétation de *My Way*.

Roland Martel a offert la meilleure performance ; c'était lui la vedette!

J'ai cru avoir la berlue en voyant un Elvis de pacotille rejoindre sur scène un Ray Sunshine qui se prenait pour Sinatra. « Ne manque plus que Claude François », me suis-je dit. Et bien, le metteur en scène Luc Senay a eu la même idée que moi! Il a ressuscité l'électrocuté, l'a affublé des plus grosses pattes d'éléphant et des plus larges rouflaquettes que j'aie jamais vues, pour compléter le plus improbable des trios.

Roland Martel offre la performance la plus réussie de la soirée. Il sautille sans cesse et se fait aller la baguette avec allant et enthousiasme. C'est lui la vedette! Ses 17 musiciens donnent à cette revue musicale la dose de professionnalisme qui manque au reste de la troupe. Quand ils ont envahi le parterre avec leurs cuivres, on se serait cru pour un instant sur Bourbon Street. Réjouissant!

Les huit musiciens-chanteurs-danseurs qui secondent Éric Cantin impriment un certain mouvement au spectacle. Leurs numéros sont d'inégale valeur, mais ils devraient s'améliorer au fil des neuf représentations qui auront lieu d'ici le 8 mai. Leur maîtrise de l'anglais n'est pas à point et leurs chorégraphies pas toujours synchronisées.

Neuf spectacles d'ici le 8 mai

Au département des points positifs : les décors, la danse à claquettes et les costumes. Mais ces éléments ne peuvent racheter un spectacle sans colonne vertébrale et une vedette sans charisme.

TAUX SPÉCIAUX GM
ACHAT FINANCEMENT
3,9% (Terme de 12 à 48 mois seulement)
Modèles admissibles
•CAVALIER
•ACHIEVA
•LUMINA MONTE CARLO
•BLAZER
•CAMION CHEVROLET série C
(sauf 4 roues motrices cabine allongée et châssis cabine)
400 véhicules disponibles maintenant
FOURNIER
CHEVROLET GEO OLDSMOBILE
Aut. de la Capitale sortie Pierre-Bertrand
687-5170

COUP D'OEIL SUR LES RÉGIONS

LÉVIS

Oups!!!

Le texte publié, hier, concernant la rémunération des élus de Lévis a été amputé. Le dernier paragraphe faisait dire au journaliste que le seul souci du conseiller Denis Roy, dans cette cause, est d'assurer que les intérêts des contribuables soient justement défendus et que des personnes en autorité ne se permettent pas d'utiliser des fonds publics sans y avoir droit. Il aurait fallu lire que cette position était exprimée par le conseiller Roy et non par l'auteur de l'article.

QUÉBEC

Un don de la SAQ à la CECQ

La Commission des écoles catholiques de Québec (CECQ) et la Société des alcools du Québec pratiquent le partenariat. La SAQ a remis récemment à l'école Wilbrod-Bhérer, l'équipement et le mobilier du salon de dégustation de l'ancienne Maison des vins de la Place Royale, à Québec. Le salon de dégustation oenologique servira en priorité aux élèves en alimentation et en hôtellerie de l'école Wilbrod-Bhérer, du cégep de Limoilou et du collège Mérici. Le directeur de l'école, Reynald Boutet, précise toutefois que le salon est à la disposition de la communauté. Pour sa part, la SAQ estime que la promotion de la connaissance oenologique est importante. Voulant que cette mission se perpétue, elle a décidé de faire un don à l'école professionnelle de Québec.

LECLERCVILLE

Une autre saisie de « pot »

Les saisies de marijuana se suivent et se ressemblent. Cette fois, c'est à Leclercville, près de Deschaillons, dans Lotbinière, que les policiers ont fait une récolte digne de mention. La GRC a démantelé hier un laboratoire clandestin dans lequel poussaient 396 plants de marijuana. Valeur de la saisie : 40 000 $. Un homme de 26 ans comparaîtra ce matin au palais de justice de Québec relativement à cette affaire.

CUQ

Un logiciel pour traiter les taxes

La Communauté urbaine de Québec ainsi que les villes de Longueuil et de Brossard, sur la rive sud de Montréal, ont confié à la société de développement informatique GRICS le mandat de concevoir un logiciel pour traiter la taxation, la facturation et la perception. Ce projet permettra également de faire face au problème de changement de date qui affligera les systèmes informatiques au passage de l'an 2000. Les coûts nets de développement de ce logiciel sont estimés à 650 000 $ et seront répartis entre les villes. La mise en place du nouveau système est prévue pour 1998.

QUÉBEC

LE SOLEIL, RAYNALD LAVOIE

Retombées des Floralies dans Saint-Roch

Les Floralies de Québec auront des retombées dans le quartier Saint-Roch. Les exposants ont remis 2000 fleurs, plantes et arbres qui se retrouveront, lorsque le beau temps le permettra, à l'îlot Fleury. Mais en attendant le temps favorable à la mise en terre des végétaux, les couloirs du complexe Méduse se sont transformés en sentiers de la nature, créant ainsi une ambiance printanière dans les espaces communs partagés par les onze organismes regroupés à cet endroit. Tous sont invités à venir voir et sentir cet environnement printanier.

QUÉBEC

Un mauvais pointage pour Québec

La Ville de Québec n'est pas du tout contente du rang que lui octroie le professeur Jacques Desbiens, de l'université du Québec à Chicoutimi dans son troisième essai de classement des villes du Québec. Selon cette évaluation, Québec se classe dans les dernières (93e sur 100) en raison du coût élevé de ses services municipaux. Le directeur-général, M. Serge Viau, contestait hier, en conférence de presse, les méthodes d'analyse du professeur Desbiens dont les études précédentes ont paru dans L'Actualité. Les critères retenus desservent systématiquement la capitale, disait-il. Signalons tout de même que Québec se classe au 35e rang sur 100 pour les efforts mis à réduire le coût des services, selon cette étude.

MOTARDS

Quand le hasard fait bien les choses

CLAUDE VAILLANCOURT
Le Soleil

QUÉBEC — Trois individus apparentés aux Hell's Angels qui « s'en allaient faire une job de bras » ont été arrêtés, mercredi soir, vers 22h 30, à l'intersection du boulevard Charest et de la rue Marie-de-l'Incarnation.

Les trois hommes dont l'un, Claude Boutin, 26 ans, de Sainte-Foy, devra rester en prison jusqu'à la divulgation de la preuve, circulaient dans une voiture louée de marque Intrepid quand ils ont été interceptés par des agents de la Sûreté municipale de Québec pour une simple vérification de routine.

Les policiers ont fait le saut quand ils ont remarqué la présence, dans la voiture, de deux cagoules en nylon, d'une paire de gants, de deux batons de baseball et d'un gilet avec l'inscription « Support your local 666 », un T-Shirt réservé aux partisans du club de motards.

Conduits au quartier général de la Sûreté du Québec par des collègues de l'escouade Grico, les individus se sont montrés avares de commentaires sur la mission dont ils avaient charge.

Fouillant davantage l'automobile, les policiers ont ensuite retrouvé, caché dans une trappe de ventilation, un revolver chargé de calibre .38.

Outre Boutin, Sylvain Ouellet, 22 ans, de Charlesbourg et Mathieu Côté, 20 ans, de Beauport, ont été arrêtés pour possession d'une arme prohibée.

PIERRE LAFORCE
opticien
PLACE LAURIER
Choisissez le 2 PAIRES POUR LE PRIX 1 PAIRE parmi notre collection mode pour vous-même ou pour quelqu'un d'autre, et ne payez que la plus chère des deux !
Payables dans 6 mois
ou choisissez une paire de lunettes parmi notre collection OWP design et épargnez 30 $
50% DE RABAIS sur une grande sélection de verres solaires
EXAMEN DE LA VUE par un optométriste
PLACE LAURIER 3e ÉTAGE 658-4753
326542
Rabais supplémentaire de 30 $ applicable à l'achat d'une PAIRE de lunettes parmi notre collection OWP design
ou applicable sur le DEUX pour UN
PIERRE LAFORCE opticien
Sur présentation du coupon. Ne peut être jumelée à aucune autre promotion. Un coupon par achat.
Expire le 30 juin 1997

18 ans et
« Donnez du sang. »
Info-Collecte
(418) 650-7230
1 800 761-6610

CONCEPT PISCINE DESIGN
CREUSÉE - HORS TERRE - PATIO
Piscine équinox 14 x 28 pi
7699 $
FINANCEMENT DISPONIBLE sujet approbation crédit
COUPON RABAIS 500 $
Valide en présentant ce coupon à l'achat d'une piscine creusée à prix régulier jusqu'au 26 mai 1997
333868
1451, rue Etna, bureau 103, Val-Bélair 842-7642

Correction visuelle au laser excimer/lasik
Dre Yolande Dubé, m.d.
Médecin-chirurgien
Ophtalmologiste
Pavillon du Jeffery Hale
1270, chemin Sainte-Foy
Pour consultation : (418) 687-3326

Futurs mariés
OBTENEZ EN PRIME
L'ASSIETTE CREUSE
pour chaque couvert que vous achetez d'un service de vaisselle signé
Noritake
Offre valide sur une sélection de modèles seulement
Choisir la maison RENAUD pour votre liste de cadeaux c'est vous assurer d'y trouveer un vchoix incomparable, un service complet et attentif, une table personnalisée qui ravira vos invités.
Renaud & cie
«L'expérience à votre service»
82, rue Saint-Paul Québec 692-0122
Heures d'ouverture: du lundi au vendredi, 9h à 17h
355, rue Marais, Vanier 681-1944
Heures d'ouverture: du lundi au mercredi, 9h30 à 17h; jeudi, vendr., 9h30 à 21h; sam., 9h30 à 16h30 (section domestique seulement)
333488

L'équipe de l'heure à Québec «véhicule d'occasion»
Yvan Beaulieu, Directeur
Sylvain Laroche, Directeur Au détail
André Gagné, Conseiller
Bernard Drolet, Conseiller
Jean-Guy Thériault, Conseiller
Le professionnalisme et l'honnêteté font notre force
Tous nos véhicules d'occasion sont vérifiés par le centre technique CAA et unique à Québec
Plan de location unique sur véhicules d'occasion
Ste-Foy Tallier
2000, BOUL. JEAN-TALON NORD, SAINTE-FOY, QUÉBEC (418) 687-2525
INTERNET: http://www.medianet.com.com/tallier/stefoy.htm
301502

VENTE 25e anniversaire Jeudi 1 Vendredi 2 Samedi 3 et exceptionnellement Dimanche 4 MAI
Tous nos produits seront réduits pour cet évènement
Liquidation de démonstrateurs jusqu'à 40% de rabais
Payable dans 1an* ou 12 versements égaux
* Voir conditions en magasin
rotac électronique inc. Depuis 1972
LE MAGASIN DE LA HAUTE-FIDÉLITÉ
2873, chemin Sainte-Foy (angle Route de l'Église) Sainte-Foy (Québec) 653-7768
NAKAMICHI • ROTEL • QUAD • B&W • PROAC • CASTLE • ARCAM • SONIC FRONTIERS • SIMAUDIO • TOTEM • ANTHEM • TEAC • ALCHEMIST

VOGUE Vendeur autorisé
PISCINES BEAUPORT INC.
SÉLECT Vendeur autorisé
439, av. Seigneuriale, Beauport 666-5311
Modèle Aqua/Select à partir de
18 pieds, équipée 1499 $
21 pieds, équipée 1599 $
24 pieds, équipée 1699 $
Commencez à payer en mai 199¢
Sous réserve de l'approbation du service du crédit
LE PLUS GRAND CHOIX DE MODÈLES ET DE COULEURS AU MEILLEUR PRIX SUR LE MARCHÉ.

LA CAPITALE ET SES RÉGIONS

Péril électoral

Ça y est ! Chrétien va profiter du débordement de la rivière Rouge pour déclencher des élections. Ça vous paraît un peu cynique ? Mais l'occasion était trop belle. Surtout que le déclenchement d'une élection, ça ressemble au déclenchement d'un accouchement. Le médecin choisit le jour où il n'ira pas jouer au golf. Il enfile ses gants de caoutchouc. Les proches se rassemblent, fébriles, inquiets. Les contractions commencent. Les eaux crèvent. Il y a des cris et des chuchotements. Et à l'heure de la délivrance, on découvre une petite chose fripée qui s'appelle un député dont le petit nez ne tardera pas à pousser, qui apprendra à mentir aussi vite qu'à parler.

Mais cette fois, les eaux ont crevé avant l'heure. Cette inondation de la Rouge était prédestinée. C'est le signe que Chrétien attendait. Une rivière aux couleurs de son parti qui déborde... même Sheila Copps n'aurait jamais osé en rêver. De quoi inspirer les stratèges publicitaires. Imaginez Chrétien sur des affiches dans la peau de Noé, dans celle de Moïse conduisant son peuple à travers la Mer Rouge, déjouant les Duceppe, les Manning, les McDonough, les Charest. Imaginez Chrétien marchant sur les eaux, comme son chef Jésus-Christ au lac de Tibériade !

Alors, ce matin, Jean a dit à Aline. « Mets tes bottes, ma divine, on s'en va patauger. On va faire un tour en canot comme dans le temps de nos amours à Shawinigan. Et si jamais je me penche trop, que j'ai l'air comme Narcisse, de contempler mon image, retiens-moi. Faut pas que je pique du nez dans la rivière Rouge pendant que les caméras roulent. Oui, mon Aline, je vais apparaître ce soir à la nation comme un prophète. Je vais être divin. Je vais être Chrétien. Yves Duhaime va pleurer de rage. Penses-tu qu'on devrait inviter le souriceau, Stéphane Dion avec nous pour le voyage ? Il pourrait emporter des vivres à distribuer aux sinistrés dans son sac à dos. Ça ferait des belles images au téléjournal ! »

Ghislaine Rheault
GRheault@lesoleil.com

Ce que Chrétien ne sait pas, c'est que son adversaire du Bloc québécois, le vaniteux Gilles Duceppe, a amorcé à la même heure une offensive perverse pour lui couper les ponts : il a mis sur pied une expédition pour venir en aide aux villages francophones du sud du Manitoba doublée d'une campagne-éclair de souscription animée par Michel Barrette. Des commandos d'ex-sinistrés du Saguenay sont déjà en route pour l'Ouest.

C'est l'occasion de planter la graine du Bloc québécois dans ces rizières inondées du Manitoba, d'ouvrir là-bas un nouveau front politique, de gagner des sièges de députés hors Québec. Un courant de sympathie bien aiguillonné, on a vu ce que ça peut donner à la veille du référendum. Le vaniteux Duceppe a même poussé la perfidie jusqu'à y déléguer Michel Gauthier, dans le rôle du ministre plénipotentiaire à cause de ses racines saguenéennes. « À moi le pouvoir, songe déjà le petit coq Duceppe. Le vainqueur de la Rouge, ce sera moi ! »

DES ÉLECTIONS ? AH ! LA BARBE

On peut en rire, en pleurer, imaginer des scénarios farfelus....mais on n'y échappera pas. Les élections sont à nos portes. Voir les partis politiques sortir des garderobes tous leurs myrmidons et leurs myrmidonnes en avril, ça me donne quasiment des boutons. L'appel au peuple, ce devrait être réservé à l'automne, quand les feuilles tombent, qu'il n'y a plus que les téléromans comme distraction à la télévision. Au printemps, quand tout bourgeonne, ça devrait être interdit dans la Constitution.

Surtout que cette année, on est plutôt bien servi ici en affrontement électoraux. À Québec, les chevaux sont déjà alignés sur la grille de départ. « La barrière est en mouvement, the gate is moving... » C'est pareil à Sainte-Foy où les étalons et les juments sont encore toutefois en formation dispersée.

Mais il y a une autre raison pour laquelle les élections ça ne me dit rien de bon. C'est que pendant ces périodes-là, vous, chers lecteurs, devenez irritables. Certains même parmi vous en perdent l'ouie, la vue, la carte, la raison. Ils s'en trouvent même qui en lisant le journal, calculent au pouce carré l'espace accordé à leur parti et à celui des adversaires. Qui comptent les lignes agates dans les articles. Qui font la somme des adjectifs. Qui prêtent des intentions à leurs auteurs. Qui imaginent des collusions perverses en lisant entre les lignes. Qui engueulent les téléphonistes dès qu'un texte ne fait pas leur affaire, dès qu'un titre semble avoir une connotation qui leur déplaît. Bref, certains parmi vous perdent tout sens de l'humour et deviennent des partisans détestables.

La maladie n'a pas toujours la même virulence. Certains ne sont atteints que par la souche faible du virus. Mais ça change les rapports, quand même. Tenez, juste ce petit exemple. Un lecteur m'a écrit l'autre jour me reprochant d'avoir attribué le titre de *Jedi à Luke L'Allius* au moment où il lançait sa campagne électorale à la tête du Raspop. Selon lui, je me suis trompée de Jedi. C'est Georgio Lalandus, qui détient la force et le titre, selon lui.

Dans sa lettre, il rappelle le passé militaire de Jean-Paul L'Allier. À cette époque il possédait toutes les qualités d'un excellent Jedi. Mais il s'est inspiré ensuite du côté sombre de la Galaxie et a perdu tout pouvoir et toute crédibilité. « On ne peut changer ses orientations politiques comme on change de bobettes », écrit-il. Selon lui, le représentant du Progrès-Civikus, Georgio Lalandus, au contraire, n'est pas influencé par le côté sombre de la planète. Il aurait une saine influence internationale, rehausserait la visibilité de notre patrimoine mondial tout en administrant sagement les deniers publics.... »

J'en ai conclu que nous étions tous les deux dans les patates. Il se pourrait bien que le vrai Jedi, ce soit plutôt Johanus-Guykys Lemieux. Qui sait ?

Peut-être est-ce lui qui réussira à atteindre la planète rouge du pouvoir.

FACULTÉ DES SCIENCES DE L'ADMINISTRATION

Laval ouvre une enquête sur des entorses à l'éthique

BRIGITTE BRETON
Le Soleil

■ QUÉBEC — Un comité formé par le recteur Michel Gervais enquêtera sur de supposées entorses à l'éthique à la Faculté des sciences de l'administration, de l'université Laval.

Fait inusité, c'est la Commission des études, chargée d'évaluer les programmes des deuxième et troisième cycle de la Faculté des sciences de l'administration qui a réclamé une enquête. En juillet 1995, la commission écrit que « des personnes ont des pratiques qui soulèvent de sérieuses difficultés d'ordre éthique et ces pratiques méritent d'être mentionnées et dénoncées ».

Selon différents témoignages fort précis, la commission constate que « des membres du personnel enseignant abusent outrageusement de l'autorité ainsi que du pouvoir d'évaluation et de sanction que leur confère l'université ; d'autres font corriger des travaux de personnes inscrites par d'autres personnes inscrites au même programme, dans le même champ de spécialisation ; d'autres violent la propriété intellectuelle en signant comme premier auteur des travaux produits par des personnes inscrites ou en s'appropriant purement et simplement des travaux effectués par ces dernières contre rémunération ».

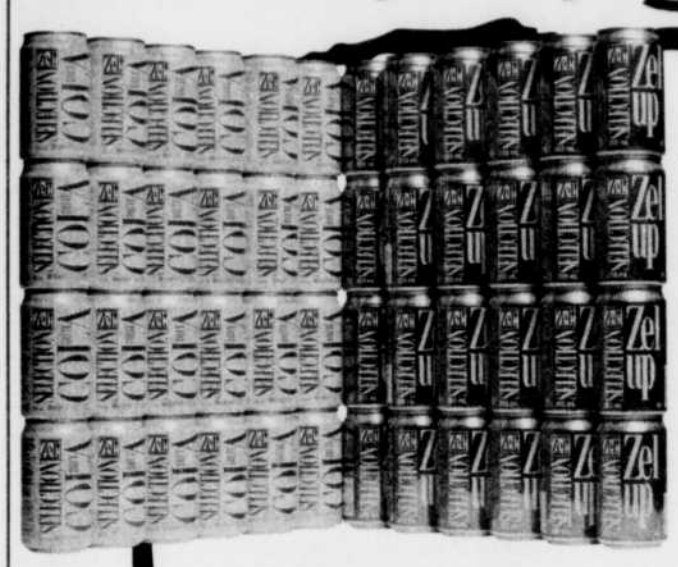
En lisant les formulaires d'évaluation, la Commission a aussi relevé que des membres du personnel enseignant affichent des comportements sexistes et racistes, ou encore harcèlent de diverses manières des membres du personnel non enseignant ou des personnes inscrites.

L'Association des participants à la maîtrise en administration a également réclamé une enquête en octobre 1995. Ce n'est toutefois qu'en décembre 1996 que la vice-rectrice aux études, Louise Milot, a fait une recommandation en ce sens au conseil universitaire.

Quatre mois plus tard, le comité de trois personnes n'est toujours pas formé.

Selon un porte-parole de l'université, ce délai s'explique du fait qu'une des personnes sollicitées par le recteur Gervais a donné une réponse négative tardivement. Le recteur doit toutefois compléter la composition de ce comité avant la fin de son mandat, le 2 mai. Le comité, composé de trois personnes venant de l'extérieur de l'université Laval, devrait rendre son rapport à l'automne.

TOUTE VOTRE ÉPICERIE ET TOUS VOS ARTICLES MÉNAGERS EN UN SEUL MAGASIN



*4,59 SÉLECTION ZEL Boissons gazeuses, au choix, 24 x 355 mL

3,97 AFGHAN Tapis assortis 20" x 40" Jour après jour!

3,97 SERVIETTE de plage 29" x 58" Jour après jour!

*1,99 Jour après jour! WINDEX Nettoyant à gachette 650 mL ou recharge 950 mL

2,97 Jour après jour! DÉBARBOUILLETTES emballage de 6

Un maximum d'économies en un minimum de temps, c'est ça Maxi & Cie.

C'est le panier d'épicerie le moins cher et toutes ces petites choses dont on a souvent besoin.

C'est tout ça au même endroit, pour économiser temps et argent, 52 semaines par année!

*6,97 Jour après jour! SUNLIGHT Détersif en poudre pour la lessive 61 ultra ou 121

* Ces produits sont également disponibles dans tous les magasins Maxi.

maxi & Cie Le magasin

3111 rue Watt, Ste-Foy

C'est le 30 avril que le service de nuit doit être abandonné.

TRAVERSE DE QUÉBEC/LÉVIS

Rencontre au sommet pour garder le service de nuit

PIERRE PELCHAT
Le Soleil

LÉVIS — Les porte-parole du mouvement d'opposition à l'abolition du service de nuit à la traverse Lévis-Québec rencontreront, lundi, des adjoints du ministre des Transports, M. Jacques Brassard.

C'est ce qu'a confirmé, hier, Me Hélène Girard qui sera présente à la rencontre, accompagnée de Pauline Gagnon. Les deux représentantes du milieu lévisien veulent sensibiliser le ministre sur les conséquences pour les usagers de l'abandon du service de nuit.

La présidente de l'Association Lévy-Centre demeure confiante que la décision de la Société des traversiers du Québec (STQ) sera modifiée malgré le refus du ministre d'accepter un moratoire. Elle croit qu'il est possible de trouver une solution avant l'échéance du 30 avril, soit mercredi prochain.

Mardi dernier, une manifestation organisée en peu de jours a attiré près de 500 personnes pour s'opposer aux coupures de service décrétées par la STQ. Cette décision, a-t-on fait valoir, affecte plusieurs travailleurs.

Par ailleurs, la Société des traversiers devait présenter, hier après-midi, des propositions au syndicat de ses employés afin de modifier la convention collective sur la question de l'abolition du service de nuit. Une première rencontre a eu lieu plus tôt cette semaine entre des représentants du syndicat, du ministère des Transports et du Conseil du Trésor.

À moins d'une entente, le syndicat pourrait contester cette décision par voie de grief compte tenu du non-respect d'un délai de six mois entre l'annonce de la coupure et son application.

Le gouvernement espère obtenir des concessions du syndicat afin de pouvoir maintenir les traverses de 6 h le matin, en partance de Lévis, et celle de 6 h 30, en partance de Québec. Il n'est pas question pour le gouvernement de réduire l'ampleur des compressions demandées à la Société des traversiers.

D'autre part, l'abolition du service de nuit n'est pas sans faire de vagues dans le parti gouvernemental. Le député Jean Garon et l'Association péquiste de la circonscription de Lévis se sont publiquement opposés à la décision de la STQ qui relève du ministre Brassard.

• Produit populaire pour l'arrosage avant-saison de dormance et pour la saison de croissance.

9,99$

Floralies toujours

FLORALIES JOUVENCE
CENTRE JARDIN

Sainte-Foy, boul. Charest Ouest, sortie Jean-Gauvin 872-0869
Lévis, 4760, boul. de la Rive-Sud 833-3323

2,69$

PROJET HYDROÉLECTRIQUE DES CHUTES-DE-LA-CHAUDIÈRE

Innergex réplique aux Verts

PIERRE PELCHAT
Le Soleil

LÉVIS — Le promoteur de la centrale hydroélectrique aux Chutes-de-la-Chaudière, la société Innergex, accuse des groupes environnementalistes opposés au projet, de véhiculer des fausse-tés en se référant à la commission Doyon. Cette commission qui vient de déposer son rapport avait été chargée d'enquêter sur la politique d'achat d'électricité par Hydro-Québec auprès des producteurs privés.

« Il est totalement faux d'affirmer que la commission Doyon propose de bloquer le projet de centrale aux Chutes-de-la-Chaudière. Ça n'a aucun rapport. C'est uniquement pour des projets futurs. La commission n'a jamais dit que les contrats déjà signés ne devaient pas être respectés », a soutenu, hier, le président d'Innergex, M. Gilles Lefrançois.

Le Conseil régional de l'environnement de Québec et le GIRAM ont réclamé, jeudi, un moratoire sur les projets de petites centrales, s'appuyant sur les conclusions de la commission Doyon.

Quant à la résolution votée au dernier conseil national du Parti québécois sur les projets futurs de petites centrales, il souligne qu'elle ne concerne que les projets dans les chutes et rapides vierges. « On ne peut parler de chutes vierges aux Chutes-de-la-Chaudière. Il y a déjà eu une centrale », a-t-il affirmé.

Concernant les blâmes adressés au ministère de l'Environnement, M. Lefrançois tient à préciser que cela ne concerne que les projets de centrale non passés par le crible des audiences publiques. « Qu'est-ce qu'on peut nous demander de plus ? Le projet des Chutes-de-la-Chaudière a été présenté en audiences publiques et les commissaires ont conclu que le projet est acceptable moyennant certaines modifications. »

D'autre part, M. Lefrançois s'inscrit en faux concernant la possibilité que l'achat de l'électricité produite aux Chutes-de-la-Chaudière engendre des pertes annuelles 2 millions $ à la société d'État.

« Cette évaluation a été démentie par Hydro-Québec », a-t-il dit.

Saisie de drogue au Témiscouata

MARC LAROUCHE
Collaboration spéciale

RIVIÈRE-DU-LOUP — Rosaire Boulianne d'Auclair dans le Témiscouata, soupçonné d'être à la tête d'un important réseau de culture et de trafic de cannabis, devra demeurer incarcéré en attendant la tenue de son enquête préliminaire, remise au 30 avril.

L'individu de 48 ans fait face à 19 chefs d'accusation reliés au trafic et à la culture de stupéfiant, en plus de deux chefs pour bris de probation.

Normand Manseau, 47 ans de Lejeune, accusé d'avoir comploté avec Boulianne, a également repris le chemin des cellules. Gilbert Lévesque, Claude Lang, Gaétan Manseau et Berthier St-Pierre de Lejeune, ainsi que Fernand Michaud d'Auclair, ont pu recouvrer leur liberté sous diverses conditions, dont l'interdiction d'entrer en contact avec l'une ou l'autre des 19 personnes arrêtées lors de la perquisition de mardi. Cette opération, la plus importante réalisée dans cette région depuis quelques années, a permis de saisir pour environ 300 000 $ de marijuana et d'huile de haschisch.

Plus de 50 chefs d'accusation ont été déposés contre les 19 personnes arrêtées lors de la perquisition de mardi, qui a nécessité l'utilisation de plus de 75 agents policiers.

18 ans et
«Donnez du sang.»
Info-Collecte
(418) 650-7230
1 800 761-6610

BAIN
Réémaillage sur place
Garantie de 5 ans
Achat et vente de baignoires sur pattes
Cour.: 249$
SPÉCIAL:
199$ (couleur en sus)
Prend fin le 4 mai
EN TOUT TEMPS
622-0665
333902

ESPAGNOL
Cours d'espagnol
30 h - 5 semaines + matériel
115$
COURS PRIVÉ COMPLET
• Théorique
• Laboratoire de langues
• Audiovisuel
ANGLAIS
Cours de conversation anglaise
30 h - 5 semaines + matériel
150$
COURS PRIVÉ
• Théorique
• Laboratoire de langues
334567
880, Père-Marquette
http://pages.infinit.net/diffudi/
682-3617

LE KAYAK DE MER, UNE SPÉCIALITÉ CHEZ L'AVENTURIER
LE CHOIX D'UNE EMBARCATION : DIFFÉRENTS CRITÈRES À CONSIDÉRER.
Les matériaux : Le polyéthylène (plastique) offre une bonne résistance aux chocs, une glisse moyenne, une rigidité moyenne, avec un très bon rapport qualité prix, mais à un poids assez élevé.
Un kayak de fibre permettra une meilleure glisse, des formes plus raffinées et une rigidité élevée à poids moyen.
La pratique : Vous devrez choisir un kayak solo ou duo. Le solo vous permet de ressentir la sensation de solitude des grands espaces et l'exploration ou la pratique à votre mesure.
Un kayak double permettra à deux pagayeurs de force inégale de progresser ensemble et de profiter d'une stabilité accrue.
La forme : Un kayak long aura une vitesse de croisière plus élevée. Un kayak large sera moins rapide mais plus stable. Un kayak à fond plat sera plus stable qu'un modèle à fond rond.
La finition : L'étanchéité des caissons, le confort des sièges, la qualité de l'acastilllage, le gouvernail et... l'esthétique sont à considérer.
DES CONSEILS ET DU CHOIX À L'AVENTURIER.
L'AVENTURIER
Québec : 710, Bouvier, #135 (418) 624-9088
Sainte-Foy : Place de la Cité (418) 654-1774
Catalogue complet disponible en magasin

Offrez-lui un certificat-cadeau «De toute beauté»
Jackie O.
LA MODE
MARCEL PELCHAT
Création maquillage : Josée
Coiffeur styliste : Carol
Directeur artistique : Dany
Concept, création : Marcel Pelchat
UN SALON POUR FEMME SEULEMENT
Shampooing • coupe • brushing : 28 $ et plus
PLACE LAURIER, QUÉBEC ☎ 651.34.34
Nous acceptons Interac et les cartes Visa, Master card, American Express
Photo: Claire Dufour Mannequin: Valéry Zamuner Vêtement: Nathalie Bell Bijoux : Gérard Darel, Paris

Pour graduation et mariage
Complet mode
style «mandarin ou 4 boutons»
Couleurs: noir, vert et beige.
Grandeurs: 36 à 46.
Tissus: mélange de polyester et viscose.
Prix promotionnel
139,95
G.H. CHÊNE
NOUVEAU PLACE FLEUR DE LYS Relocalisé près de la Banque
GALERIES CHAGNON LÉVIS près de Sears
CANARDIÈRE QUÉBEC Centre commercial La Canardière boul. Ste-Anne
PLACE LAURIER Mail sud-ouest 2e niveau (près de la Baie)
GALERIES DE LA CAPITALE QUÉBEC 2e niveau (entrée de la Baie)
333314

Finie la calvitie
MICROGREFFE DE CHEVEUX
Avant
Après
La microgreffe capillaire consiste à prendre les cheveux à l'arrière de la tête et de les réimplanter un par un. Les cheveux implantés sont naturels et permanents.
Clinique Médico-Esthétique Dr Richard Dubois M.D.
2480, chemin Ste-Foy, bureau 177, Ste-Foy
418-658-8949 ou sans frais 1-888-658-8949
Consultation gratuite
Membre de la fédération des médecins omnipraticiens du Québec
Membre du Groupe de recherche sur la microgreffe capillaire de la France
Membre de l'International Society of Hair Restoration Surgery
331202

Médecins OPHTALMOLOGISTES
Membres actifs au CHUQ, Pavillon CHUL
CLINIQUE D'OPHTALMOLOGIE SAINTE-FOY ET LEBOURGNEUF
Dr C. Boulanger, M.D.
Dr J. Carignan, M.D.
Dr L. Garand, M.D.
Dr L. St-Pierre, M.D.
Chirurgie au Laser pour la myopie, l'astigmatisme et l'hypermétropie depuis 1994
Informations: (418) 628-4961
(418) 628-1417
334489

Admissible au crédit d'impôt (S.Q.D.M.)
École de diction orale et de communication
INSCRIVEZ-VOUS DÈS CETTE SEMAINE
DÉBUT DES COURS
17 mai (samedi) OU semaine du 19 mai 97 (en soirée)
Par notre cours de diction et de communication orale,
Vous apprendrez à:
• Vous exprimer clairement d'une façon ordonnée
• Développer une plus grande facilité d'élocution
• Maîtriser votre TRAC
• Placer et projeter votre voix
• Être naturel, crédible et convaincant
• Acquérir plus d'aisance et d'assurance
• Parler devant un groupe
• Améliorer votre image
Marie-Laurence Nadeau, directrice
2669, ch. Sainte-Foy, Sainte-Foy (à proximité de l'Hôpital Laval)
POUR INFORMATION:
653-1127
Appelez-nous sam. et dim. de 9h à 17h et sur semaine de 9h à 21h.
Pour les fonctionnaires provinciaux, l'école est inscrite au R.A.P.
333308

BILODEAU SE MET SUR SON 36
pour vous louer ou vendre une voiture.
CAVALIER 1997
LA VOITURE LA PLUS VENDUE AU CANADA
Assurez-vous du meilleur prix garanti appuyé par le service GARANTI BILODEAU.
Négociez votre prix d'achat ou de location avec l'un de nos représentants
Si nous ne pouvons vous offrir un meilleur prix que nos compétiteurs nous paierons votre déplacement.
Dernier sondage CAA "Contrôle de la qualité"
Lors du dernier sondage de contrôle de la qualité effectué au cours de l'année 1996, votre entreprise a obtenu le résultat de 100% comme indice de satisfaction de la part de votre clientèle.
Goodwrench Service Plus
BILODEAU CHEVROLET • Oldsmobile
9641, boul. Ste-Anne, Ste-Anne de Beaupré
827-3773 1-800-663-3773

CLICHÉ RÉPÉTÉ À ÉCLAIRAGE DIFFÉRENT, EN RAISON DU TEXTE MAL IMPRIMÉ

QUARTIER PETIT CHAMPLAIN

Les marchands veulent exproprier le funiculaire

LE SOLEIL, GILLES LAFOND

Divers intervenants ont exposé, hier, leurs opinions sur la réouverture du funiculaire transitant entre la terrasse Dufferin et le Quartier Petit Champlain.

GUY BENJAMIN
Le Soleil

■ QUÉBEC—Les marchands du quartier Petit Champlain demandent à la ville d'exproprier le funiculaire et d'embaucher un spécialiste qui prétend pouvoir remettre le tout en service dans quatre mois. Deux idées qui ont vite reçu du plomb dans l'aile.

M. Verner Muller est le spécialiste suisse de la compagnie Von Roll à qui la coopérative des artisans et commerçants du Petit Champlain a confié le mandat de soumettre son projet de remise en marche du funiculaire. M. Muller affirme que Von Roll est le principal installateur de funiculaires dans le monde. Sans avoir pu examiner l'état actuel du funiculaire, il se dit en mesure de le remettre en marche en quatre mois.

Lors de la conférence de presse, hier, le président de la coopérative, M. Yves Magny, s'est dit convaincu que le propriétaire du funiculaire, M. Jean-Guy Armstrong, faciliterait l'accès des lieux à M. Muller. De plus, M. Magny a affirmé également que la Régie du bâtiment laisserait voir les plans du funiculaire à ce spécialiste suisse.

LA RÉGIE DU BÂTIMENT

Le point de vue de la Régie du bâtiment est tout autre. Les plans appartiennent au propriétaire ou au concepteur du funiculaire. La Régie n'a pas le droit de les rendre publics ou de les montrer à tout ceux qui veulent les voir, explique Mme Hélène Chouinard, à la Régie du bâtiment. D'ailleurs, les responsables de la coopérative des marchands avaient déjà obtenu une telle réponse avant la conférence de presse.

Otis Canada conclut une entente avec la Régie du bâtiment

Quant à la question de l'expropriation, la ville n'y voit aucun intérêt. Compte tenu des longs délais devant le tribunal d'expropriation, la ville ne voit pas en quoi la proposition des marchands devient plus avantageuse que celle avancée par l'actuel propriétaire, affirme l'attaché de presse du maire Jean-Paul L'Allier. Le procureur de la coopérative des marchands, Me François Vallières, croit que la ville de Québec, en poussant beaucoup sur le dossier, pourrait devenir proprio du funiculaire en quatre mois. Il faut ajouter les quatre mois pour sa remise en marche, selon les plans de M. Muller, pour un total de huit mois. Or, l'actuel propriétaire croit être en mesure de remettre le funiculaire en service dans six ou sept mois.

PLANS APPROUVÉS

D'ailleurs, jeudi, le propriétaire du funiculaire, la compagnie Otis Canada et Poma-Otis ont conclu une entente avec la Régie du bâtiment, après avoir présenté les plans préliminaires du futur funiculaire. La Régie du bâtiment accepte l'approche conceptuelle qui lui a été soumise, ce qui permet maintenant de préparer les plans détaillés.

Un porte-parole de Poma-Otis a insisté sur l'aspect sécuritaire du futur lien mécanique entre la terrasse Dufferin et la place Royale.

Un équipement à la fine pointe de la technologie, avec des cables capables de supporter 12 fois la charge, et un système ultra sophistiqué pour le contrôle de la vitesse, des cabines et des freins parachute. Les Québécois reconnaîtront leur funiculaire, parce que l'apparence extérieure changera très peu.

Recherche sur le développement des petits Inuits

Une équipe québéco-américaine étudiera l'exposition intra-utérine à des contaminants tels le mercure et les BPC

LE SOLEIL

La recherche vise à évaluer le rôle de contaminants de l'environnement dans l'apparition de problèmes d'apprentissage chez les enfants du Nunavik.

LISE FOURNIER
Le Soleil

■ QUÉBEC—Des chercheurs québécois et américains étudieront ensemble les effets de l'exposition aux BPC et au mercure chez les enfants inuit du Nunavik. Le prestigieux National Institute of Health a décidé d'injecter 2,2 millions U.S, dans un projet piloté par le Centre de santé publique de Québec et ce, afin de tirer au clair une question actuellement très controversée dans les milieux scientifiques à savoir si l'exposition intra-utérine à des contaminants affecte le développement physique et intellectuel des enfants.

Ce projet de recherche amorcé, il y a deux ans, par les chercheurs Gina Muckle du Centre de santé publique, Pierre Ayotte et Éric Dewailly, du département de médecine sociale et préventive de l'université Laval, avait permis d'effectuer le recrutement d'une centaine de femmes enceintes au sein de la population inuit du nord québécois et d'établir les paramètres de la recherche.

Grâce à la subvention du National Institute, l'équipe du Centre de santé publique pourra désormais compter sur l'expertise des scientifiques américains Joseph et Sandra Jacobson qui avaient mené, il y a quelque temps, une recherche allant dans le même sens sans toutefois obtenir de résultats concluants.

Mais contrairement aux études antérieures sur l'exposition intra-utérine aux contaminants, les Inuits de Nunavik en raison de leur alimentation riche en gras provenant de mammifères marins présenteraient des niveaux d'exposition beaucoup plus élevés que ceux retrouvés chez les nourrissons d'autres populations, explique Gina Muckle, directrice du projet. Et ils sont de ce fait plus exposés aux BPC et au mercure, des contaminants qui se concentrent dans les graisses des mammifères marins (phoques, ours polaires et bélugas) et dans la chair des poissons.

Mais, à l'intérieur de cette recherche, les scientifiques veulent avant tout évaluer le rôle des contaminants de l'environnement dans l'apparition de problèmes d'apprentissage chez les enfants du Nunavik. C'est pourquoi notre suivi ne s'arrêtera pas avec la naissance des enfants mais se poursuivra jusqu'à ce que ceux-ci atteignent l'âge d'un an, enchaîne Mme Muckle.

Sans vouloir présumer des conclusions de l'étude, les chercheurs travaillent néanmoins sur des scénarios d'alimentation pour les populations inuits dans l'éventualité où leur recherche présenterait un lien clair entre l'exposition des futures mères aux BPC et au mercure et le développement des enfants. « Mais nous allons mettre les choses en perspective », déclare Gina Muckle qui croit que des changements radicaux dans l'alimentation de ces populations pourraient occasionner d'autres problèmes parfois plus dommageables. Toutefois, les conclusions finales de l'étude ne seront pas connues avant l'année 2002.

LA FRÉNÉSIE DU PRINTEMPS CHRYSLER

INTREPID 1997

21 271 $*

268 $** par mois pendant 30 mois

Mise de fonds initiale de 3 700 $ ou échange équivalent

Ensemble 22C — Clé D'OR
- Moteur V6 de 3,3 L
- Transmission automatique à 4 rapports
- Climatiseur
- Deux sacs gonflables
- Radiocassette AM/FM stéréo
- Phares antibrouillard intégrés, verrouillage et lève-glace électriques

DODGE CARAVAN PLYMOUTH VOYAGER 1997

20 829 $*

238 $** par mois pendant 30 mois

Mise de fonds initiale de 3 039 $ ou échange équivalent

Ensemble 24T + GKD — Clé D'OR
- Moteur V6 de 3,0 L
- Deux portes coulissantes
- Transmission automatique
- Climatiseur
- Deux sacs gonflables
- Radio AM/FM stéréo

DEUXIÈME PORTE COULISSANTE SANS FRAIS

NEON 1997

14 274 $*

299 $** par mois pendant 30 mois

Ensemble 22D – 4 portes — Clé D'OR
- Moteur de 2 L à 16 soupapes, 132 ch
- Transmission automatique
- **Climatiseur**
- Poutres de protection dans les portes
- Suspension indépendante aux quatre roues
- Essuie-glace à balayage intermittent
- Banquette à dossier rabattable
- Deux sacs gonflables

TAXES ET TRANSPORT INCLUS** AUCUNE MISE DE FONDS INITIALE

DODGE STRATUS PLYMOUTH BREEZE 1997

18 182 $*

228 $** par mois pendant 30 mois

Mise de fonds initiale de 3 100 $ ou échange équivalent

Ensemble 24A — Clé D'OR
- Moteur multisoupapes de 2,4 L, 150 ch
- Transmission automatique à 4 rapports
- Climatiseur
- Deux sacs gonflables
- Poutres de protection dans les portes
- Radio AM/FM stéréo

DODGE RAM ST 1997

21 111 $*

199 $** par mois pendant 30 mois

Mise de fonds initiale de 2 525 $ ou échange équivalent

Ensemble 24A — Clé D'OR
- Moteur V8 Magnum de 5,2 L
- Transmission automatique à 4 rapports
- Sac gonflable, côté conducteur
- Radiocassette AM/FM stéréo, 4 haut-parleurs

PLUS
- Roues en acier chromées
- Ensemble « décor » déluxe

ESSIEU AUTOBLOQUANT SANS FRAIS

750 $ AUX DIPLÔMÉ(E)S
Remise en argent additionnelle de 750 $ à l'achat du véhicule Chrysler 1997 de votre choix **en plus** de tout autre rabais offert. Cette offre se termine le 31 décembre 1997.

Programme d'aide pour handicapés physiques
Tous les détails chez le concessionnaire

VOTRE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER QUELQU'UN DE FIABLE

*Remise du fabricant incluse. Les véhicules peuvent différer légèrement de ceux illustrés. Transport (Néon 630 $, Caravan/Voyager 840 $, Stratus/Breeze 695 $, Intrepid 790 $, Dodge Ram 900 $), immatriculation, assurances et taxes en sus. Offre d'une durée limitée sur les véhicules 1997 uniquement. Chez les concessionnaires participants. Voyez votre concessionnaire pour tous les détails. Cette offre ne peut être combinée avec aucune autre offre de Chrysler Canada à l'exception du crédit aux diplômés. Prix établi d'après la description du véhicule 1997 ci-haut. Le concessionnaire peut vendre à un prix moindre.

**Remise du fabricant incluse. Prix et tarif mensuel établis d'après la description des véhicules 1997 ci-haut. Terme de 30 mois. Le locataire est responsable de l'excédent de kilométrage après 51 000 km au taux de 9 ¢ le km. Financement sujet à l'approbation de Chrysler Crédit Canada ltée. Transport (Caravan/Voyager 840 $, Stratus/Breeze 695 $, Intrepid 790 $, Dodge Ram 900 $), taxes (à l'exception de la Néon), immatriculation et assurances en sus. Location pour usage personnel. Rachat non requis. Offre d'une durée limitée sur les véhicules 1997 uniquement. Chez les concessionnaires participants. Voyez votre concessionnaire pour tous les détails. Les véhicules peuvent différer légèrement de ceux illustrés. Le premier versement mensuel sera exigé lors de la livraison. Le concessionnaire peut louer à un prix moindre et peut avoir à commander. Cette offre ne peut être combinée avec aucune autre offre de Chrysler Canada à l'exception du crédit aux diplômés.

RÉORGANISATION CHEZ HYDRO-QUÉBEC

Le sort du CER incertain

LISE LACHANCE
Le Soleil

QUÉBEC — Le sort du Centre d'exploitation régional (CER) d'Hydro-Québec, à Québec, n'est pas encore décidé. Impossible, donc, de dire s'il fermera ses portes et verra ses activités transférées à Baie-Comeau.

Voilà ce qu'a affirmé au SOLEIL, hier, la porte-parole d'Hydro, Claire Trépanier.

La conseillère aux médias et affaires publiques de la société d'État met ainsi un bémol aux propos du directeur de la téléconduite au siège social d'Hydro à Montréal, Claude Chevrier. En effet, au cours d'une réunion avec les employés du Centre d'exploitation régional de Québec qui avaient sollicité une rencontre, il y a environ un mois, après avoir eu vent du projet de fermeture, M. Chevrier avait confirmé la nouvelle. « Des modifications très importantes devront être apportées chez Hydro pour affronter le nouveau contexte de l'industrie de l'énergie à cause, notamment, de la déréglementation. Les transformations toucheront entre autres les centres d'exploitation régionaux (CER), les centres d'exploitation de la distribution (CED) et les centres d'appel. Mais la direction supérieure n'a pas encore pris de décision », a déclaré Mme Trépanier.

Selon la porte-parole, la Direction de la téléconduite élabore actuellement divers scénarios et étudie les recommandations à faire aux autorités d'Hydro-Québec. Ces recommandations seront transmises au cours des prochaines semaines et, après analyse, le comité de gestion de la direction supérieure décidera s'il les entérine ou non. Sa décision devrait être connue avant la fin de juin.

Comment expliquer les propos de Claude Chevrier ? « Il a parlé du contenu de sa recommandation », a répondu Claire Trépanier, hier. La porte-parole soutient que l'organisme public n'a pas encore déterminé le nombre de postes qui seront coupés. « Il est clair que nous voulons diminuer les coûts d'exploitation », s'est-elle contentée de dire.

Baie-Comeau rassure ses « futurs » résidents

40 employés risquent d'y être mutés

ANNIE ST-PIERRE
Collaboration spéciale

■ BAIE-COMEAU — Baie-Comeau souhaite convaincre la quarantaine de hauts salariés de Hydro-Québec à Québec que leur éventuel mutation vers la Côte-Nord n'est pas une menace pour leur vie sociale.

La plupart des autorités locales interrogées et la haute direction de Hydro-Québec dans Manicouagan affirment être sensibles aux inquiétudes de la quarantaine de travailleurs du centre d'exploitation régional de Québec qui seront bientôt transférés vers celui de Baie-Comeau dans le cadre de la réorganisation de la société d'État.

Ces derniers jours, ces travailleurs spécialisés de la capitale ont fait savoir aux autorités ministérielles qu'ils s'opposaient à la fermeture du centre d'exploitation de Québec au profit de Baie-Comeau. Du même coup, ces hauts salariés signifiaient leurs inquiétudes face à leur éventuel transfert dans la région de Baie-Comeau à l'égard de leur vie sociale. « Je peux comprendre que le problème pour eux est plutôt de quitter Québec, mais Baie-Comeau est ville accueillante et je ne vois pas pourquoi ces travailleurs refuseraient de s'y installer », a commenté le maire, Claude Martel.

Le ville a changé en mieux, assure le maire

Le magistrat n'entend cependant pas se lancer dans une campagne de séduction pour convaincre ces travailleurs spécialisées de la bonne qualité de vie et du rôle social de la société d'État dans la région de Baie-Comeau.

Même son de cloche du côté de la Corporation de développement économique et touristique de Baie-Comeau où la présidente, Véronique Gilain, dit « comprendre les craintes qui existent face à leur transfert vers n'importe quelle ville en régions ».

Par contre, le directeur de Hydro-Québec dans Manicouagan, Clovis Gagnon, a dit partager les craintes de ces salariés de Québec et assure que la direction tiendra une rencontre avec eux pour leur faire connaître le niveau de vie des gens de la région.

« Baie-Comeau n'est plus ce que c'était avant. Nous avons une salle de spectacle, des équipements de loisirs et même une équipe de hockey junior majeur dès septembre. Tout y est pour satisfaire les familles », a-t-il souligné.

DÉCISION REPORTÉE

M. Gagnon affirme que des représentants de la société d'État solliciteront un entretien avec les employés touchés pour les rassurer quant à leur avenir sur la Côte-Nord. Cette rencontre devrait avoir lieu dès que le président, André Caillé, annoncera officiellement le transfert de ces employés vers Baie-Comeau. Une décision qui devait être connue, aujourd'hui, mais qui a été reportée.

Pour le syndicat, il s'agit d'une campagne de dénigrement des opérations du centre d'exploitation régional de Baie-Comeau.

« Plusieurs travailleurs qui se plaignent de ce transfert sont d'ancien employés de Baie-Comeau et il y a des employés-cadres qui ne sont pas d'accord pour déménager ici », lance le président du syndicat des employés de métiers chez Hydro, Bertrand Méthot. Il comprend mal les propos de ces travailleurs qui s'opposent à leur transfert vers Baie-Comeau. « Ces travailleurs spécialisés touchent un revenu de 70 000 $ annuellement et ils conservent leurs emplois », rappelle-t-il.

AVIS AVIS AVIS AVIS AVIS AVIS

TOUTE PERSONNE AYANT PERDU SON EMPLOI POUR DES MOTIFS ÉCONOMIQUES (restructuration, abolition de postes, fermeture d'entreprise, etc.) ENTRE LE 1ER JANVIER 1994 ET AUJOURD'HUI ET QUI A RÉGLÉ SA FIN D'EMPLOI SUR LA BASE DU PRÉAVIS PRÉVU À LA LOI SUR LES NORMES DU TRAVAIL (1 à 8 semaines), POURRAIT AVOIR ÉTÉ PRIVÉE D'UN DROIT À DES INDEMNITÉS PLUS SUBSTANTIELLES.

NOUS POUVONS AIDER CES PERSONNES À FAIRE VALOIR LEURS DROITS. COMMUNIQUEZ AVEC NOUS:

La MUTUELLE de services aux salarié(e)s et cadres
Terminus postal, C.P. 1484
Québec (Québec) G1K 7H6
Téléphone: (418) 529-9909
Télécopie: (418) 681-8524

334406

LE PAIEMENT PRÉAUTORISÉ
Renseignez-vous:
686-3344 / 1 800 463-2362
LE SOLEIL

L'ENSEIGNE DU CUIR
MAINTENANT
AUX GALERIES CHARLESBOURG!
Le début d'un temps nouveau avec nos
RABAIS D'INAUGURATION

PERFECTO 3/4
Huilé
249,99$

- *Service de réparation (estimation gratuite)*
- *Prix spéciaux pour équipes*

Aussi diponible:
Cuir vêtement et chaussure. Cuir de 0,5 mm à 8 mm. Cuir de moutons. Suède et splits.

GALERIES CHARLESBOURG
4250, 1re Avenue
622-1634

331482

loto-québec *résultats*

La Mini — Tirage du 97/04/25

NUMÉROS	LOTS
106270	50 000 $
06270	5 000 $
6270	250 $
270	25 $
70	5 $
10627	1 000 $
1062	100 $
106	10 $

Banco — Tirage du 97/04/25

02	04	05	07	09
11	16	20	22	25
27	30	32	33	42
46	54	59	61	68

Extra — Tirage du 97/04/25 — NUMÉRO 548126

Quotidienne — Tirage du 97/04/25 — 3 4 — 487 2859

Super 7 — Tirage du 97/04/25 — 07 13 27 29 34 40 43 — Numéro complémentaire 09

TVA, le réseau des tirages
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

POUR BIEN COMMENCER L'ÉTÉ

GRATUIT
Vérification sécuritaire de votre vélo en 8 points

Vélo de montagne Précision 6050
— 21 vitesses, dérailleur Shimano
— Cadre en cromoly
RABAIS DE 70 $
SPÉCIAL 299,99

Ne tardez pas!

SPÉCIAL DE LA SEMAINE
CADENAS **ANTIVOL RADICAL**
RABAIS DE 26 $
SPÉCIAL 17,99

POLIQUIN sportif inc
909, boul. Pierre-Bert

GARAGE RECOMMANDÉ CAA QUÉBEC
Le seul concessionnaire SUBARU recommandé CAA

SUBARU IMPREZA BRIGHTON
Inclus:
- Traction intégrale 4 x 4
- 5 vitesses
- miroirs électriques
- volant ajustable - cache-bagage - essuie-glace arrière
- enjoliveurs de roues
- siège arrière 60/40

16 995$*

Garantie 5 ans ou 100 000 km *11 p. en sus

ACADIA SUBARU
boulevard de la Capitale
(sortie Pierre-Bertrand)
681-6000

3333E4

Soins à domicile ?

Le physiothérapeute, en collaboration avec d'autres intervenants de la santé, se rend chez vous pour vous aider à remédier à vos incapacités physiques, à soulager vos douleurs et vous permettre de poursuivre vos activités de tous les jours. Selon votre potentiel de récupération et les objectifs de votre traitement, le physiothérapeute voit à ce que vous retrouviez le maximum de vos capacités physiques afin de reprendre une vie active aussitôt que possible. Avec un physiothérapeute, vous êtes entre bonnes mains.

Votre PHYSIO
La réponse à bien des maux

PROCÈS POUR MEURTRE DE STEVE ÉMOND

La crédibilité de deux témoins est contestée

CATY BÉRUBÉ
Le Soleil

■ QUÉBEC — La crédibilité de deux témoins importants a été au coeur des plaidoiries des procureurs de la Couronne et de la défense, hier, au procès de Steve Émond, accusé du meurtre de Micheline-Ange Charest. Le témoignage de la conjointe de l'accusé et de son beau-frère ont été remis en question parce qu'ils consommaient de la cocaïne pendant la période où les événements sont survenus.

Dans sa plaidoirie, le procureur de la Couronne, Me René Verret, a rappelé la teneur incriminante des témoignages de Carole Maltais, la conjointe de Steve Émond, et de celui de son frère, Richard Maltais.

Au cours du procès, Carole Maltais a raconté que son conjoint lui avait dit, le soir du 5 octobre, qu'il devait se rendre « pas loin de chez eux » parce qu'il avait une dette à éliminer. Il a expliqué à sa concubine qu'il devait tirer une balle dans la jambe de quelqu'un pour régler cette affaire.

Selon les dires de Richard Maltais, Steve Émond se trouvait en sa compagnie le soir du 5 octobre. Il aurait quitté la résidence de Maltais une dizaine de minutes après son arrivée, pour revenir un peu plus tard, par la porte arrière. « Il était tout essoufflé et en sueurs. Il a "flushé" des bas de nylon dans la toilette. Steve Émond aurait dit à Richard Maltais: "tu ne sais rien, tu n'as rien entendu" », a rappelé Me Verret.

Carole Maltais et son frère Richard ont déclaré avoir entendu deux détonations ce soir-là, alors qu'un expert en balistique a établi que trois coups de feu avaient été tirés.

3 À 4 GRAMMES PAR JOUR

Pendant la période où les événements sont survenus, Carole Maltais a avoué qu'elle consommait trois à quatre grammes de cocaïne par jour, parfois en compagnie de son frère Richard. Il arrivait alors qu'elle ait des moments d'absence et qu'elle entende des voix.

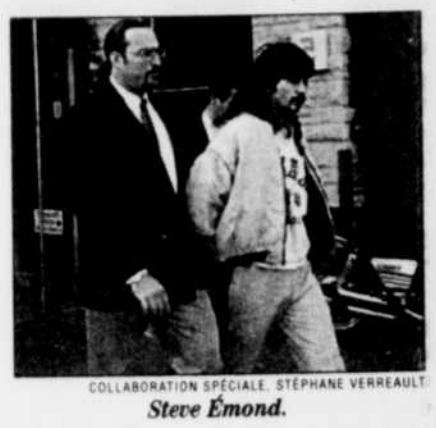
Le fait qu'ils consommaient de la drogue dans cette période de temps rend les témoignages de Carole et de Richard Maltais moins crédibles selon le procureur de la défense, Me Gervais Labrecque.

« Avant "d'acheter" leurs versions des faits, il faut tenir compte du mode de vie et de l'intégrité des témoins, ainsi que de la façon dont ils ont répondu aux réponses qui leur étaient posées », a dit Me Labrecque dans sa plaidoirie.

Il a souligné que les deux témoins avaient montré une certaine hésitation à répondre aux questions. En ce qui concerne Carole Maltais, le procureur de la Couronne a expliqué ce comportement en insistant sur le fait qu'elle est la conjointe de l'accusé, ce qui la place dans une situation particulière.

Le témoignage de ces deux personnes est important, car il n'existe aucun témoin oculaire du meurtre de Micheline-Ange Charest. Le conjoint de la victime se trouvait à l'intérieur de leur résidence lorsqu'elle a été abattue dans les escaliers. Il est sorti dehors après avoir entendu des coups de feu, mais il n'a réussi à apercevoir le tireur que partiellement.

Micheline-Ange Charest, qui était propriétaire du bar l'Escapade, situé à Loretteville, rentrait à sa résidence située au 2620, de la Ronde à Québec, lorsqu'elle a été tuée, vers 20 h 15, le 5 octobre 1996. L'arme du crime avait été retrouvée sur le terrain voisin.



COLLABORATION SPÉCIALE, STÉPHANE VERREAULT
Steve Émond.

Quelques jours plus tard, soit le 17 octobre, les policiers arrêtaient et accusaient Steve Émond du meurtre de Micheline-Ange Charest, 45 ans.

Les membres du jury commenceront leurs délibérations en vue de déterminer si Steve Émond est coupable de ce meurtre ou non après avoir entendu les instructions du juge Gaston Desjardins, lundi matin.

La grande évasion
MOBILÉTÉ
WEEK-ENDS GRATUITS*

Abonnez-vous avant le 30 juin et profitez des week-ends gratuits* tout l'été !

À partir de 19,95 $ par mois

- Téléphone Audiovox MVX-405 inclus
- Appels locaux gratuits le week-end
- 50 ¢ l'appel, le soir du lundi au jeudi dès 18 h(*)
- Lorsque vous vous abonnez, la Fondation Bell Mobilité remettra une partie des fonds au Camp Jeune-Air.

Le réseau cellulaire qui va plus loin
Bell Mobilité MD

*Abonnez-vous avant le 30 juin et profitez des appels locaux gratuits les week-ends jusqu'au 1er septembre 1997. Sous contrat minimum de 12 mois. Taxes, options additionnelles et autres frais (licence, activation, interurbain, itinérance) en sus. Sous réserve de certaines conditions, d'approbation de crédit et de modification sans préavis. Temps d'antenne gratuit du vendredi 21 h au lundi 8 h. (*) 95¢ la minute du lundi au vendredi de 8 h à 18 h.

Abonnez-vous en composant le 1 888 4MOBILE MC

CENTRES DE COMMUNICATION PERSONNELLE
Québec
Centre Cellulaire Charest
Tél. : (418) 687-2121
La CelluBoutique
Les Galeries de la Capitale
Tél. : (418) 627-8962

Ste-Foy
La CelluBoutique
Tél. : (418) 650-1000
Cellulaire 1
Place Laurier
Tél. : (418) 659-3400

CENTRES CELLULAIRE PLUS
Chicoutimi
Cellulaire Chic enr.
Tél. : (418) 696-0506
Cellulaire Chic
Place du Royaume
Tél. : (418) 690-9766
Québec
Radio d'auto de Québec inc.
Tél. : (418) 871-7776

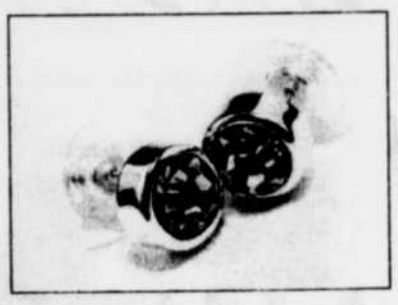
AGENTS AUTORISÉS
Beauport
Inter Cellulaire enr.
Tél. : (418) 660-9909
Chicoutimi
Le Maître du Cellulaire
Tél. : (418) 690-9300
Lévis
Cell Pro
Tél. : (418) 838-2355
Québec
C.B.C.I Télécom inc.
Tél. : (418) 626-2773
C.T.M. Québec inc.
Tél. : (418) 627-6000
La Clef de Sol inc.
Tél. : (418) 627-0840
Rivière-du-Loup
La CelluBoutique
Tél. : (418) 868-8888
Robertsonville
Le Pro du CB inc.
Tél. : (418) 338-3440
St-Jean-Chrysostome
La CelluBoutique
Rive-Sud
Tél. : (418) 834-9001
St-Romuald
Novicom Technologies
Tél. : (418) 839-6081
Sillery
Vision Cellulaire
Tél. : (418) 687-7776
Ville Vanier
Cell Pro Vanier
Tél. : (418) 682-2355
Le Maître du Cellulaire
Tél. : (418) 682-5553

Bell Téléboutique · Dimension · FUTURE SHOP · la Baie · Maison Sony. · SEARS · Zellers

CHRISTIAN DIOR *et* HOLT RENFREW... INSÉPARABLES DEPUIS *50* ANS!

Voilà cinquante ans, Christian Dior révolutionnait l'univers de la mode avec sa première collection. Le *new-look* était né. La même année, l'Amérique du Nord se ruait chez Holt Renfrew : c'est que le magasin était le seul établissement du continent à offrir les créations Dior. Aujourd'hui, à l'heure où la maison Dior célèbre son jubilé avec brio, l'influence du couturier ne se dément pas. Au cœur de cette tradition, Holt Renfrew souligne l'événement en vous proposant, en exclusivité, des articles commémoratifs tout simplement « dioresques » !

SAISISSEZ CETTE OFFRE IRRÉSISTIBLE !
Conçu spécialement pour la fête des Mères, l'ensemble-cadeau *Dolce Vita* rassemble, dans une élégante trousse à cosmétiques jaune griffée Dior, un atomiseur d'eau de toilette, 50 ml, et un flacon de lotion pour le corps, 100 ml. 65 $. (Valeur au détail de 82 $.)



D'UNE BEAUTÉ ÉTINCELANTE
Découvrez la « diorine », pierre de cristal commémorative, créée par Christian Dior à l'occasion du jubilé de la maison. Les dormeuses vous sont offertes dans une charmante boîte-cadeau. 80 $ la paire. En exclusivité chez Holt Renfrew.

HOLT RENFREW

Québec : Place Sainte-Foy, (418) 656-6783, Montréal : rue Sherbrooke, angle de la Montagne, (514) 842-5111 • Centre Rockland, (514) 738-3500 • Fairview, Pointe-Claire, (514) 694-6310 Ottawa : 240, rue Sparks, (613) 238-2200

SÛRETÉ DU QUÉBEC

Deux enquêteurs poursuivis

Allégations de brutalité lors d'un interrogatoire

RICHARD HÉNAULT
Le Soleil

QUÉBEC — Alléguant avoir été victime de brutalité de la part de deux enquêteurs de la Sûreté du Québec, un individu condamné pour sa participation à un vol qualifié poursuit en dommages le procureur général et les deux policiers.

Dans sa réclamation de 90 000$ déposée en cour supérieure, Carol Bilodeau, un homme de 48 ans de Saint-Louis de Beauce, indique qu'en mai 1994, les enquêteurs Jean-Guy Thivierge et Yves Fortier l'ont intercepté sur l'autoroute 20. Au poste de la SQ, on a ensuite entrepris de l'interroger relativement au vol de 150 000$ et à la séquestration de la famille de la directrice de la caisse populaire de Saint-Louis-de-Gonzague, en septembre 1993. En août dernier, d'ailleurs, Bilodeau a été condamné à quatre ans de pénitencier pour son implication dans cette affaire.

Pour en revenir à l'interrogatoire de mai 1994, Bilodeau allègue d'abord que les policiers ne l'ont aucunement avisé de ses droits au silence et aux services d'un avocat. Ce n'est qu'après une demi-heure après le début de l'interrogatoire qu'on lui aurait permis de communiquer avec un avocat.

L'interrogatoire a repris et, selon Bilodeau, l'enquêteur Thivierge l'aurait giflé brutalement au visage, sans que son collègue Fortier intervienne. Après une pause, les enquêteurs devaient revenir à la charge et, suivant la déclaration assermentée de Bilodeau, l'enquêteur Thivierge lui aurait asséné « des coups de pied dans les jambes et plus particulièrement à la hauteur de l'aine, lui provoquant des blessures ».

Enfin, le policier aurait écrasé Bilodeau par terre, de manière à gêner sa respiration, pendant quatre à cinq minutes. Souffrant à l'époque d'insuffisance rénale grave, l'individu, qui vomissait et étouffait, a réclamé en vain ses médicaments.

Ce ne serait que vers 21h, soit environ huit heures après le début de l'interrogatoire, que les policiers de la SQ ont décidé de transporter Bilodeau à la centrale de police de Québec. Lorsqu'il a demandé aux policiers municipaux d'avoir ses médicaments, on lui a de nouveau refusé sous prétexte que les enquêteurs de la SQ n'avaient pas donné instruction de les lui remettre.

Parmi ses réclamations, Bilodeau mentionne un montant de 25 000$ pour les blessures subies, et 45 000$ pour les « séquelles psychiatriques dont il reste affecté et qui l'affecteront sa vie durant ». Il explique en effet que, depuis les événements, il « souffre d'une insécurité psychologique grave alors qu'il est notamment terrorisé à la seule vue de membres du corps policier ». Quant au procureur général, selon Bilodeau et son avocat, il doit répondre des fautes du ministre de la Sécurité publique pour avoir toléré l'embauche des deux enquêteurs « alors qu'il devait savoir qu'ils étaient inaptes à exercer leurs fonctions ».

3,9% de financement jusqu'à 48 mois, sur les Cavalier, Lumina, Achieva, Monte-Carlo, Blazer et pick-up de Chevrolet.

Offre d'une durée limitée.

Les concessionnaires Chevrolet Oldsmobile du Québec célèbrent l'arrivée du printemps en beauté. Alors, rendez-vous chez votre concessionnaire le plus proche pour profiter d'une offre de financement exceptionnelle.

CHEVROLET
OLDSMOBILE
GM

L'Association des concessionnaires Chevrolet Oldsmobile du Québec
Offre d'une durée limitée réservée aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs en stock mentionnés ci-dessus. Certaines restrictions s'appliquent quant aux modèles mentionnés ci-dessus. Sujet à l'approbation du crédit. †L'Assistance Routière et la Garantie GM TOTAL sont offertes sur tous les véhicules neufs Chevrolet Oldsmobile pour une durée de 3 ans ou 60 000 km selon la première éventualité. ††Rabais aux diplômés taxable et accordé selon les critères établis par le manufacturier. Voyez votre concessionnaire participant pour tous les détails.

Les anciens des Beaux-Arts se retrouvent

Ils ont étudié ensemble il y a 30 ans, aujourd'hui 300 d'entre-eux sont réunis

CATY BÉRUBÉ
Le Soleil

QUÉBEC — Trente ans après la disparition de l'école des Beaux-Arts de Québec, les anciens élèves conservent encore de bons souvenirs de leurs années d'études. Plus de 300 d'entre eux sont attendus à Québec aujourd'hui et demain pour participer à des retrouvailles.

« Étudier à l'école des Beaux-Arts, c'était bien particulier. C'était une école « libre », où les garçons et les filles étudiaient ensemble. Les élèves des Beaux-Arts ont développé une créativité toute particulière qu'ils ont conservé tout au long de leur carrière », explique avec nostalgie Guy Robitaille, qui a fréquenté l'école des Beaux-Arts au début des années 1960.

M. Robitaille est membre du comité qui a organisé les activités soulignant le trentième anniversaire de la fermeture de l'école. « Il y a trois ans, un groupe d'artistes décidaient de former l'Association des anciens élèves de l'école de Beaux-Arts pour raviver les liens particuliers qui existaient entre les anciens étudiants. C'est alors qu'a germé l'idée d'une fin de semaine de retrouvailles », explique M. Robitaille.

L'Association des anciens élèves de l'école de Beaux-Arts a réussi à retracer 500 personnes ayant fréquenté l'établissement. « Certains vivent de leur art, mais ce n'est qu'un petit pourcentage des anciens, car ce n'est pas facile d'être un artiste. Plusieurs sont dans l'enseignement, alors que d'autres oeuvrent dans la publicité, dans la décoration intérieure, dans la mode, etc. », indique M. Robitaille.

Parmi les artistes qui participeront aux retrouvailles de cette fin de semaine, plusieurs sont bien connus du public, dont Edmund Alleyn, Antoine Dumas, Odette Fortier-Auclair, Raoul Hunter, Louisa Nicol et Guy Robitaille.

Diverses disciplines étaient enseignées aux Beaux-Arts, tels le dessin, la gravure, les arts décoratifs, la publicité, la peinture et la sculpture, ainsi que l'histoire de l'art.

LE SOLEIL, JOCELYN BERNIER

Les joyeuses retrouvailles de quelques-uns des anciens qui ont fréquenté l'école des Beaux-Arts durant les années 60.

En 1967, l'école des Beaux-Arts quittait ses locaux de la rue Saint-Joachim pour aller s'installer au cégep de Sainte-Foy, puis à l'université Laval. L'école des Beaux-Arts changeait alors de nom pour devenir l'école des Arts visuels de l'université Laval.

PLUSIEURS EXPOSITIONS

En plus des différentes activités sociales organisées pour les anciens élèves de l'école des Beaux-Arts, différentes expositions présentant les oeuvres des artistes qui ont fréquenté l'établissement se tiennent dans la région.

La fin de semaine d'activités a été inaugurée, hier soir, par le vernissage d'une exposition à la Galerie Anima A de l'édifice Marie-Guyart. Une cinquantaine d'oeuvres des anciens élèves et professeurs de l'école des Beaux-Arts y sont présentées jusqu'au 11 mai. Une autre exposition sera ouverte au public demain, cette fois à l'atrium de l'Édifice de la Fabrique. Des oeuvres des professeurs de l'école des Arts visuels de l'université Laval y sont exposées.

De plus, pour souligner ce 30e anniversaire, le Musée du Québec a organisé une exposition réunissant une dizaine d'oeuvres, tirées de sa collection et réalisées par des professeurs des Beaux-Arts. Des oeuvres de Sylvia Daoust, Simone Hudon, Jean-Philippe Dallaire, Paul Lacroix, Jean Paul Lemieux, Jean Soucy, Omer Parent, Jeanne-d'Arc Corriveau et Marcel Jean sont exposées, jusqu'au 25 mai, à la rotonde.

CONCOURS

La grande évasion
MOBILÉTÉ

On prévoit une forte accumulation... de prix à gagner

Abonnez-vous* et participez au concours La grande évasion MobilÉté !
Courez la chance de gagner :

UN GRAND PRIX

1 Jeep Cherokee Sport 1997
équipé d'un téléphone cellulaire portatif StarTAC™ 6000 de Motorola
(valeur totale approx. : 33 760 $)**
Tirage le 22 septembre 1997

16 séjours champêtres
d'une nuitée pour deux dans l'un des établissements du réseau Hôtellerie Champêtre
(valeur approx. : 225 $ ch.)
Tirage d'un séjour chaque semaine **

Hôtellerie Champêtre
Auberges et Hôtels du Québec

ET UNE MULTITUDE D'AUTRES PRIX HEBDOMADAIRES††

16 vélos de montagne Schwinn Moab 3 avec casques Louis Garneau
et 16 téléphones cellulaires portatifs DPC 650 de Motorola
(valeur totale approx. : 1 529 $ ch. ensemble)**

16 paires de billets VIP pour l'Omnium canadien Bell
4 ou 5 septembre 1997
(valeur approx. : 300 $ la paire)

20 paires de billets pour le Grand Prix Player's du Canada
13, 14 et 15 juin 1997
(valeur approx. : 290 $ la paire)

16 lunettes de soleil Ray-Ban
et 16 téléphones cellulaires portatifs DPC 650 de Motorola
(valeur totale approx. : 900 $ ch. ensemble)**

16 Walkman WMFS-493 Sports de Sony
(valeur approx. : 100 $ ch.)

16 Discman Sports de Sony
et 16 téléavertisseurs Pronto FLX
(valeur totale approx. : 505 $ ch. ensemble)***

16 paires de patins à roues alignées Oxygen avec casques Louis Garneau
et 16 téléavertisseurs Pronto FLX
(valeur totale approx. : 579 $ ch. ensemble)***

Participez ! Vous pourriez aussi gagner des billets pour une multitude d'événements estivaux. Tous les abonnés des réseaux cellulaire et de téléavertissement Bell Mobilité sont automatiquement inscrits au concours. Les nouveaux clients qui s'abonneront à Bell Mobilité durant la tenue du concours seront également admissibles au tirage hebdomadaire ainsi qu'au tirage du grand prix. Premier tirage hebdomadaire: 12 mai 1997. Le concours La grande évasion MobilÉté débute le 20 avril et prend fin le 7 septembre 1997. *Aucun achat requis.****

**18 mois de frais mensuels gratuits sur forfait Liberti, aucuns frais d'activation et aucuns frais de licence pour la première année. Temps d'antenne de 95¢ la minute du lundi au vendredi, de 8 h à 18 h, 50¢ l'appel le soir à partir de 18 h et appels locaux gratuits les week-ends jusqu'au 1er septembre 1997 (50¢ l'appel les week-ends après le 1er septembre 1997). Taxes, options additionnelles et autres frais (interurbain, itinérance) en sus. Sous réserve de certaines conditions, d'approbation de crédit et de modification sans préavis. ***12 mois de frais mensuels gratuits et de messages illimités. Couverture régionale. Taxes et options additionnelles en sus. ††Les tirages hebdomadaires auront lieu tous les lundis à compter du 12 mai 1997. Les prix et leur nombre varient d'un tirage l'autre. ****Règlements du concours chez les dépositaires Bell Mobilité.

Abonnez-vous en composant le 1 888 4MOBILE[MC]

CENTRES DE COMMUNICATION PERSONNELLE

Québec
Centre Cellulaire Charest
Tél. : (418) 687-2121
La CelluBoutique
Les Galeries de la Capitale
Tél. : (418) 627-8962

Ste-Foy
La CelluBoutique
Tél. : (418) 650-1000

Cellulaire 1
Place Laurier
Tél. : (418) 659-3400

CENTRES CELLULAIRE PLUS

Chicoutimi
Cellulaire Chic enr.
Tél. : (418) 696-0506
Cellulaire Chic
Place du Royaume
Tél. : (418) 690-9766

Québec
Radio d'auto de Québec inc.
Tél. : (418) 871-7776

AGENTS AUTORISÉS

Beauport
Inter Cellulaire enr.
Tél. : (418) 660-9909

Chicoutimi
Le Maître du Cellulaire
Tél. : (418) 690-9300

Lévis
Cell Pro
Tél. : (418) 838-2355

Québec
C.B.C.I Télécom inc.
Tél. : (418) 626-2773

C.T.M. Québec inc.
Tél. : (418) 627-6000
La Clef de Sol inc.
Tél. : (418) 627-0840

Rivière-du-Loup
La CelluBoutique
Tél. : (418) 868-8888

Robertsonville
Le Pro du CB inc.
Tél. : (418) 338-3440

St-Jean-Chrysostome
La CelluBoutique
Rive-Sud
Tél. : (418) 834-9001

St-Romuald
Novicom Technologies
Tél. : (418) 839-6081

Sillery
Vision Cellulaire
Tél. : (418) 687-7776

Ville Vanier
Cell Pro Vanier
Tél. : (418) 682-2355
Le Maître du Cellulaire
Tél. : (418) 682-5553

Téléboutique · Future Shop · La Baie · Maison Sony · Sears · Zellers

BULLETIN DE PARTICIPATION

Les abonnés Bell Mobilité n'ont pas à remplir le bulletin car ils sont automatiquement inscrits.

Nom : _____
Adresse : _____
Ville : _____
Tél. : _____

Déposez ce bulletin de participation dûment rempli chez un dépositaire Bell Mobilité participant. Règlement en magasin. Admissibilité : 18 ans ou plus. Un seul bulletin par personne.

Bell Mobilité[MD]

Les adolescents vous reviennent

ON CHERCHE UN FOYER

Après une longue longue attente, le printemps commence à se faire sentir. On sort enfin de chez soi, on reprend contact avec son environnement et avec autrui et on élabore de nouveaux projets. Devenir famille d'accueil pour un adolescent pourrait en constituer un fort important.

Ranimer l'espoir qu'ils peuvent s'en sortir

Certains enfants remportent un succès fou dans cette chronique parce qu'ils sont jeunes, sans problèmes ou nantis d'un petit quelque chose qui les rend d'emblée séduisants. Les adolescents de 13 à 17 ans n'ont pas cette chance et ils demeurent malheureusement longtemps en attente d'une ressource. Avec ou sans problèmes, compliqués ou pas, on les craint et c'est bien dommage, car souvent on y découvre des gars « ben le fun », qui possèdent du potentiel et de belles qualités humaines.

Les motifs ayant conduits à une décision de placement se résument ainsi: rejets affectifs, abus physiques, négligence et incapacité parentale. À travers les torts subits, ils ont appris à se méfier de l'adulte, car ils ont été ignorés et déçus par celui-ci. Ils ont connu l'insécurité et l'instabilité d'où une plus grande vulnérabilité et un manque de confiance en eux. Ils ont maintenant besoin de rencontrer des gens qui croiront en eux, qui les valoriseront et les stimuleront adéquatement afin qu'ils se découvrent des intérêts et qu'ils développent leurs aptitudes. Ce faisant, leur estime de soi sera peu à peu restaurée et l'on ranimera en eux, l'espoir qu'ils peuvent s'en sortir.

Si vous possédez un bon sens de l'humour, si vous acceptez les critiques et les remises en question, si vous établissez clairement vos attentes et vos exigences, mais que vous êtes aussi capable de compréhension et de tolérance, alors vous pourriez en faire bénéficier un de ces jeunes en devenant famille d'accueil. Les personnes intéressées à assumer ce rôle et résidant sur le territoire desservi par le transport en commun peuvent nous rejoindre en demandant:

L'Accueil ressources
Centre jeunesse de Québec
529-7351 poste 2647

SAINTE-MARIE DE BEAUCE

LE SOLEIL, JACQUES DESCHÊNES

Le président de la levée de fonds, Placide Poulin, estime que le service de radiographie deviendra réalité à l'automne.

Tout près du but

Population et entreprises donnent généreusement pour le futur service de radiographie

Pierre Pelchat
Le Soleil

■ SAINTE-MARIE — Foi de Placide Poulin, le président de MAAX, Sainte-Marie de Beauce aura son service de radiographie à l'automne.

Ce fabricant de baignoires en acrylique qui préside la campagne de financement de la Fondation Le Crépuscule a indiqué, mardi, que 60% de l'objectif de 500 000 $ était maintenant atteint.

Depuis la mi-février, les appels lancés aux grosses entreprises et à la population, par l'intermédiaire des caisses populaires, ont donné des résultats plus élevés que prévus. « Nous sommes très satisfaits du déroulement de la campagne. Les gens veulent donner. La radiographie à Sainte-Marie, ce n'était pas qu'un rêve. Ça va devenir une réalité », a certifié l'homme d'affaires.

Reste maintenant la troisième étape de cette levée de fonds pour de nouveaux services publics. D'ici la fin de mai, les petites entreprises et les gens d'affaires de la MRC de Nouvelle-Beauce seront à leur tour sollicités pour contribuer au financement des nouveaux appareils de radiographie qui seront installés au centre d'accueil Notre-Dame-de-la-Providence.

« Nous sommes maintenant dans le dernier droit. Il y a encore beaucoup d'ouvrage à faire. La radiographie est un projet très populaire », a affirmé le directeur de la campagne, M. Denis Sylvain.

Ce projet est populaire et pour cause. Présentement, les 30 000 résidants de Nouvelle-Beauce et des municipalités de Saint-Sylvestre, Saint-Patrice et Saint-Narcisse, du côté de Lotbinière, doivent se rendre soit à l'Hôtel-Dieu de Lévis, à l'hôpital de Saint-Georges ou à Québec pour y subir une radiographie. Avec un service de radiographie à Sainte-Marie, les déplacements seront beaucoup plus courts.

Les entreprises y trouveront également leur compte puisque les temps d'absences de leurs employés pour subir un examen radiographique diminueront ainsi que plusieurs dépenses.

Chaque année, on prévoit réaliser 5000 radiographies simples (sinus, poumons, fracture traumatisme) à Sainte-Marie. Ce projet a fait l'objet d'une entente entre le regroupement du CLSC et des Centres hospitaliers de soins de longue durée (centres d'accueil) de Nouvelle-Beauce et l'Hôtel-Dieu de Lévis. C'est le personnel spécialisé du centre hospitalier de Lévis qui verra au bon fonctionnement du nouveau service. Au début, on prévoit que ce service sera offert l'avant-midi les jours de semaine.

www.ulaval.ca

5 À 7 À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

organisé par l'Association des diplômés de l'Université Laval conjointement avec d'autres associations de diplômés et diplômées d'universités québécoises

Une occasion unique de rencontrer les personnes diplômées de votre université, membres de l'Assemblée nationale, tout en partageant un cocktail et un buffet léger

Le mercredi, 14 mai 1997
à 17 heures
à la salle du Conseil Législatif de l'Assemblée nationale

Pour réservation : Madame Nicole Faucher
Association des diplômés
de l'Université Laval
Tél : (418) 656-3242
Fax : (418) 656-7401
Courrier électronique :
nicole.faucher@adul.ulaval.ca

Coût : 30 $/personne

UNIVERSITÉ LAVAL
Association des diplômés de l'Université Laval
LE SAVOIR DU MONDE PASSE PAR ICI

Aucune inscription sur place
Date limite d'inscription : 7 mai 1997

NOUVEAU DENTISTE À SAINTE-FOY

DR SYLVAIN THIFFAULT D.M.D.

Le Dr Sylvain Thiffault exercera dorénavant sa profession au cabinet des Drs Bertrand, Poulin, Pagé, St-Hilaire, Bélanger et Associés, situé au 872, de l'Église, Ste-Foy, aux heures de bureau habituelles: *du lundi au vendredi de 8h à 21h et le samedi de 9h à 12h.*

Pour rendez-vous ou urgence, signalez le
(418) 656-6018 ou le **(418) 864-1999**
334523

LE CPG VALEUR EN BOURSE™

STIMULEZ VOTRE ARGENT.

UN POTENTIEL DE CROISSANCE PLUS ÉLEVÉ.
UN RISQUE MOINDRE. ENCAISSABLE APRÈS UN AN.

Avouez-le, vous avez toujours rêvé de placer à la Bourse, mais vous n'osiez pas prendre le risque!

Désormais, le nouveau CPG Valeur en bourse de la Banque Royale vous offre le potentiel de croissance du marché boursier sans risquer d'y perdre votre placement initial.

Pendant un terme de trois ans[1], le rendement[2] de votre placement sera établi d'après celui de l'indice 35* de la Bourse de Toronto, et vous procurera un fort potentiel de croissance sans le risque inhérent.

Vous pouvez même vous prévaloir de l'option d'encaisser le montant du capital à la fin de la première année.

Pour investir dans un CPG Valeur en bourse, vous pouvez soit nous passer un coup de fil, soit faire un saut à votre succursale. D'une façon ou de l'autre, renseignez-vous également sur nos autres CPG. Ainsi, au moment d'investir, vous aurez le loisir d'opter pour le placement qui convient à votre portefeuille et à vos attentes.

Mais hâtez-vous. Cette offre débute le 1er mai et est en vigueur pour un temps limité seulement.

BANQUE ROYALE

MC Marques de commerce de la Banque Royale.
1. Renseignez-vous.
2. Les rendements passés ne sont pas indicatifs des rendements futurs. Votre rendement sera fonction des fluctuations du niveau de l'indice 35 de la Bourse de Toronto (TSE 35) au cours du terme de votre placement. Le rendement n'est pas garanti; si le niveau baisse, il pourrait n'y avoir aucun rendement. Renseignez-vous à ce sujet.
* L'indice 35 de Toronto est préparé et publié par la Bourse de Toronto (le « TSE » pour Toronto Stock Exchange) conformément à un ensemble de règles standard définies par le TSE de temps à autre. L'indice 35 de Toronto est une marque de commerce du TSE, ce dernier donnant l'autorisation à la Banque Royale d'utiliser l'indice et la marque de commerce, sans toutefois faire la commandite ou la promotion de ce produit.
Ces produits sont offerts seulement aux clients des Services bancaires personnels résidant au Canada.

POUR DE PLUS AMPLES DÉTAILS, PASSEZ À VOTRE SUCCURSALE DE LA BANQUE ROYALE OU DU TRUST ROYAL LA PLUS PROCHE OU APPELEZ AU
1-800 ROYAL™ 9-9

LASER VISUEL DE QUÉBEC

Dr Gilles Lafond
ophtalmologiste

Pour découvrir les possibilités et les limites de la correction visuelle par laser Excimer et Lasik, venez assister à une ***PRÉSENTATION GRATUITE*** de notre expérience clinique basée sur au-delà de 7000 chirurgies.

Dr Ghislain-A. Boudreault
ophtalmologiste

Clinique spécialisée, service personnalisé.
Pour connaître la prochaine date:
687-3283
Pavillon Jeffery Hale, 1270, chemin Ste-Foy, Québec **1-800-43 LASER**
331415

18 ans et

«Donnez du sang.»
Info-Collecte
(418) 650-7230
1 800 761-6610

Croix-Rouge canadienne
Centre de transfusion du Québec

RANDONNÉE LOUIS GARNEAU® 52 km

24 juin 97 9 h • Mets ton casque!

On roule pour nos champions!
Valérie Hould-Marchand • Jean-Sébastien Béland • Nancy Dassié

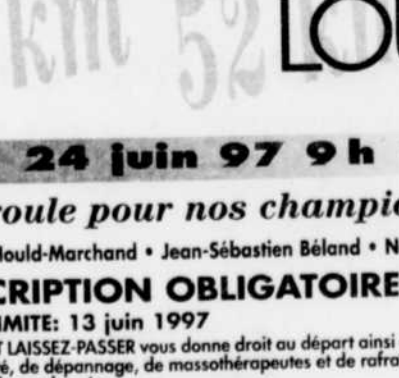
INSCRIPTION OBLIGATOIRE
DATE LIMITE: 13 juin 1997
Le T-SHIRT LAISSEZ-PASSER vous donne droit au départ ainsi qu'aux services de sécurité, de dépannage, de massothérapeutes et de rafraîchissements au cours de la randonnée.
Le T-SHIRT LAISSEZ-PASSER vous sera posté dès la réception du bon d'inscription et du paiement par chèque ou mandat-poste de 19,50$ à l'ordre du FONDS LOUIS GARNEAU INC.
DÉPART - BEAU TEMPS, MAUVAIS TEMPS!
FACE À L'USINE LOUIS GARNEAU SPORTS INC. ST-AUGUSTIN-DE-DESMAURES

Soyez parmi les 1000 premiers à vous inscrire et courez la chance de gagner:
1 paire de billets d'avion des lignes aériennes Canadien International d'une valeur de 450$
1 vélo hybride Peugeot Panorama d'une valeur de 349,95$
1 ensemble de vêtements cycliste Louis Garneau d'une valeur de 300$
Tous les participants courent la chance de gagner:
1 vélo de montagne Vélosports Pyrénées
5 sacs de sports Louis Garneau
10 casques Louis Garneau

Canadien LE SOLEIL chik 98,9 énergie Première IMPRESSION

MERCI AUX COMMANDITAIRES

LOUIS GARNEAU®



Bon d'inscription
NOM
ADRESSE
CODE POSTAL
TÉL.: RÉS. BUR.
ÂGE SEXE F M
T-SHIRT M L XL XXL
TIRAGE 24 JUIN À LA FIN DE LA RANDONNÉE COCHER GROUPE DE DÉPART
☐ 30 km/h - 9h T-shirt Jaune ☐ 25 km/h - 9h10 T-shirt Rouge ☐ 20 km/h - 9h20 T-shirt Bleu
JOINDRE CHÈQUE OU MANDAT-POSTE DE 19,50$ ET RETOURNER À: FONDS LOUIS GARNEAU INC.
30, rue des Grands-Lacs, St-Augustin-de-Desmaures (Québec) G3A 2E6

Un «effaroucheur» d'oies mis à l'amende pour services rendus

MARC SAINT-PIERRE
Le Soleil

SAINT-VALLIER — Citoyen bien tranquille représentatif de son milieu, grand amoureux de la chasse à la sauvagine, Jacques Métivier, 61 ans, de Saint-Vallier, a fait ce qu'il estimait juste le printemps passé: il s'est porté volontaire pour participer au programme d'effarouchement-abattage de l'oie blanche mis sur pied par le Service canadien de la faune et l'UPA.

Mais on ne l'y reprendra plus. Parce qu'un garde-chasse lui a servi une infraction pour avoir chassé l'oie en temps prohibé, précisément le 11 mai 1996, à Saint-Vallier. Et d'ici la fin de ce mois, il devra acquitter une amende totale de 235$.

«Je ne vois pas d'infraction dans ce que j'ai fait. Les deux oies que j'ai tuées s'en allaient en rejoindre d'autres posées dans un champ voisin du nôtre. Elles planaient. C'était bien visible. Elles entraient. C'était évident que le troupeau allait envahir le champ dans lequel j'étais», a expliqué à grands traits M. Métivier au cours d'une entrevue accordée au SOLEIL.

«J'étais debout à côté du véhicule. Je n'avais pas d'habit de camouflage. J'avais ma veste rouge à carreau. Il n'y avait pas de cache et je n'ai pas fait de rampage. Quand je tirais, les oies s'en retournaient au fleuve. Je remplissais ma fonction d'effaroucheur», a-t-il ajouté.

Mais, survenu de nulle part comme c'est leur habitude, un garde-chasse n'a pas vu les choses du même œil. Il a illico estimé qu'il s'agissait bel et bien de chasse. En dressant son constat d'infraction, le gardien de la faune n'a pas oublié non plus le compagnon de M. Métivier, Denis Roy. Celui-ci doit acquitter une amende totale de 257$, plus importante parce que le huissier a passé plus de temps à le joindre.

Des cultivateurs effarouchent les oies afin de protéger leurs récoltes.

«Nous avions les permis d'effaroucheur, tous les papiers, le règlement, l'entente que l'UPA nous avait donnée. J'ai tout montré. Sans résultat», a noté M. Métivier. «Ce qui arrivait était incompréhensible. Quand l'UPA avait réuni les effaroucheurs, on nous avait même dit qu'il s'agissait d'un projet-pilote et qu'on ne serait pas à cheval sur les principes. La veille, j'avais aussi vu un reportage à la télé qui montrait des chasseurs tirant des oies en vol. Ils tuaient à tous les coups ou à peu près», a-t-il précisé du même souffle.

Au mois de novembre suivant, Jacques Métivier devait recevoir un avis de comparaître pour répondre de l'accusation d'avoir chassé en temps prohibé. Pour éviter de devoir éponger les 300$ ou 400$ de frais d'avocat, il a préféré admettre sa culpabilité, expliquant néanmoins au tribunal dans une lettre que l'infraction était la première qu'on lui reprochait en 35 ans de chasse. De l'UPA, qu'il aura mis au courant de ses déboires, il n'aura eu aucun coup de pouce par ailleurs.

Dans l'aventure, du moins M. Métivier n'a-t-il été l'objet d'aucune saisie. On lui a laissé son fusil et ses deux oies. Mais de ses propos, il se dégage qu'il comprend bien ce que signifie «chat échaudé craint l'eau froide».

«Je calcule que j'ai été condamné à payer une amende pour rien. J'étais heureux d'être effaroucheur. J'étais heureux de rendre service aux producteurs agricoles. Mais pour moi, c'est terminé. Je n'ai pas l'intention de payer une amende tous les ans si le programme continuait», a-t-il conclu.

Tant au Service de conservation d'Environnement et Faune qu'au Service canadien de la faune, des porte-parole ont indiqué que M. Métivier aurait eu intérêt à faire valoir son point de vue devant un tribunal. Au SCF, on a aussi précisé que l'effarouchement tel que défini incluait tant les oies au sol qu'en vol.

Cette année, ce programme a été mis de côté au profit d'une nouvelle approche basée sur des aires de gagnage où les oies pourraient brouter à satiété.

L'UPA réclame la reconduction de l'abattage-effarouchage parce qu'il aurait permis de réduire de 90% les dégâts aux cultures.

MÉTÉO

Environnement Canada / Environment Canada

QUÉBEC AUJOURD'HUI

Maximum aujourd'hui: 9
Minimum la nuit prochaine : -2

Ensoleillé.
Vents nord-ouest 20 à 40 km/h en après-midi.

DEMAIN

Maximum le jour : 12
Minimum la nuit: 3

Ensoleillé avec passages nuageux.
Vents légers et variables.

LUNDI
Averses de pluie dispersées
Max: 12 Min:2

MARDI
Averses de pluie isolées
Max: 12

AU SOLEIL

AUJOURD'HUI		
Acapulco	Soleil	31/20
Barbades	Soleil	30/24
Bermudes	Soleil	20/14
Curacao	Soleil	30/24
Guadalajara	Vari.	25/9
Guadeloupe	Soleil	31/21
La Havane	Soleil	28/23
Miami	Nua.	27/24
Montego Bay	Soleil	31/24
Myrtle Beach	Nua.	20/16
Nassau	Soleil	29/20
Orlando	Soleil	29/20
San Juan	Soleil	31/23
Trindad	Soleil	33/23

AU CANADA

AUJOURD'HUI		
Yellowknife	Soleil	5/-5
Whitehorse	Averse	12/3
Vancouver	Pluie	16/8
Edmonton	Soleil	20/5
Calgary	Soleil	18/4
Saskatoon	Soleil	14/2
Regina	Soleil	14/-2
Winnipeg	Pluie	9/1
Thunder Bay	P/Ng.	14/2
Toronto	Soleil	16/1
Ottawa	Soleil	13/1
Fredericton	Soleil	13/0
Charlotte	Soleil	4/-1
Saint-Jean	Nua.	1/-1

DANS LE MONDE

AUJOURD'HUI		
Amsterdam	Soleil	15/6
Beijing	Soleil	27/13
Berlin	Soleil	14/4
Buenos Aires	Soleil	22/12
Londres	Averse	16/8
Los Angeles	Soleil	24/16
Madrid	Nua.	21/10
Mexico	Nua.	24/10
Moscou	Soleil	8/2
New Delhi	Soleil	37/25
New York	Soleil	19/7
Paris	Nua.	16/9
Rome	Soleil	20/8
Washington	Soleil	19/7

PRÉVISIONS RÉGIONALES

ALMANACH QUOTIDIEN

Maximum hier:	8	
Minimum hier	-2	
Normale le jour:	12	
Normale la nuit:	1	
Record max. pour auj.:	25	1979
Record min. pour auj.:	-7	1966

Neige (jusqu'à 13h00 hier)

Ce mois-ci:	7 cm
L'an dernier:	29 cm
Cet hiver:	432 cm
Hiver dernier:	319 cm

05h38 — Durée du jour: 14h12 — 19h50

Indice UVB: 5.1 Modéré

Coup de soleil (en minutes): 60 | 30 | 15 | 10 (2 4 6 8 10)

30 avr. 06 mai. 14 mai. 22 mai.

Lune: lever: 23h43 coucher: 08h27

LES MARÉES (h.n.e)

Sept-Îles	Rimouski
03h35 H 2.8m	04h00 H 4.2m
10h00 B 0.3m	10h30 B 0.6m
16h00 H 2.2m	16h35 H 3.4m
21h55 B 0.5m	22h20 B 0.9m
Demain	**Demain**
04h15 H 2.8m	04h45 H 4.1m
10h50 B 0.4m	11h15 B 0.7m
16h50 H 2.1m	17h20 H 3.8m
Québec	**Grondines**
03h30 B 0.6m	06h55 B 1.4m
08h20 H 5.5m	10h45 H 3.9m
16h15 B 0.5m	19h40 B 1.4m
20h55 H 4.8m	23h20 H 3.5m
Demain	**Demain**
04h05 B 0.6m	07h30 B 1.4m
09h05 H 5.4m	11h30 H 3.8m
16h55 B 0.6m	20h25 B 1.4m

États des routes — Info-travaux, 643-6830

10 LOGICIELS INCLUS ! PLUS UN MOIS D'ACCÈS GRATUIT !
VERSIONS FRANÇAISE ET ANGLAISE !
Microsoft Internet Explorer

« Ça fait un mois que je découvre Internet gratuitement avec la trousse d'Internet Microtec. »

Simon, 35 ans
entrepreneur

«La rapidité et l'expertise du service à la clientèle d'Internet Microtec m'ont convaincu.»

Solidement implantée, exploitant avec succès toutes les possibilités d'Internet et demeurant à la fine pointe des nombreux développements technologiques, **Internet Microtec** s'est vite imposée comme chef de file en matière d'Internet au Québec. La qualité du service et du support technique ont notamment fait la différence.

Nos clients satisfaits en sont les témoins.

Téléphonez dès maintenant pour obtenir votre trousse d'accès à 26,95 $ incluant 10 logiciels et un mois gratuits !

UTILISEZ L'UN DE CES 2 MODES DE BRANCHEMENT !

PAR LA TROUSSE D'INTERNET MICROTEC : Téléphonez-nous afin de recevoir rapidement votre trousse.

PAR MODEM : 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.
• Montréal : (514) 861-3535 • Québec : (418) 691-0500
«Appuyez deux fois sur la touche *RETOUR* au moment de la connexion et suivez les instructions.»

ACCÈS ILLIMITÉ À INTERNET ! 26,95 $ par mois

INTERNET MICROTEC INC.

Une technologie humanisée[MC]

www.microtec.net

MONTRÉAL (514) 388-1144 QUÉBEC (418) 683-2523

Attention prestataires d'assurance-emploi

COURS D'ANGLAIS INTENSIF

Formation intensive de jour
(25 heures par semaine)
pour débutants et intermédiaires

BUT — Former les étudiants en anglais, langue seconde, pour les rendre aptes à occuper un emploi où les deux langues officielles sont exigées.

COÛT — 75$ par semaine

DÉBUT DES COURS — 12 mai

NOTE — Vos prestations d'assurance-emploi seront maintenues pendant la formation si vous rencontrez les conditions d'admissibilité de votre Centre d'emploi du Canada.

Renseignements et inscription: **659-2542**

CENTRE DE LANGUES INTERNATIONALES CHARPENTIER CLIC STE-FOY

- LE PLUS GRAND RÉSEAU PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT DES LANGUES AU QUÉBEC
- Membre de l'Association québécoise des entreprises privées de formation de la main-d'oeuvre
- Accrédité auprès de la Société économique de développement de la main-d'oeuvre

303306

La CELLULITE traitée par ACUPUNCTURE
Perte de tissu graisseux sous-cutané, réduction de la "peau d'orange", élimination efficace de l'eau et des toxines...
Pour information:
Réjane Dufresne
acupunctrice
522-6891
233, Fraser (près rue Cartier)
Membre de l'Ordre des acupuncteurs du Québec.
304476

«L'alcool au volant, ça peut briser des vies : un conducteur qui a compris.»
303382

PROBLÈMES DE SANTÉ... MAL DE DOS... OU MAUX DE TÊTE...

VOUS EN AVEZ ASSEZ?

CLINIQUE DE DÉPISTAGE
(incluant les radiographies si nécessaire)

SANS FRAIS en vigueur jusqu'au 16 mai

Centre chiropratique Moore
deux bureaux:

Dr David Moore
Québec
543, Grande Allée Est
(418) 529-4862

St-Pierre, Île d'Orléans
1015, route Prévost
(418) 828-2948

Aussi disponibles: *produits homéopathiques, d'amaigrissement et vitamines.*
328712

Un café pour briser l'isolement des jeunes

Lise Lachance
Le Soleil

■ QUÉBEC — Un café-rencontre vient de voir le jour à Cap-Rouge pour les 16 ans et plus. Ses jeunes promoteurs l'ont baptisé *Caf-Art* puisque la nouvelle ressource veut briser l'isolement dont souffrent beaucoup de jeunes Carougeois. Il y a porte ouverte aujourd'hui, de 17 à 22h, et toute la journée demain.

LE SOLEIL, GILLES LAFOND
L'idée du Caf-Art est né à la suite du suicide de plusieurs jeunes à Cap-Rouge.

L'idée de ce café-rencontre est née lors du suicide d'un adolescent, François Gignac, qui s'est lancé en bas du « tracel », en août 1995, comme plusieurs garçons et filles de son âge l'avaient fait avant lui. Ulcérés par le départ tragique de l'ado qui souriait tout le temps, ses amis André Bricault et Simon Otis se sont attelés à un projet destiné à ce groupe d'âge.

« Environ 40 % de la population de Cap-Rouge a moins de 21 ans. C'est 6000 personnes sur 14 000. Les jeunes sont désoeuvrés. Ils traînent dans les parcs, devant les dépanneurs. Ils ne savent où aller », avaient alors confié au SOLEIL les deux copains et l'animateur de pastorale qui les épaulait, Nicolas Desbiens. Caf-Art constitue l'aboutissement de leurs efforts. Il dispose gratuitement du sous-sol de la Maison paroissiale, qui a pignon au 1460, rue Provancher.

Caf-Art, c'est d'abord et avant tout un lieu de rencontres où les jeunes adultes pourront briser leur isolement, développer leur sens des responsabilités, penser à l'avenir. Plus concrètement, l'organisme entend servir de point de rassemblement, organiser des activités culturelles et sportives, développer un réseau d'emplois au niveau municipal, favoriser les liens avec les entreprises privées et les institutions, promouvoir les talents artistiques des jeunes en leur offrant une scène pour les prestations musicales, littéraires et autres.

Au-delà de ces objectifs, Caf-Art espère tisser des solidarités entre les générations en s'adjoignant des adultes signifiants.

Un organisme a été mis sur pied pour gérer le Caf-Art. Il s'agit de « Solidarité pour l'Éveil et la Valorisation de l'Engagement Jeunesse », c'est-à-dire, en bref, de S.E.V.E.-Jeunesse. D'où cette affirmation qu'on retrouve sur le dépliant de Caf-Art: « La jeunesse est la sève du monde ! ».

L'horaire du printemps est le suivant: jeudi, de 18h à 23h ; vendredi, de 18h à 24h ; samedi, de 13h à 24h ; dimanche, de 13h à 22h.

QUÉBEC

Un quatrième conseil de quartier

QUÉBEC—Les citoyens du quartier Saint-Roch ont élu les quatre membres devant compléter le conseil d'administration du quatrième conseil de quartier créé sur le territoire de la Ville de Québec, au terme d'une assemblée publique d'organisation. Environ 65 personnes ont participé à cette assemblée.

Le conseil est composé, pour un mandat de deux ans, de MM. Bernard Couturier, Marc Deblois, Marcel Landry et Éric Valois, de Mmes Myriam Eychenne, Carole Harvey, Ginette de Launière et Christiane Paradis, ainsi que de M. André Morissette, représentant les milieux commercial, industriel et institutionnel.

Les conseils de quartier du Vieux-Limoilou, Saint-Jean-Baptiste et de Maizerets ont été créés récemment et l'assemblée d'organisation dans le quartier Lairet aura lieu le mardi 29 avril. Entre-temps, des citoyens des quartiers Duberger/Les Saules et Saint-Sacrement, ont entamé les procédures nécessaires à la création d'un conseil dans leur quartier respectif. Jusqu'à 12 conseils de quartier pourraient éventuellement voir le jour à Québec.

La formation d'un conseil de quartier est volontaire. C'est la population du quartier qui doit en manifester le souhait, notamment par une requête signée par au moins 300 personnes.

Le conseil de quartier est une corporation accréditée par le Conseil municipal. Il a pour rôles principaux de consulter la population sur les enjeux locaux, de développer la collaboration entre les individus et les organismes du quartier et d'entreprendre des actions pour améliorer la vie du quartier.

EN BREF

QUÉBEC

Salon des organismes sociaux

Une cinquantaine d'exposants participent cette année au cinquième Salon des organismes sociaux et communautaires de Québec. Les visiteurs y obtiennent de l'information sur leurs droits sociaux en terme de logement, de santé, de consommation ou de tout autres aspects de leurs conditions de vie. Ils constateront la diversité des services offerts et des activités réalisées par ces organismes. Des ateliers et des conférences portant sur les grandes questions sociales de l'heure sont également tenues tout au long du salon. Le Salon des organismes sociaux et communautaires se déroule jusqu'à ce soir à l'église Saint-Roch, et l'entrée est libre. Pour information: Denis Bédard 525-5526.

CARRA

Le 28 avril 1997, la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA) emménage dans de nouveaux locaux. Pour que nous puissions continuer à vous offrir le service de qualité que vous êtes en droit d'attendre, nous vous prions de prendre note de ce message important.

LA CARRA **DÉMÉNAGE...**

MESSAGE IMPORTANT DE LA CARRA

AUX EMPLOYÉS SYNDICABLES DES SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC

À compter du 28 avril 1997, les bureaux de la CARRA seront situés au :

475, rue Saint-Amable
Québec (Québec) G1R 5X3

En raison de ce déménagement, nos services d'accueil et d'entrevues seront fermés le lundi 28 avril 1997.

Vous pourrez cependant nous joindre par téléphone de 8 h à 12 h et de 13 h à 17 h. Veuillez noter que tous nos numéros de téléphone demeurent les mêmes.

Par ailleurs, si vous nous avez fait parvenir des documents par la poste à notre ancienne adresse, soyez sans crainte : ils nous seront acheminés directement à notre nouvelle adresse.

À la CARRA, nous mettons tout en oeuvre pour que les employés admissibles au programme de départs volontaires aient en main toute l'information dont ils ont besoin pour prendre une décision éclairée en matière de retraite.

Québec

CENTRE D'AUDIO-PSYCHO-PHONOLOGIE DE QUÉBEC
MÉTHODE *TOMATIS* pour améliorer
LE RENDEMENT SCOLAIRE retards, difficultés d'apprentissage...
LE LANGAGE ÉCRIT ET ORAL retards, dyslexie...
L'INTELLECT problèmes de mémoire, d'attention, de concentration...
LE COMPORTEMENT motivation, agressivité, instabilité, énurésie, attitude dépressive, stress...
L'AUDITION qualité de l'écoute.
L'INTÉGRATION de l'anglais et de l'espagnol.
Québec 687-1102

Le «Must» pour investir dans sa santé en découvrant le vrai sens du mot «vacances»...
La
THALASSOTHÉRAPIE
à PASPÉBIAC
C'est profiter d'un climat marin régénérateur, de bains (chauds) d'eau de mer, d'une heure de massages thérapeutiques quotidiens, d'une compétence et d'un professionnalisme notoires.
C'est aussi profiter de liberté, de temps... d'une table raffinée, d'un doux farniente dans un somptueux manoir victorien en bordure de la mer...
«Là où tout dépasse l'ordinaire»
AUBERGE DU PARC
Informations et brochures
1 800 463-0890

«L'auto-réalisation» par la philosophie métaphysique

Jean Marc Pellerin
Cours-conférences de 6 soirs débutant à 19h30
Québec: le lundi 28 avril
Restaurant Mille Feuilles (2e étage)
Rés. Marguerite Perron, tél.: 656-6785
St-Raymond de Portneuf: le mardi 29 avril
Hôtel/Motel de la Colline
Rés. Murielle Leclerc, tél.: 337-7562
St-Agapit: le mercredi 30 avril
Carrefour St-Agapit
Rés. Madeleine Giguère, tél.: 888-4226
Entrée: Adulte 15$/confér. Étudiant: 7$

Fraises fraîches de la Californie qualité supérieure 97¢ la chopine
OPTION MOBILE 3.0 vers l'autoroute électronique!
Complétez ce coupon et peut-être vous mériterez-vous un ordinateur personnel tout équipé avec 3 mois de connexion gratuite illimitée à internet. AU CHOIX: COMPAQ PRESARIO 4180 ou MACINTOSH PERFORMA 6400, une valeur de 3500$.
FRUITS ET LÉGUMES FRAIS Le JARDIN MOBILE
Déposez votre coupon dans les boîtes prévues à cet effet, dans toutes nos succursales, avant le 4 mai 1997. 04-26
NOM
ADRESSE
CODE POSTAL
RÉSIDENCE BUREAU
Ces spéciaux sont valides jusqu'au dimanche 27 avril 97 inclusivement, ou jusqu'à épuisement des stocks. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités.
Les règlements de participation sont disponibles dans toutes les succursales de Jardin Mobile.
Chou-fleur de la Californie Grosseur #12 Catégorie no. 1 1,27$ chacun
Céleri de la Californie qualité supérieure 97¢ chacun
Champignons frais de l'Ontario BLANCS, CAFÉ OU TRANCHÉS 97¢ la chopine
Concombre anglais de l'Ontario de serre Grosseur: moyen ou gros Catégorie no. 1 97¢ chacun
Melon d'eau importé 1,26$ / kilo 57¢ la livre

LE QUÉBEC LE CANADA

Le Manitoba ne répond plus

Toute personne se trouvant dans la vallée de la rivière Rouge doit être escortée par la police ou par l'armée

■ WINNIPEG (PC) — La pluie est tombée, les rivières ont gonflé et les habitants d'un autre village manitobain ont été avertis d'évacuer leur maison au plus tôt, hier, alors que la vallée de la rivière Fraser se nettoyait de toute présence humaine, sauf celle des équipes de secours.

Près de 4000 habitants des environs de la rivière LaSalle, au sud-ouest de Winnipeg, ont reçu un avis d'évacuation. Ils rejoindront les quelque 17 000 habitants des régions rurales qui ont déjà dû quitter leur maison.

PC

En bateau sur... l'autoroute 210.

« Nous n'avons aucune garantie de sauvetage au cours des prochains jours s'ils sont isolés », a expliqué Harold Clayton, un des responsables des équipes de secours.

Cette région rurale est menacée d'être submergée si les eaux en crue de la rivière Rouge rejoignent le bassin versant de la rivière LaSalle.

Aujourd'hui, le premier ministre Jean Chrétien doit visiter la région inondée, qui s'étend de la frontière américaine jusqu'à Winnipeg, afin d'annoncer des mesures d'aide.

Une pluie fine tombait hier et de 10 à 15 millimètres de précipitations sont attendus d'ici ce soir. Les autorités n'ont toutefois pas modifié leurs plans d'évacuation.

Des militaires et des policiers ont passé la journée d'hier à faire du porte à porte à la recherche de gens qui n'auraient pas encore quitté leur résidence, en dépit de l'ordre d'évacuation fixé à hier soir. De gros zodiacs ont évacué des habitants de la ville frontalière d'Emerson, qui est maintenant complètement isolée, toutes les routes y menant étant coupées.

L'armée a déployé d'imposants ponts flottants pour parer à d'autres éventuelles évacuations. La zone inondée, longue de 100 kilomètres, ressemble à un énorme lac large de 20 à 40 kilomètres, parsemé de villages et de fermes assiégés par les flots.

La majeure partie de Winnipeg n'est toutefois pas menacée en raison des canaux de dérivation, qui détournent les eaux de la rivière Rouge à l'écart de la ville.

Jusqu'à présent, 17 000 personnes ont été forcées d'évacuer leur maison et 51 familles des quartiers en contrebas de Winnipeg doivent quitter leur résidence d'ici ce midi.

À Winnipeg, les évacués ahuris affluaient toujours aux portes d'un aréna, en quête de nourriture et d'un lit. « Pour moi, c'est encore un rêve », a commenté Gilles Morin, de Saint-Adolphe. « J'attends de me réveiller, mais je ne crois pas que ça va arriver. »

PC

« Danger ! » : une affiche qui dit tout, aux abords de ce qui devient de plus en plus... l'île de Winnipeg.

ÉLECTIONS FÉDÉRALES

Chrétien au combat avec l'unité nationale

Un thème qu'il devait écarter

TORONTO (PC) — Le premier ministre Jean Chrétien, qui ne devait pourtant pas s'attarder sur la question de l'unité canadienne au cours de la prochaine campagne électorale, en a plutôt fait son principal cheval de bataille, hier, devant le Canadian Club à Toronto.

Le premier ministre n'a toutefois donné aucun indice permettant de croire qu'il cache une carte dans sa manche capable de convaincre les quelques millions de Québécois qui ont voté Oui lors du dernier référendum de se rallier à sa cause.

« Garder le Canada uni est le plus important devoir et la plus importante responsabilité d'un gouvernement national et d'un premier ministre », a-t-il déclaré.

« Il y a un engagement que je veux prendre qui est plus important que tous les autres réunis. C'est simplement ceci: de toutes mes forces, et avec l'appui de mes collègues et de mes concitoyens canadiens, nous allons garder ce pays uni et nous allons en faire un modèle pour le monde. »

Il s'agissait du deuxième discours en autant de jours au cours duquel le premier ministre faisait de l'unité canadienne un enjeu central. A l'occasion d'un dîner-bénéfice du Parti libéral jeudi, à Montréal, M. Chrétien avait déclaré que le Québec devait rester au sein du Canada « pour nous assurer que nous allons entrer dans le XXIe siècle comme le meilleur pays au monde ».

Cet accent soudain mis sur l'unité canadienne contraste avec ce que les stratèges libéraux disent depuis plusieurs mois, à savoir qu'ils ne comptaient pas faire de cette question un enjeu important pour l'élection qui devrait se tenir le 2 juin.

L'entourage du premier ministre a toutefois affirmé hier que M. Chrétien n'allait pas s'attarder sur cette question au détriment des autres. Ses adjoints ont également soutenu que les deux dernières sorties de M. Chrétien n'étaient pas une réponse à son prédécesseur, Brian Mulroney.

« Il ne répond à personne », a déclaré un attaché de presse du premier ministre, Patrick Parisot. « Il répond à son devoir de premier ministre du Canada. »

M. Mulroney, dans un discours prononcé au même Canadian Club il y a deux semaines, avait lancé un appel en faveur d'une vaste offensive constitutionnelle pour amener le Québec à signer un nouveau pacte fédératif.

S'en prenant directement à la façon de procéder du gouvernement Chrétien, M. Mulroney avait soutenu qu'il était « trop tard pour les petits pas timides de l'étapisme ».

PC

À son arrivée au Canadian Club, Jean Chrétien jette un coup d'oeil aux manifestants venus le chahuter.

M. Chrétien a répété hier qu'il préférait l'approche étapiste pour améliorer les relations avec toutes les provinces, et non pas seulement avec le Québec, et qu'il n'avait aucune envie de se lancer dans une vaste réforme constitutionnelle.

Il a énuméré une série d'ententes conclues récemment entre Ottawa et les provinces, dont une entente sur la pêche au saumon en Colombie-Britannique et des ententes sur la main-d'oeuvre signées avec six provinces, dont le Québec cette semaine et la Colombie-Britannique hier. L'Île-du-Prince-Édouard signera une telle entente avec Ottawa aujourd'hui à Montréal. « Je pourrais continuer encore longtemps, beaucoup de choses ont été faites et n'ont pas été mentionnées chaque jour dans le journal (...) Elles ont été faites une étape à la fois, et j'en suis très fier. »

M. Chrétien a été interrompu brièvement quand deux femmes se sont levées pour le prendre à partie sur la question du sida. « Nous avons besoin d'une stratégie nationale sur le sida maintenant », ont-elles crié. « Je suis en train de faire un discours, a répondu le premier ministre. Je vais vous voir plus tard. »

Des militants sur la question du sida ont promis de talonner les libéraux tout au long de la campagne électorale à propos du renouvellement d'un programme fédéral, présentement menacé, qui versait 40 millions $ par année pour la recherche et le traitement du sida.

LE SOLEIL, JOCELYN BERNIER

Gilles Duceppe et Yves Duhaime en grande conversation à Québec, hier

Duceppe prend ses distances face à Bouchard

Duhaime attaque le chef libéral

DONALD CHARETTE
Le Soleil

■ QUÉBEC — À quelques jours du déclenchement des élections générales, le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a pris ses distances face au premier ministre Lucien Bouchard.

« Il faut savoir à travers tout ça qui est au bâton, à qui revient le rôle principal ; en 1993, c'était au Bloc ; en 1994, c'était au PQ ; c'est comme ça que ça se joue et c'est comme ça que ça se jouera. M. Bouchard doit gouverner à part ça. Ce sont les députés du Bloc qui vont mener la campagne », d'affirmer M. Duceppe à son arrivée à une assemblée partisane tenue hier soir à Québec.

C'est en fin de semaine que sera lancée la campagne du Bloc québécois et au moins deux apparitions du premier ministre Bouchard sont déjà prévues, lundi dans Laurier-Sainte-Marie, celui de M. Duceppe, et jeudi dans le comté de Saint-Maurice, sans compter qu'il sera à Jonquière vendredi.

M. Duceppe souligne qu'il a lui même demandé au premier ministre québécois de faire campagne dans le comté de Saint-Maurice comme l'avait fait Jacques Parizeau lors des dernières élections. Dans son comté c'est parce que M. Bouchard est un ami personnel qu'il tenait à sa présence, fait-il valoir.

Dans son allocution, le chef bloquiste a énuméré les thèmes qui seront abordés au cours des prochaines semaines : les promesses non remplies de Verdun, la création d'emplois, le rapatriement de la Constitution (« l'oeuvre de la vie de Chrétien »), le rapport Charest, Option-Canada, les scandales de l'armée canadienne. Le Bloc veut aussi parler d'équité fiscale au ministre des Finances Paul Martin, qui n'a rien fait pour mettre fin aux échappatoires.

Pour sa part, Yves Duhaime a soutenu que le premier ministre Chétien avait précipité la tenue d'élections pour éviter la contestation de son leadership.

« Il a précipité les élections pour éviter que certains précipitent son départ », a-t-il lancé en prédisant que cette campagne va réserver une énorme surprise.

« Ça ne me rentre pas dans la tête que l'Ontario va voter unanimement pour le PLC, il va y avoir une surprise, Jean Charest monte plus en Ontario que dans Sherbrooke. »

Selon M. Duhaime, le Bloc peut faire élire 60 députés, ce qui enverrait une message très clair à tout le Canada que « Chrétien ne peut parler pour le Québec ».

La centaine de personnes présentes avaient payé 125 $ pour entendre MM. Duceppe et Duhaime, hier soir.

PRÉSIDENCE DE L'UMQ

Laframboise l'emporte de justesse devant Boucher

BENOÎT ROUTHIER
Le Soleil

■ MONTRÉAL — Le préfet de la MRC de Papineau, dans l'Outaouais, M. Mario Laframboise, a été élu président de l'Union des municipalités du Québec (UMQ), hier. Même si le vote était secret, la lutte a été très serrée entre lui et la mairesse Andrée Boucher de Sainte-Foy.

En effet, selon quelques élus présents au congrès et certains membres du conseil d'administration qui choisit le président, il semblait, hier après-midi, que les deux candidats étaient presque à égalité dans le nombre d'appuis.

Andrée Boucher

Mario Laframboise

Mme Boucher n'a pas paru amère. Après l'élection elle a fait remarquer qu'elle n'y tenait pas plus que ça, à la présidence, qu'elle était sur les rangs parce que des membres du conseil d'administration le lui avaient demandé.

M. Laframboise est préfet d'une MRC et c'est à ce titre qu'il a été élu président. Il est aussi maire de, Notre-Dame-de-la-Paix, une municipalité de 730 habitants. Mme Boucher a laissé entendre à des journalistes qu'être maire d'une petite municipalité était un gros handicap dans la compréhension des dossiers auxquels est confronté le monde municipal.

M. Laframboise n'a que 39 ans. Mais il est maire depuis 1982 et il siège au conseil d'administration et au bureau de direction de l'UMQ depuis huit ans. Mme Boucher a remplacé M. Laframboise à la première vice-présidence. Les deux autres vice-présidents sont les maires Georges Bossé de Verdun et Guy Leblanc de Trois-Rivières.

TRUDEL FAIT DES MÉCONTENTS

Comme dans le reste du Québec urbain, les élus municipaux des villes de banlieue de la région de Québec sont mécontents des propositions du ministre des Affaires municipales Rémy Trudel pour établir l'équité fiscale, tandis que le maire de Québec Jean-Paul L'Allier est très satisfait.

Les maires des six plus grosses villes-centres, particulièrement ceux de Montréal et Québec, sont conscients d'avoir été écoutés par le gouvernement après cinq ans de pressions.

M. L'Allier reconnaît que les points plaidés par les six villes-centres que sont Montréal, Québec, Sherbrooke, Trois-Rivières, Hull et Chicoutimi, se retrouvent dans la proposition du ministre. Il est conscient que cette situation sème du mécontentement au sein de l'UMQ. « Il faudra s'assurer qu'il n'y aura pas de blocage de la part de l'UMQ », affirme M. L'Allier. Si c'est le cas, les six villes-centres feront une « table parallèle avec le gouvernement ». Autrement dit, ces villes prendront tous les moyens pour que la proposition Trudel se réalise, peu importe l'attitude des autres municipalités.

Pour Mme Boucher, cette proposition est « totalement inéquitable » surtout dans la douzaine de mesures de réaménagement fiscal. C'est une « réforme ciblée qui vise à diviser pour régner et deux villes mènent le bal, Montréal et Québec ». Le maire de Charlesbourg, M. Ralph Mercier, trouve que la proposition du ministre Trudel ressemble à une « tornade » : c'est un train de mesures dont il est impossible de mesurer l'impact ».

Le maire Arthur Roberge de Saint-Jean-Chrysostome croit que c'est de l'inconséquence que de penser établir un nouveau pacte fiscal en quatre mois. On devrait d'abord trouver une solution au transfert de 500 millions $ de responsabilités et se pencher plus tard sur un nouveau partage fiscal.

Finie l'école à « deux vitesses »

BRIGITTE BRETON
Le Soleil

Pauline Marois veut rendre accessible à tous les élèves les projets particuliers

QUÉBEC — La ministre Pauline Marois soumettra bientôt des balises pour que les projets particuliers de certaines écoles (arts, sports, musique-études) soient accessibles à tous les élèves et non seulement réservés aux élèves les plus performants.

Présente hier midi au congrès de la Fédération québécoise des directeurs et directrices d'établissement d'enseignement, Mme Marois a rappelé que la réforme de l'éducation, qui vient donner plus de pouvoir à l'école, conduira à une diversité plus grande des projets d'école, à une « personnalisation » plus affirmée des établissements scolaires. « Un tel mouvement est souhaité et souhaitable, afin de permettre à chaque élève de développer ses talents et de réussir son cheminement scolaire ».

La ministre de l'Éducation précise toutefois que les responsables de projets particuliers doivent être moralement et socialement préoccupés de l'égalité des chances entre les élèves. « J'entends donner bientôt des indications sur les balises précises qui permettront de concilier la nécessaire diversité dans le système et l'équité entre les écoles et entre les élèves ». Une initiative qu'appréciera sans doute la Centrale de l'enseignement du Québec qui à maintes reprises a dénoncé les projets particuliers qui engendrent un système scolaire à deux vitesses.

Par ailleurs, Mme Marois a indiqué que l'école devait rendre compte de la qualité de ses services. « Il est normal qu'un accroissement de responsabilités soit accompagné d'une obligation d'imputabilité ».

La veille, dans une entrevue au SOLEIL, le président de la Fédération, Guy Lessard, avait dit craindre que la redistribution des rôles entre l'école et la commission scolaire ne se traduise par des contrôles tatillons et de la bureaucratie de la part des commissions scolaires. La Fédération relève que 16 articles de l'avant-projet de loi mentionne que le directeur devra rendre des comptes.

« Les commissions scolaires deviendront des contrôleurs et des *checkeux* », a mentionné hier l'animateur d'un atelier, Michel Gravel, directeur adjoint d'une école polyvalente à Chicoutimi. « On va être coincé entre les parents d'un côté et la commission scolaire de l'autre. On va travailler pour faire changer ça en commission parlementaire ».

Mme Marois admet que la nouvelle dynamique va déranger des habitudes, bousculer des comportements et entraîner de nouvelles exigences pour celles et ceux qui font l'école. Elle sait aussi que dans plusieurs commissions scolaires, la situation proposée n'est pas inédite puisqu'il existe déjà une déconcentration des responsabilités vers les écoles.

Éditions spéciales

Les « Meilleurs achats » de l'année sont encore meilleurs

Une fois l'an, les Éditions spéciales de Hyundai débarquent. Mais elles repartent rapidement. Alors, passez vite les voir et les comparer. Sinon, vous allez le regretter... une autre année !

12 595 $*
Accent Sport

14 995 $*
Elantra SE

L'ACCENT SPORT DÉPASSE SES CONCURRENTES.†

ÉQUIPEMENT DE SÉRIE	ACCENT SPORT 3 portes - 12 595 $	CIVIC CX 3 portes - 13 495 $	TERCEL CE 2 portes - 12 498 $	NEON 2 portes - 14 550 $
Prix du « Meilleur achat » 1997, *Carguide*	S	-	-	-
Radio stéréo AM/FM avec lecteur de disques compacts	S	-	-	-
Direction assistée	S	-	-	S
Aileron arrière	S	S	-	-
Toit ouvrant avec pare-soleil	S	-	-	-
Phares antibrouillards	S	-	-	-
Volant gainé de cuir	S	-	-	-
Volant inclinable	S	-	-	-
Pommeau de levier de vitesses gainé de cuir	S	-	-	-
Enjoliveurs pleine grandeur	S	-	-	S
Baguettes de protection latérales	S	S	-	-
Rétroviseurs extérieurs télécommandés repliables	S	-	-	-
Miroir de courtoisie sur le pare-soleil droit	S	-	S	-
Banquette arrière rabattable	S	S	-	-
Ceintures de sécurité ajustables en hauteur à l'avant	S	-	-	-
Télécommande d'ouverture du volet de réservoir	S	S	-	-
Tachymètre	S	-	-	-
Montre à quartz à affichage numérique	S	-	-	-
Indicateur de bas niveau d'essence	S	-	-	-
Indicateur de portes mal fermées	S	-	S	-
Cache-bagages	S	S	-	-
Éclairage au coffre	S	-	S	-
Garantie du groupe motopropulseur	5 ans/100 000 km	5 ans/100 000 km	5 ans/100 000 km	3 ans/60 000 km
Assistance routière	3 ans/60 000 km	-	-	3 ans/60 000 km

L'ELANTRA SE DÉPASSE SES CONCURRENTES.†

ÉQUIPEMENT DE SÉRIE	ELANTRA SE BERLINE - 14 995 $	CAVALIER de base BERLINE - 14 690 $	ESCORT LX BERLINE - 15 195 $	COROLLA DX BERLINE - 16 748 $
Puissance du moteur (HP)	130	120	110	100
Direction à assistance variable	S	-	-	S
Radio stéréo AM/FM de luxe	S	-	S	S
• avec lecteur de cassettes, 4 hauts-parleurs	S	-	-	-
• et lecteur de disques compacts	S	-	-	-
Aileron arrière	S	-	-	-
Phares antibrouillards	S	-	-	-
Roues en alliage	S	-	-	-
Pneus	P195/60 R-14	P195/70 R-14	P185/65 R-14	P175/65 R-14
Miroir de courtoisie sur le pare-soleil droit	S	-	S	-
Volant gainé de cuir	S	-	-	-
Pommeau de levier de vitesses gainé de cuir	S	-	-	-
Boîte à gants verrouillable	S	-	-	-
Télécommande d'ouverture du coffre	S	S	-	S
Télécommande d'ouverture du volet de réservoir	S	-	-	S
Bavettes garde-boue avant	S	-	-	-
Rétroviseurs extérieurs de couleur assortie	S	-	-	-
Tachymètre	S	-	-	S
Montre à quartz à affichage numérique	S	-	S	S
Essuie-glace à balayage intermittent réglables	S	-	S	-
Transmission automatique en option	4 vitesses	4 vitesses	4 vitesses	3 vitesses
Garantie du groupe motopropulseur	5 ans/100 000 km	3 ans/60 000 km	3 ans/60 000 km	5 ans/100 000 km
Assistance routière	3 ans/60 000 km	3 ans/60 000 km	3 ans/60 000 km	-

Accent - « Meilleur achat », deux années de suite. ***Le Magazine Carguide***

Elantra - « Meilleur achat » 1997. ***Consumers Digest***

15 995 $*
Elantra SE familiale

HYUNDAI
UNE ÈRE NOUVELLE

* Accent Sport 1997 à partir de 12 595 $. Elantra SE berline 1997 à partir de 14 995 $. Elantra SE familiale 1997 à partir de 15 995 $. Immatriculation, transport, préparation et taxes en sus. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Détails chez le concessionnaire. †Fondé sur les données 1997 publiées par les fabricants.

Automobiles Léviko Ltée
144, rte Kennedy
Lévis 833-7140

Hyundai St-Georges
10555, 1re Avenue
St-Georges Est
Comté de Beauce 228-8814

Porlier Automobiles inc.
100, Napoléon
Sept-Îles 962-1828

Luxoto inc.
484, Côte Joyeuse
St-Raymond
990-0283

Montmagny Hyundai
150, boul. Taché Ouest
Montmagny 248-7877

Gaspésie Auto inc.
Route 132
Bonaventure Ouest
Bonaventure 534-2191

Ste-Foy Hyundai
2650, Dalton
Ste-Foy 654-9292

Rivière-du-Loup Hyundai
289, Témiscouata
Rivière-du-Loup 862-8144

Rimouski Hyundai
375, boul. Ste-Anne
Pointe-au-Père 724-2231

M. Lessard Ltée
659, boul. St-Joseph
Québec 623-5471

Boulevard Hyundai
40, boul. Comeau
Baie-Comeau 294-2886

Centre Hyundai
1605, boul. Henri-Bourassa
Québec 522-3738

Ruby Auto inc.
2272, rue Notre-Dame Nord
Thetford Mines 338-4666

Automobiles Hyundai Matane
1560, du Phare Ouest
Matane 562-4444

Garage Jean-Roch Thibeault
909, Mgr-de-Laval
Baie-St-Paul 435-2379

Hyundai l'Archipel
1199, chemin Lavernière
Étang-du-Nord 986-5006

ÉCOLES LAÏQUES

Ottawa déterminé à aller de l'avant

OTTAWA (PC) — L'idée du gouvernement fédéral est faite, et de l'aveu même du ministre des Affaires intergouvernementales, Stéphane Dion, toutes les réticences au monde ne feront pas changer le gouvernement d'avis quant à la nécessité de laïciser le système scolaire québécois.

« C'est très improbable (qu'on change d'avis), a-t-il expliqué hier au cours d'un point de presse. En politique, c'est beaucoup dire, mais je ne vois pas quel argument on pourrait nous avancer qui nous ferait changer d'avis. »

Le comité spécial siège pour la forme

Le comité spécial parlementaire chargé d'étudier la proposition de modification constitutionnelle de l'article 93 siège donc largement pour la forme. Il entendra des témoins et des experts, mais en bout de ligne, les intentions du gouvernement fédéral ne changeront pas.

Selon M. Dion, le gouvernement a étudié dans le menu la portée de l'article 23 de la Charte des droits, qui garantit la gestion scolaire aux minorités, et les articles 93 et 43, qui autorisent une modification bilatérale de la Constitution.

La ministre québécoise de l'Éducation, Pauline Marois, a déjà soumis à l'Assemblée nationale un projet de création de commissions scolaires linguistiques, qui prévoit des « enclaves » confessionnelles à Montréal et Québec.

Seuls les anglophones qui répondent aux critères de la loi 101 pourront voter dans une commission scolaire anglophone. Cette annonce a suscité la colère d'Alliance Québec, qui considère cette mesure comme un « processus d'exception ».

Mme Marois a prévu un scénario pour l'entrée en vigueur du nouveau régime linguistique en fonction du 1er juillet 1998, que le Parlement fédéral ait adopté ou non la modification constitutionnelle.

COMMUNIQUÉ AUX RESSORTISSANTS FRANÇAIS

Les ressortissants français, inscrits sur une liste électorale en France, sont informés qu'ils ont la possibilité de voter par procuration aux élections législatives des 25 mai et 1er juin prochains. Pour ce faire, ils voudront bien se présenter au Consulat Général de France, 25, rue Saint-Louis à Québec, en vue de remplir les formulaires réglementaires prévus à cet effet. Ils devront fournir les nom et adresse de leur mandataire. Compte tenu des délais qui seront nécessaires à l'acheminement de ces formulaires, ils sont priés d'accomplir ces formalités dans les plus brefs délais. Les services consulaires leurs seront ouverts du lundi au vendredi de 9h00 à 12h30 et de 14h 00 à 16h30.

334634

ÉLECTIONS FÉDÉRALES

Les partis paufinent leurs stratégies

Ils mettront les bouchées double pour faire des percées au Québec

■ OTTAWA (PC) — Les partis politiques sont sur le qui-vive, les machines électorales sont en branle, la Chambre des communes a ajourné ses travaux, il ne reste plus qu'à attendre.

Selon le scénario le plus probable, le premier ministre Jean Chrétien déclenchera des élections dimanche, en début d'après-midi, pour des élections le 2 juin et un mandat écourté de trois ans et demi.

De retour de Winnipeg, où il aura été constater de visu l'ampleur des inondations, M. Chrétien se rendra dimanche à Rideau Hall pour demander au Gouverneur général Roméo Leblanc de dissoudre le Parlement et de convoquer des élections générales pour le 2 juin.

Gilbert Parent

M. Chrétien se rendra par la suite à Shawinigan pour assister à son assemblée d'investiture, la dernière pour les libéraux, avant de parcourir le pays et de dévoiler la plate-forme libérale, probablement jeudi à Ottawa.

Prélude à une prochaine bataille référendaire, les libéraux de Jean Chrétien joueront le tout pour le tout pendant la prochaine campagne électorale. Et ils auraient tout intérêt à battre le fer pendant qu'il est chaud alors qu'ils font une légère remontée au Québec et reprennent le terrain perdu dans les sondages ailleurs au pays avec un taux d'appui oscillant entre 50 et 55 %.

Selon un sondage Léger et Léger publié hier dans Le Journal de Montréal, les libéraux effectuent une remontée dans les intentions de vote au Québec. Après répartition des indécis, le Bloc aurait récolté 43,1 % des intentions de vote si des élections avaient eu lieu en avril, ce qui lui donne une avance très nette.

Les libéraux obtiennent 36,9 % des intentions de vote. Loin derrière, les conservateurs avaient l'appui de 14,6 % des électeurs. En mars, le Bloc était le premier choix de 45 % des électeurs québécois contre 32,2 % pour les libéraux.

Bien que d'autres enjeux domineront le paysage politique — l'économie, la santé, la réduction des impôts et le projet de loi sur les armes à feu — les libéraux ne pourront pas passer sous silence l'épineux dossier constitutionnel.

Encore sous le choc des minces résultats référendaires, le premier ministre Chrétien cherchera un mandat fort de la population pour s'opposer à la sécession du Québec.

Donnant le ton, hier, à la campagne électorale officieuse lors d'une allocution devant le Canadian Club à Toronto, M. Chrétien a juré de tout faire en son pouvoir pour maintenir le pays uni.

Le premier ministre a pris les devants au cours des derniers jours, se risquant même à dire que son engagement principal était de « consacrer toutes mes énergies à travailler (...) à maintenir l'unité de notre merveilleux pays et à en faire un modèle pour le monde ». Conscient que l'unité même du pays est en jeu, les libéraux mettront les bouchées doubles pour faire des percées au Québec. Question de coût et d'énergies éparpillées, l'aile québécoise du Parti libéral a déjà reporté son congrès biennal prévu pour les 2 et 3 mai à Québec.

Au Québec, où quelques sondages montrent que son siège pourrait être en jeu dans Saint-Maurice, le premier ministre Chrétien sera plus visible que jamais. Il ira au moins huit fois à Shawinigan, soit plus du quart de la campagne de 36 jours. Les libéraux visent environ 37 sièges, soit la moitié des 75 circonscriptions ; ils en avaient remporté 19 en 1993.

Depuis une semaine, les signes de l'approche des élections se multiplient: adoption rapide des projets de loi antigang et antitabac, entente à l'arraché sur le saumon du Pacifique, augmentation des contingents de la morue et de la crevette, entente sur la formation de la main-d'oeuvre avec le Québec, dépôt aux Communes d'une résolution constitutionnelle sur la déconfessionnalisation des écoles du Québec.

Hier, le président de la Chambre des communes, Gilbert Parent, a fait un pas de plus: il a clôturé la période des questions en disant qu'elle serait « peut-être la dernière au cours de cette session ». Le Sénat a donné de son côté la sanction royale à de nombreux projets de loi.

La table est donc mise pour le déclenchement des élections.

Bilan « rose » de Chrétien

81 % des engagements du Livre rouge réalisés, affirme le premier ministre

JOËL-DENIS BELLAVANCE
Le Soleil

■ OTTAWA — Le premier ministre Jean Chrétien se félicite de ce que son gouvernement ait réalisé 81 % des engagements contenus dans le fameux Livre rouge aux élections fédérales d'octobre 1993.

« Notre fiche n'est pas parfaite, mais, quelle que soit la lecture qu'on en donne, 81 % est une très bonne note », soutient le chef libéral dans une mise à jour des réalisations de son gouvernement des quatre dernières années.

D'importantes promesses, dont l'abolition de la TPS, n'ont pas été tenues

Cette note que s'accordent les libéraux représente une faible augmentation par rapport à celle qu'ils se sont donnée en octobre dernier lors du congrès biennal de leur parti.

À cette occasion, le premier ministre Jean Chrétien disait avoir mis en oeuvre 78 % des promesses faites aux électeurs au dernier scrutin.

Les trois engagements auxquels le gouvernement Chrétien a donné suite depuis octobre dernier sont les suivants:

- la création de la Fondation canadienne des relations raciales;
- une première révision de la politique canadienne en matière de multiculturalisme en 25 ans;
- un budget majoré afin d'aider les immigrants et les réfugiés à s'établir au Canada.

Parlant du bilan de son gouvernement comme s'il s'apprêtait à demander aux électeurs de lui soumettre leur jugement, M. Chrétien a qualifié le Livre rouge de « programme le plus détaillé » de l'histoire politique du pays. « Notre programme était très chargé et nous avons respecté la grande majorité de nos engagements. Nous avons relevé les normes en matière de responsabilité budgétaire et nous sommes prêts à présenter notre bilan à l'électorat », a-t-il déclaré.

Le portrait rose dressé hier par le chef libéral indique que seulement 17 promesses n'ont pas été tenues. Mais ces promesses sont les plus importantes des libéraux et elles risquent de les hanter pendant la présente campagne qui sera vraisemblablement déclenchée demain.

Entre autres choses, le gouvernement Chrétien n'a pas respecté son engagement d'abolir la fameuse TPS, d'assurer un financement stable à la société d'État Radio-Canada et de créer un réseau national de garderies.

Au chapitre de l'emploi, les libéraux ne sont pas parvenus à faire diminuer le nombre de chômeurs au pays, malgré les promesses de « jobs, jobs jobs ». Les statistiques démontrent en effet que 1,5 million d'individus se cherchent toujours un emploi, soit sensiblement le même nombre qu'en 1993.

Le taux de chômage, lui, est toutefois passé de 11,2 % en 1993 à 9,3 % aujourd'hui. Cet écart entre le nombre de chômeurs qui demeure stable et le taux de chômage qui diminue s'explique par l'augmentation du nombre de personnes qui se sont remises à chercher un emploi.

Déjà, tant le Bloc québécois et que le Parti réformiste font leurs choux gras de ces engagements majeurs qui n'ont pas vu le jour.

Ces échecs, tout comme le bilan du gouvernement Chrétien en matière d'unité nationale, rendent les libéraux vulnérables devant les électeurs. Voilà qui explique pourquoi ils ont longtemps hésité à se donner un deuxième Livre rouge qui représentait pourtant en 1993 une arme de frappe sans précédant l'histoire politique du pays.

Le premier ministre Chrétien doit d'ailleurs dévoiler le contenu de ce deuxième tome la semaine prochaine à Ottawa.

Les débats des chefs confirmé

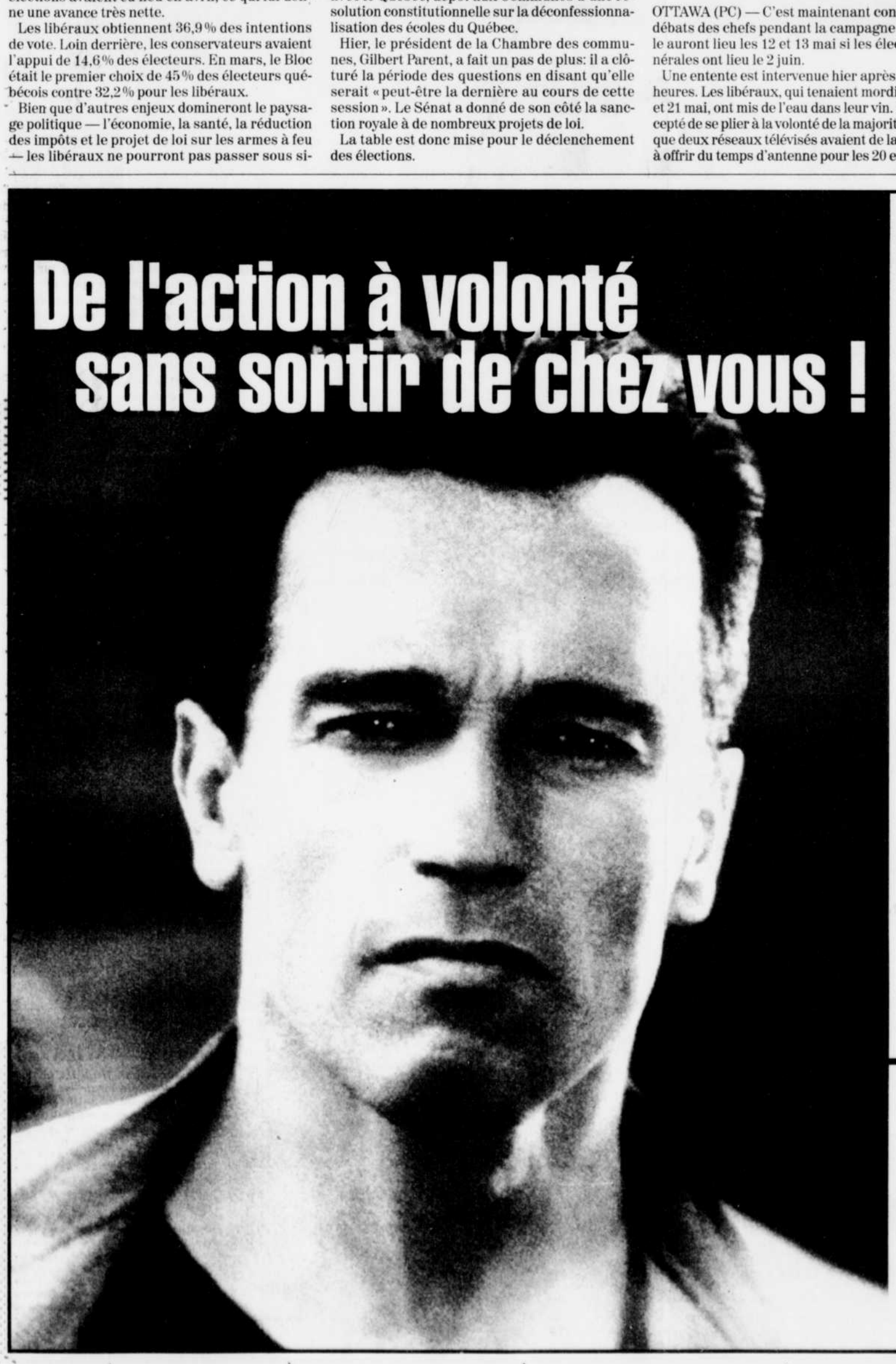
OTTAWA (PC) — C'est maintenant confirmé: les débats des chefs pendant la campagne électorale auront lieu les 12 et 13 mai si les élections générales ont lieu le 2 juin.

Une entente est intervenue hier après quelques heures. Les libéraux, qui tenaient mordicus au 20 et 21 mai, ont mis de l'eau dans leur vin. Ils ont accepté de se plier à la volonté de la majorité, surtout que deux réseaux télévisés avaient de la difficulté à offrir du temps d'antenne pour les 20 et 21.

Il y a aussi entente au sujet de la participation du public. Pour ce qui est du débat en français, 40 personnes pourront interviewer les chefs — 20 seront choisies dans un rayon de 300 kilomètres de la région d'Ottawa-Hull, et 20 des autres régions du Québec. Un principe semblable a été adopté pour le débat en anglais.

Le Bloc a cédé en acceptant une participation réduite du chef réformiste Preston Manning au débat en français avec traduction simultanée.

De l'action à volonté sans sortir de chez vous !



Avec Super Écran,
vous aurez chaque mois une variété de films qui saura répondre à vos goûts et à vos humeurs du moment. Du vrai cinéma à bon prix !

1 mois gratuit à Super Écran

Abonnez-vous pour 3 mois et profitez du 4e mois gratuit... 4 mois pour seulement 34,50 $* !

Prime additionnelle : 1 mois de Vidéoway gratuit !

Avec tout abonnement de 3 mois à Super Écran et Vidéoway, profitez du 4e mois Vidéoway gratuit.

SE SUPER ÉCRAN

Vidéotron
Vive le monde... libre!

Grand Montréal :	281-1711	1 800 361-9350
Québec :	847-4410	1 800 815-4815
Sherbrooke :	566-7711	
Cap-de-la-Madeleine :	375-0161	
Victoriaville :	758-0501	

Paiement par carte de crédit autorisé (MasterCard ou Visa). Les forfaits ne sont pas remboursables. Cette offre ne peut être combinée à aucune autre et est d'une durée limitée. Elle est conditionnelle à une approbation de crédit et n'est valide que pour les non-abonnés depuis au moins 60 jours, dans les régions résidentielles desservies par Vidéotron, là où la technologie Vidéoway est disponible. Toutes taxes en sus. Période d'abonnement minimale de trois mois.
*Vidéoway en sus.

Faites vite, cette offre se termine le 16 mai 97.
Payez mensuellement grâce au paiement préautorisé.

LE QUÉBEC LE CANADA

Le Bloc québécois vise de 50 à 60 sièges aux Communes

OTTAWA (PC) — À quelques heures du déclenchement probable des élections, les jeux semblent faits pour le Bloc québécois.

Selon le numéro un de l'organisation du parti, le député Michel Daviault, le Bloc peut s'attendre raisonnablement à décrocher de 50 à 60 sièges à la Chambre des communes, un objectif qui ressemble aux résultats du scrutin de 1993, alors que la formation avait réussi à faire élire 54 députés.

Appuyée par des apparitions ponctuelles du premier ministre Lucien Bouchard, la campagne bloquiste concentrera ses efforts sur les circonscriptions « que l'on a gagnées ou perdues par deux, trois ou quatre points, c'est-à-dire par 1500 à 2000 votes », a-t-il expliqué dans une entrevue accordée hier.

En voici la liste, dressée par M. Daviault : les circonscriptions du nord de Montréal, Brome-Missisquoi, Sherbrooke (la circonscription du chef conservateur Jean Charest), Saint-Maurice (celle du premier ministre Jean Chrétien), Gaspé, Bellechasse, Vaudreuil, Verdun-Saint-Paul et Laval-Ouest.

Ces circonscriptions, note M. Daviault, ont une « composition légèrement différente de celle de l'ensemble du Québec, avec une plus grande part de communautés culturelles ».

Saint-Maurice constitue, bien entendu, un cas à part. La circonscription sera le théâtre « d'une bataille de titans », dit M. Daviault, le Bloc pouvant compter sur Yves Duhaime, qui a déjà représenté la région à l'Assemblée nationale, pour secouer la cage du premier ministre.

Quant au message de la campagne, il tournera essentiellement autour du rôle du Bloc comme défenseur des intérêts au Québec à Ottawa, avec, en sous-entendu, la promotion de la souveraineté. Loi antimotards, entente sur la formation de la main-d'oeuvre, engagement sur un amendement constitutionnel pour permettre la création de commissions scolaires linguistiques, autant de dossiers où, selon M. Daviault, le Bloc a forcé Ottawa à agir en faveur des intérêts du Québec.

ÉLECTEURS FIDÈLES

M. Daviault estime que les prévisions sur le nombre de sièges sont réalistes, parce que les assises de son parti reposent sur des partisans fidèles. « Le Bloc a le plus haut taux de fidélisation des partis fédéraux », clame-t-il. Ce taux atteindrait 80 % chez les électeurs bloquistes et de 65 à 70 % chez les libéraux. Conséquence: le vote pour la formation risque moins d'être influencé par les aléas de la campagne électorale.

Cette « fidélisation » ne vaut toutefois pas seulement pour les partisans du Bloc, elle vaut aussi, par la négative, pour ses opposants. En d'autres termes, il est difficile de songer à aller chercher de l'appui dans certaines parties de la population, nommément chez les anglophones et les allophones. M. Daviault le reconnaît et évalue à seulement 10 % la proportion du vote non francophone favorable à son parti.

VOTRE VÉHICULE VA SE FÂCHER SI VOUS ALLEZ AILLEURS

MISE AU POINT COMPLÈTE

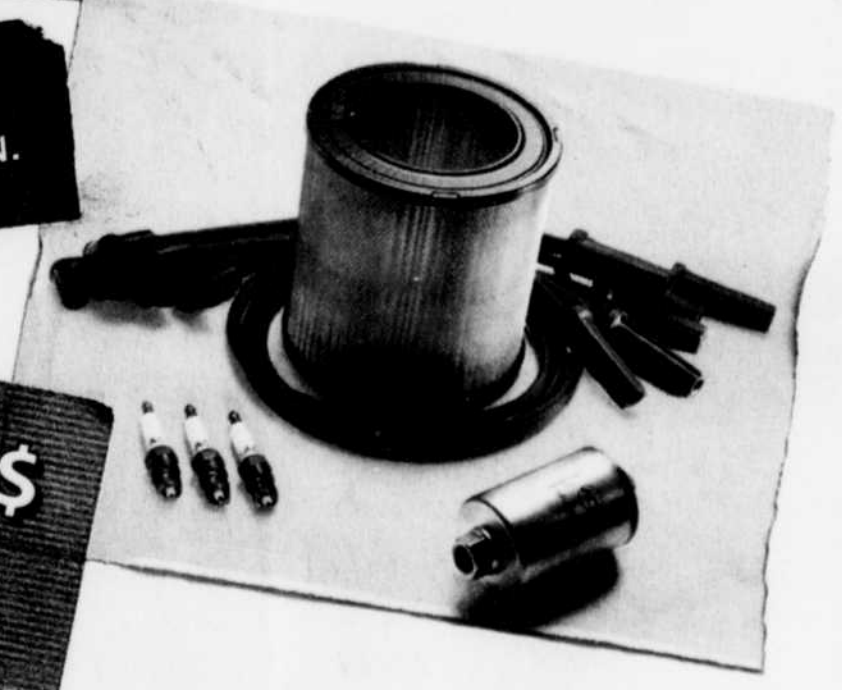
• Vérification par ordinateur.
• Remplacement des filtres à air et à essence.
• Remplacement des bougies.
Léger surplus pour les bougies platinées.

• 3 cyl. 119,95 $
4 cyl. 139,95 $
6 cyl. 159,95 $
8 cyl. 169,95 $

• VÉRIFICATION COMPLÈTE DU SYSTÈME D'ALLUMAGE, DU CIRCUIT DE CHARGE, DU CALAGE ET DU RALENTI.

• INSPECTION DES RACCORDS DE LA BATTERIE, DE LA TRINGLERIE DU VOLET D'ADMISSION, DU SYSTÈME D'INJECTION DU CARBURANT ET DE L'AJUSTEMENT DES COURROIES.

• INSPECTION VISUELLE DES VALVES R.G.E. ET R.G.C.
• NETTOYAGE DU VOLET D'ADMISSION.
• ESSAI ROUTIER.



3 cylindres 119,95$
PRIX SANS MAUVAISES SURPRISES

Service Goodwrench
Votre véhicule l'exige

Ces offres s'appliquent à la plupart des voitures et camionnettes GM. Prix en vigueur jusqu'au 31 décembre 1997. TPS et TVQ en sus. Voyez votre concessionnaire GM Service Goodwrench pour plus de détails. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre.
Pour connaître votre concessionnaire GM Goodwrench le plus près, composez sans frais : 1 800 463-7483.

CHEVROLET OLDSMOBILE GM Geo
PONTIAC BUICK GMC Cadillac GM

RÉFÉRENDUM

Plan secret du fédéral en cas de OUI

Le but : stabiliser les marchés financiers

OTTAWA (PC) — Le gouvernement fédéral avait mis au point un plan secret pour stabiliser les marchés financiers si les Québécois votaient OUI au référendum de 1995, a rapporté hier Southam News.

Le gouvernement refuse cependant de faire connaître ce plan, dans l'éventualité où les Québécois tiendraient un autre référendum.

Dans une lettre à Southam, le commissaire à l'information John Grace confirme que le ministère des Finances possède des « dossiers (...) qui contiennent des avis et des recommandations élaborés en 1995, prévoyant des stratégies en cas d'agitation sur les marchés boursiers à la suite d'un référendum sur l'avenir du Québec au Canada ».

M. Grace ajoute que le gouvernement a de bonnes raisons de ne pas faire connaître ces plans au public.

Parizeau avait fait de même

La lettre du commissaire à l'information est la première confirmation officielle que le gouvernement fédéral avait examiné les possibilités de stabiliser le dollar ou de protéger les investissements fédéraux si les résultats du référendum avaient créé des remous sur les marchés financiers. Des plans similaires avaient été mis au point par le premier ministre québécois de l'époque, Jacques Parizeau, qui avait reconnu que le gouvernement pourrait procéder à l'achat d'obligations du Québec et d'Hydro-Québec si les investisseurs internationaux se retiraient après un vote en faveur du OUI.

Dans une entrevue accordée à The Gazette peu après la déclaration de M. Parizeau, le ministre des Finances Paul Martin avait déclaré qu'Ottawa et Québec n'avaient coordonné, avant le référendum, aucun plan pour intervenir sur les marchés financiers. Lorsqu'on lui avait demandé si le gouvernement fédéral avait mis au point son propre plan, M. Martin avait répondu: « Si nous avions un plan, je ne vous le dirais pas. »

RACISME

Manning accuse les médias

RICHMOND HILL, Ont. (PC) — Preston Manning a accusé hier les médias de mener une chasse aux sorcières, après que de nouvelles questions liées au racisme eurent assombri sa campagne préélectorale dans le sud de l'Ontario.

« Si vous voulez vous lancer dans une chasse aux sorcières et poursuivre individuellement les candidats à partir de ces commentaires, libre à vous », a dit le chef réformiste.

« Nous avons un combat électoral à mener. Nous devons le mener sur les grandes questions qui préoccupent la majorité des Canadiens, comme l'emploi, l'impôt, la criminalité, l'unité du pays », a lancé M. Manning avec colère avant de sauter dans une voiture.

M. Manning, qui est d'un naturel plutôt calme, n'a pas apprécié qu'on lui parle des commentaires faits par Janice Lim, candidate du Parti réformiste dans Mississauga. Mme Lim, originaire de Singapour, a déclaré à un journal de Toronto que comme le député réformiste Bob Ringma, elle croyait qu'en affaires, il est préférable de garder les employés homosexuels ou noirs loin de la clientèle.

M. Manning a refusé de dire si des sanctions seraient prises contre la candidate. Il a précisé que le Parti réformiste et tous ses candidats croient que tous les Canadiens sont égaux et ne doivent faire l'objet d'aucune discrimination.

Pour tout savoir sur vos voisins

Des rôles d'évaluation municipale sur Internet

MARIE CAOUETTE
Le Soleil

■ QUÉBEC — **Des municipalités québécoises ont rendu accessibles, par le biais de leur rôle d'évaluation diffusé par Internet, des renseignements privés sur leurs contribuables.**

En plus de l'évaluation des propriétés, ces municipalités outaouaises livraient, en sus, l'identité des propriétaires, leur appartenance religieuse et le dossier de leurs relations avec la municipalité!

C'est un exemple de ce qui guette les administrations désireuses de suivre la mode Internet et de réduire rapidement les frais de consultation des rôles d'évaluation, sans prendre la peine de réfléchir aux conséquences, indiquait hier Paul-André Comeau, président de la Commission d'accès à l'information du Québec.

M. Comeau participait à une table-ronde organisée par l'Association de sécurité informatique de la région de Québec dans le cadre d'un colloque portant sur la sécurité des services aux citoyens livrés par Internet.

Les rôles d'évaluation sont du domaine public afin que les contribuables puissent en vérifier l'équité et la justice. Dans les faits, ce sont surtout des professionnels du milieu de l'immobilier qui les consultent, disait M. Comeau. Les citoyens sont-ils bien servis, eux, lorsque des données confidentielles sont sur Internet, s'interrogeait-il?

La confection d'un superfichier commercial sur les citoyens fait peur

Même les barrières érigées pour éviter le télé-chargement de données confidentielles sont « contournables » comme un citoyen de l'Oregon a pu le faire. L'individu a obtenu le fichier complet des conducteurs de l'État, rapportait M. Comeau, incluant les infractions et points de démérite de chacun; il a écrémé le fichier et remis sur le net les éléments concernant des gens connus...

Chez nous, c'est aussi la confection d'un superfichier commercial sur les citoyens que craint M. Comeau. Prenez l'identité des citoyens et les données socio-économiques du rôle d'évaluation, couplez avec les numéros de téléphone, ajoutez les données amassées par Statistiques Canada et identifiées à des zones postales et vous obtenez un portrait complet des citoyens, disait-il.

CONFIDENTIALITÉ GALVAUDÉE

Dans une mise en garde aux municipalités qui s'apprêtent à donner accès à leur rôle d'évaluation par le biais d'Internet, M. Comeau suggère d'éliminer le nom des propriétaires ainsi que toute autre donnée sensible. « Ce n'est pas une coquetterie d'intellectuel », précisait-il. Il faut que les administrations réfléchissent avant de poser des gestes qui creusent une brèche dans la vie privée des gens.

Il n'y a pas de vraie culture du respect de la confidentialité au Québec, renchérissait Me Daniel Jacoby, Protecteur du citoyen, dans un discours livré à ce colloque. Le texte a été lu par une collaboratrice du Protecteur qui ne pouvait être présent.

La fonction publique ne garantit pas actuellement au citoyen qu'il aura une relation sécuritaire avec l'État par le biais d'Internet. À l'appui de cette critique sévère du comportement de nombreux employés gouvernementaux, Me Jacoby citait que 15 000 policiers peuvent consulter et disséminer les renseignements du mégafichier du Centre du renseignement policier du Québec, que les dossiers fiscaux de certaines vedettes ont été examinés à répétition (632 fois par 171 personnes) par des curieux ou voyeurs, employés au ministère du Revenu.

Les fichiers de la SAAQ ne sont pas étanches, ni ceux de la RAMQ. Dans ces organisations, des employés peu scrupuleux ont violé les lois qui garantissent le respect de la vie privée et livré des secrets à des tiers. Dans un cas où un policier a utilisé illégalement une source à la RAMQ, l'affaire s'est même rendue en cour.

LE SOLEIL, RAYNALD LAVOIE
Paul-André Comeau

Qu'arrivera-t-il lorsque tous les fichiers gouvernementaux seront interconnectés et liés à des réseaux extérieurs, concluait Me Jacoby, qui souhaite que les employés de l'État soient mieux formés à cet égard?

FAITES VITE ET ÉPARGNEZ

NOUVEAU!!! CHEZ TI-FRÈRE
NE PAYEZ RIEN AVANT 6 MOIS*
ACHAT MINIMUM REQUIS DE 500$ TOUS LES DÉPARTEMENTS DÉTAILS EN MAGASIN
*sur approbation de crédit

L'UNIQUE MAXI CENTRE D'AUBAINES EN DÉCORATION

TI-FRÈRE PAYE TOUTES LES TAXES

LE PRO DE LA DÉCORATION

STORES
- Tringles supérieures, garanties à vie
- Meilleurs conseillers à Québec
- Dépositaire autorisé des marques reconnues: Levolor, Sol-R, Hunter Douglas, Shade-O-Matic

TOUS LES STORES VERTICAUX* fabriqués pendant que vous attendez**... SANS TAXES

TOUS LES STORES HORIZONTAUX* P.V.C. et ALUMINIUM grand choix de couleurs et grandeurs en stock SANS TAXES

TOUTES NOS TOILES* OPAQUES en stock plusieurs grandeurs disponibles SANS TAXES

TOUS LES PRODUITS HUNTER DOUGLAS HORIZONTAUX OU VERTICAUX: Stores en bois plissés • silhouette luminette • duette SANS TAXES

VENEZ VOIR LES PRODUITS SOL-R* SANS TAXES
L'EXPERT EN TOILES SOLAIRES
*Marchandise en stock seulement
** Stores verticaux seulement

PAPIER PEINT
TOUS LES ROULEAUX* et BORDURES* de papier-peint choix énorme de motifs et couleurs... JUSQU'À 5000 rouleaux en stock SANS TAXES
*Marchandise en stock seulement

SERVICE DE DÉCORATION À DOMICILE GRATUIT 681-6023
DÉCOREZ À DES PRIX DÉRISOIRES

COUVRE-PLANCHER
PLUS DE 100,000 V.C. D'AUBAINES EN STOCK
• Dépositaire autorisé des marques: Peerless, Coronet, Mannington, Queen, Armstrong
• Installation garantie faite par des experts • Meilleurs conseillers à Québec

TAPIS* COMMERCIAL Plus de 20 000 v.c. en stock. Nylon et polypropilène. Beau choix de couleurs en stock. À partir de seulement 4.99$ v.c.

TAPIS* SAXONY 100% nylon, anti-tache et anti-statique. Grand choix de couleurs. 10.99$ v.c. SANS TAXES

PRÉLARTS* SANS CIRAGE Mannington, Armstrong. Facile d'entretien. À partir de 9.99$ v.c. jusqu'à 49.99$ v.c. SANS TAXES

CARPETTES* Plus de 200 motifs et couleurs! Laine, nylon, polypropilène, acrylique. Anti-tache et facile à nettoyer. Grandeurs disponibles: 6' x 9' et 8' x 11'. PAYEZ et EMPORTEZ SANS TAXES

CHEMIN DE PASSAGE* Grand choix de motifs et de couleurs en magasin. PAYEZ et EMPORTEZ SANS TAXES

TAPIS TWIST* DE CORONET 18.99$ v.c. SANS TAXES COMPAREZ 21.99

TAPIS RÉSIDENTIEL* 100% nylon anti-tache et anti-statique COMPAREZ 18.99 v.c. EN SPÉCIAL 16.99$ v.c. SANS TAXES

VENEZ VISITER NOTRE NOUVEAU DÉPARTEMENT DE CÉRAMIQUE, DES RABAIS INCROYABLES VOUS Y ATTENDENT!

CÉRAMIQUE À PLANCHER FORMAT 12" X 12" À partir de 1.49$ SANS TAXES
FORMAT 13" X 13" valeur de 1.99$ PRIX SPÉCIAL 1.75$ SANS TAXES

CÉRAMIQUE À MUR FORMAT 4" X 4" À partir de 0.99 SANS TAXES
FORMAT 6" X 6" Comparez 1.99$ PRIX SPÉCIAL 1.19 SANS TAXES
FORMAT 6" X 8" d'une valeur de 2.99$ PRIX SPÉCIAL 1.99 SANS TAXES

CÉRAMIQUE ITALIENNE DE TRÈS BONNE QUALITÉ VALEUR DE 3.99$ FORMAT 13 X 13 AU PRIX SPÉCIAL DE 3.49$ SANS TAXES

TUILES SANS CIRAGE 1.3 mm DE TAÏWAN comparez 39.99$ 45 p.c. SANS TAXES

TUILES SANS CIRAGE 2.0 mm DE TAÏWAN comparez 59.99$ 30 p.c. SANS TAXES

*Marchandise selectionnée

215, boul. HAMEL, VANIER
Heures d'ouvertures:
Lundi, mardi, mercredi: 9h00 à 18h00.
Jeudi et vendredi: 9h00 à 21h00. Samedi: 9h00 à 17h00. Dimanche: 12h00 à 17h00.

LITERIE
DOUILLETTES, COUVRE-LITS, DRAPS, DUVETS, OREILLERS
- Confections garanties faites par des professionnelles
- Meilleures conseillères à Québec
- Dépositaire autorisé des marques: Sheftex, Lawrence, Cannon, Griffith

TOUTES LES DOUILLETTES* ET COUVRE-LITS* EN STOCK SANS TAXES

TOUTES LES SERVIETTES* EN STOCK SANS TAXES

ENSEMBLE DE DRAPS* EN STOCK SANS TAXES

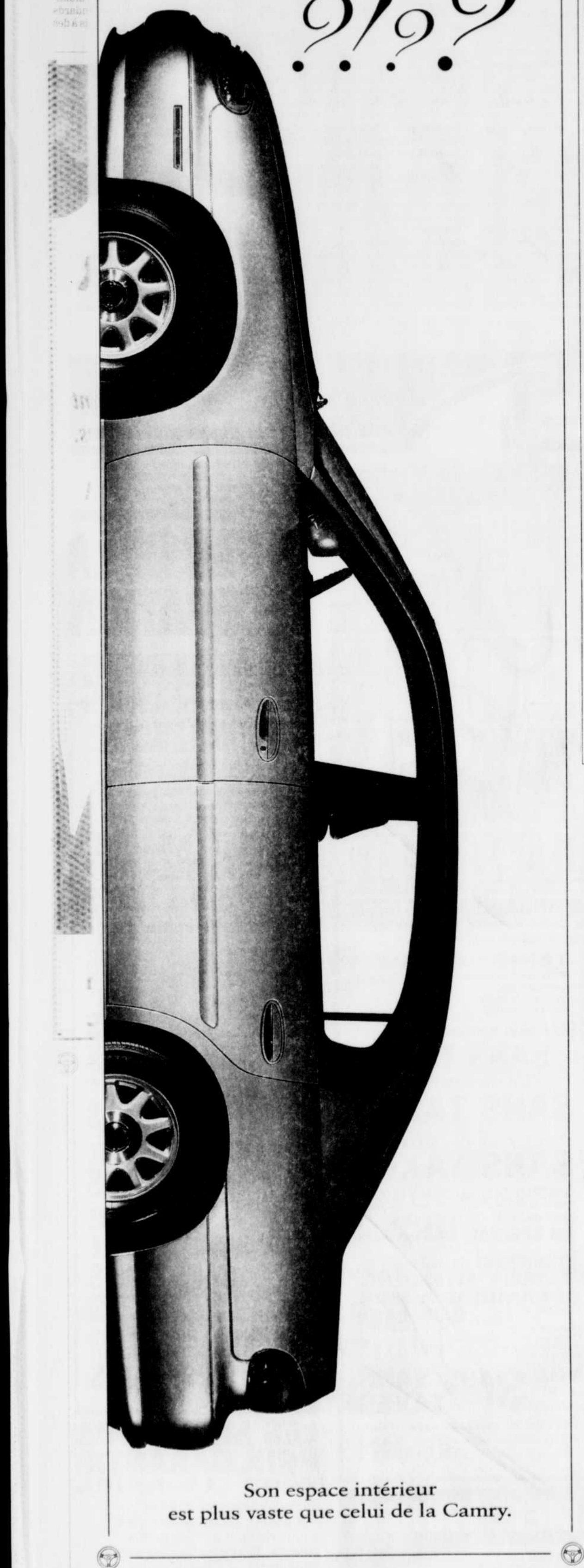
TOUTES NOS COUETTES* ET NOS DUVETS* EN STOCK SANS TAXES

RIDEAUX* DE DOUCHE EN STOCK SANS TAXES

TOUS LES TISSUS SUR COMMANDE SPÉCIALE SANS TAXES

PEINTURE
PEINTURE* CROWN DÉCOR DE CROWN DIAMOND BEAU CHOIX DE COULEURS MODE SANS TAXES
*Marchandise en stock seulement

LES MEILLEURS PRIX GARANTIS TOUS LES JOURS
Si vous trouvez un meilleur prix pour le même produit dans n'importe quel autre magasin ailleurs, Ti-Frère s'engage à vous rembourser la différence plus 10% de la différence.



Son espace intérieur
est plus vaste que celui de la Camry.

LE SOLEIL, JEAN-MARIE VILLENEUVE

« Je ne vois pas les sectes d'un mauvais oeil », est venue témoigner Jacinthe Dusseault, étudiante qui a appartenu un temps à un groupe sectaire.

Pas une anomalie

Les sectes ne sont pas le fait d'individus décrochés, disent des spécialistes

MONIQUE GIGUÈRE
Le Soleil

■ SAINTE-FOY — Les sectes ne sont pas une anomalie. Elles ne sont pas le fait d'individus décrochés de l'actualité, mais de gens en continuité culturelle avec leur milieu, avec l'essentiel de l'imaginaire chrétien.

Devant à peine une quinzaine de personnes dans le petit amphithéâtre du cégep de Sainte-Foy, le spécialiste des nouveaux groupes religieux, Alain Bouchard, a soutenu, cette semaine, que contrairement à l'opinion populaire, les sectes ne sont pas le fait d'individus tombés sous le charme d'un gourou, mais un phénomène social, normal, traditionnel. « Ce sont des gens imprégnés par une culture, une atmosphère métaphysique, qui ont trouvé un lieu où s'épanouir. »

Bien connu pour ses idées avant-gardistes et souvent controversées sur les nouveaux phénomènes religieux, Alain Bouchard, qui participait à une table ronde avec trois autres panélistes, Hélène Bonnelli, psychologue, Jacinthe Dusseault, étudiante, et Marcel Pellerin, animateur de pastorale, a déclaré que ce qui était dangereux dans les sectes, c'était la dérive. « À l'origine, les gens sont pleins de bonnes intentions. Le groupe se développe, puis une dérive commence. On parle de soucoupes volantes et d'extraterrestres à aller rejoindre », a-t-il dit dans une allusion aux 39 adeptes de la « Porte du paradis » qui, le 26 mars, se sont suicidés dans une villa de Rancho Santo Fe, en Californie, pour embarquer dans un ovni et être réincarnés sur une autre planète.

Le danger est dans la dérive

Les suicides collectifs, aux yeux du professeur de religions, c'est le résultat de croyances poussées à l'extrême. « Ces gens rejoignent les martyrs chrétiens et les intégristes musulmans. Ils s'inscrivent dans la dynamique religieuse qui a cours depuis le début de l'humanité », prétend Alain Bouchard qui a rappelé Massada où, en 70 apr. J.-C., les Juifs se sont suicidés plutôt que de tomber entre les mains des Romains.

La psychologue Hélène Bonnelli, de son côté, croit que « le suicide peut devenir une sorte d'idéal à atteindre » pour le membre en quête d'identité et de sens. « Le besoin d'appartenance serait un facteur puissant dans la popularité des sectes », a avancé celle qui a abordé le phénomène sous l'angle de la motivation.

Hélène Bonnelli a émis l'hypothèse qu'en cette « période éclatée où il n'y a plus rien de certain », les sectes pouvaient servir de substitut à la famille.

UNE QUESTION DE FEELING !

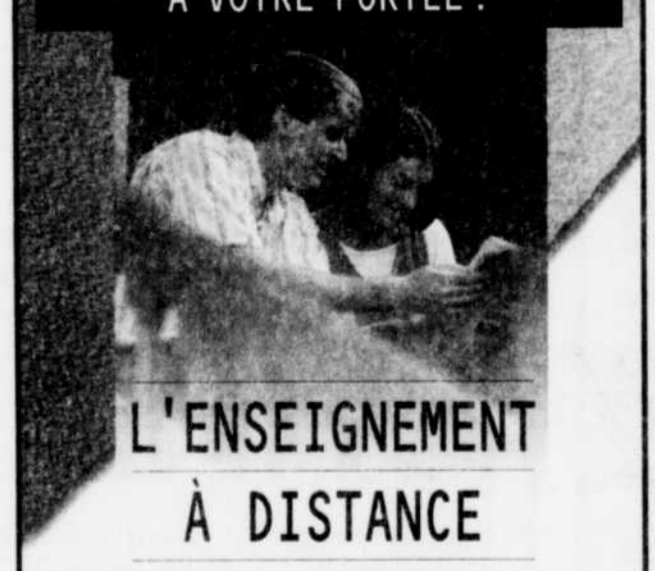
Jacinthe Dusseault, une cégépienne de 20 ans, qui a appartenu un temps à un groupe sectaire à l'intérieur de la religion catholique, a parlé de façon positive de son expérience. « Je ne vois pas les sectes d'un mauvais oeil, a témoigné celle qui préfère au terme secte celui de groupe de cheminement. À l'époque, je me sentais mise de côté au cégep. L'église catholique, c'était trop grand, trop vaste, trop froid. J'avais besoin de contacts plus personnels, de gens qui ne me jugent pas. C'était très sécurisant. »

Analyse non contestée par l'abbé Marcel Pellerin qui a reconnu que les grandes églises devaient trouver un langage nouveau pour répondre aux besoins de la société actuelle.

Bref, les sectes n'ont ni malmenées, ni anathémisées. Et leur explosion a été contestée. « Il n'y a pas 2 % de la population mondiale qui adhère à des sectes, a corrigé Alain Bouchard. L'explosion à laquelle on assiste, c'est celle de l'athéisme. Les sectes, c'est minoritaire. Des poussières ! »

Pour le spécialiste des nouvelles religions, il est presque impossible d'évaluer les groupes potentiellement religieux. « C'est une question de *feeling*, a-t-il dit. Une conversion, c'est un coup de foudre ! »

UN MONDE DE CONNAISSANCES À VOTRE PORTÉE !



L'ENSEIGNEMENT À DISTANCE

Administration scolaire
ADS-13852 Le système scolaire du Québec I (3 cr.) (5 mai au 22 juin)

Anthropologie
ANT-14558 Introduction à l'anthropologie (3 cr.) (5 mai au 22 juin)
ANT-15230 Films ethnographiques/ Peuples de la terre (3 cr.) (5 mai au 22 juin)
ANT-16930 Vieillir à travers le monde (3 cr.) (5 mai au 22 juin)

Arts visuels
ARV-14628 Communication- marketing (3 cr.) (5 mai au 3 août)

Cinéma
CIN-15893 Le cinéma populaire américain (3 cr.) (5 mai au 22 juin)

Droit
DRT-18943 Droits et libertés de la personne (3 cr.) (5 mai au 22 juin)
DRT-19212 Dimension juridique de l'entreprise (3 cr.) (5 mai au 20 juillet)

Français
FRN-19617 Grammaire et rédaction (3 cr.) (5 mai au 3 août)

Géographie
GGR-10564 Introduction à la carte du monde (3 cr.) (5 mai au 22 juin)

Géologie
GLG-18751 Planète Terre (3 cr.) (5 mai au 3 août)

Informatique
IFT-10541 Structures de données (3 cr.) (5 mai au 20 juillet)
IFT-17783 Initiation à l'informatique (3 cr.) (5 mai au 22 juin)

Journalisme
JOU-15880 Information internationale (3 cr.) (5 mai au 22 juin)

Management
MNG-11884 Processus de management (3 cr.) (5 mai au 20 juillet)
MNG-15077 Comportement organisationnel (3 cr.) (5 mai au 20 juillet)

Marketing
MRK-19222 Principes et décisions de marketing (3 cr.) (5 mai au 20 juillet)

Médecine
MED-11535 Santé et sécurité au travail: notions de base (3 cr.) (5 mai au 22 juin)

Sciences comptables
CTB-13528 Éléments d'analyse financière (3 cr.) (5 mai au 20 juillet)

Sciences et technologie des aliments
STA-19338 Contaminants alimentaires (3 cr.) (5 mai au 20 juillet)

Sciences infirmières
SIN-17836 Système de santé québécois (3 cr.) (5 mai au 22 juin)

INSCRIPTION IMMÉDIATE

Les étudiants et étudiantes des autres universités québécoises peuvent s'inscrire par entente interuniversitaire.

FORMATION CONTINUE
UNIVERSITÉ LAVAL

BUREAU DE L'ENSEIGNEMENT À DISTANCE
Pavillon Louis-Jacques-Casault (5733)
(418) 656-7883
(frais virés acceptés)
ou 1 800 561-0478, poste 7883
Télécopieur : (418) 656-3876
Adresse électronique : bed@dgfc.ulaval.ca

LE SAVOIR DU MONDE PASSE PAR ICI
www.ulaval.ca

30 ans avec Jeep Eagle
30 ans
Vente Service Pièces
30 ans avec Plymouth Chrysler
Expérience... Choix...
Service de qualité
Personnel compétent

LOCATIONS à PETITS PRIX

#70643
Néon HL Expresso
2 portes, 5 vitesses, moteur 150 ch., noir, radiocassette AM/FM de catégorie supérieure
299 $*/mois tout compris
* Location clé d'or, 30m, 20 400 km/an, km excédentaire 0,09¢. Transport, préparation et taxes inclus.

JEEP T.J. 1997 # 70752
Toit souple, manuel 5 vitesses, servodirection
* Location Clé d'Or 36 mois, 20 400 km/an, km excédentaire 0,09$. Transport et préparation inclus, taxes en sus.

Comptant	Mensualité
2279$	299$*
1139$	329$*
0$	363$*

mystère — L'équipe d'experts à Québec
STE-FOY PLYMOUTH CHRYSLER
JEEP EAGLE CAMION DODGE
2025, rue Jean-Talon Sud (Charest Ouest)
682-2025

DÉPARTS À LA RETRAITE EN SANTÉ

Des millions $ nécessaire pour éviter le chaos, estime la FTQ

■ MONTRÉAL (PC) — Le gouvernement devrait injecter des ressources financières d'appoint pour faciliter la période de transition devant toucher le secteur de la santé en juin et juillet prochains en raison du départ à la retraite de milliers de salariés de ce secteur, estime la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ).

Henri Massé

17 500 employés partiront en juin et juillet

« Il faut que le gouvernement injecte quelques dizaines de millions $ pour s'assurer qu'il n'y ait pas de crise à l'urgence ou dans un service d'obstétrique, ce qui pourrait se produire dans des établissements opérant depuis longtemps et où l'équipe d'obstétrique est plus âgée.

« À ces endroits, les responsables des ressources humaines pourraient se doter de personnel temporaire », a fait valoir, hier, en conférence de presse, Claude Généreux, président pour le Québec du Syndicat canadien de la fonction publique.

M. Généreux et d'autres dirigeants syndicaux ont profité de l'occasion pour dénoncer les propos tenus au cours des derniers jours par les régies régionales de la santé, l'Association des hôpitaux du Québec (AHQ) et les administrateurs d'établissements hospitaliers, voulant que les dernières compressions annoncées par le ministre Rochon découlent des ententes intervenues il y a quelques mois entre le gouvernement et les syndicats.

« Il faut avoir du front. On a négocié avec des menaces du gouvernement pour éviter d'avoir une crise politique majeure, pour éviter l'imposition de coupes unilatérales dans l'ensemble du réseau.

« On trouve odieux que certains disent que le problème des compressions découle de l'entente avec les syndicats », a fait valoir le secrétaire général de la FTQ, Henri Massé.

« Nous suggérons à l'AHQ et aux régies régionales d'exiger l'injection d'argent nouveau, ne serait-ce que sur une base ponctuelle, pour passer à travers la période de transition. Faire partir 17 500 personnes, on ne peut pas dire que cela ne causera aucune perturbation », a-t-il ajouté.

« Il y a des mesures temporaires à prendre. Le gouvernement a une responsabilité et doit permettre l'embauche d'une main-d'oeuvre supplémentaire, le temps de réorganiser le travail », a renchéri M. Généreux.

À la FTQ, on estime que les concessions syndicales faites l'hiver dernier pour alléger la mécanique de supplantation du personnel devraient permettre de faciliter les choses aux administrateurs, « de faire en sorte que le chaos ne s'éternise pas », a dit M. Généreux.

Ce dernier s'attend à ce que le processus de supplantation ne dure pas plus que trois mois au lieu de 18 mois auparavant.

La Société des casinos blâmée pour son indiscrétion

HULL (PC) — Les pratiques sexuelles et les habitudes alimentaires de leurs employés ne font plus de secret pour la direction du Casino de Hull. Ce genre de questions, auxquelles devaient répondre les prétendants à l'un des 1000 emplois de la maison de jeu, a fait l'objet d'un blâme de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.

« Un groupe d'employés nous a approchés car plusieurs questions sur certains aspects de la personnalité, de la vie des gens leur apparaissaient suspectes », a déclaré Claude Filion, président de la Commission.

La Commission a émis « un avis de blâme à Société des casinos du Québec », en février, l'invitant à modifier ses pratiques dans les trois casinos de la province, à Hull, Montréal et La Malbaie. M. Filion ne pouvait dire si des correctifs ont été apportés depuis.

Porte-parole de la Société des casinos du Québec, Patrice Tardif a déclaré qu'un tel blâme aurait plutôt dû s'adresser à la Régie des loteries et courses du Québec, qui a vu à la création des maisons de jeu au Québec ainsi qu'aux conditions d'embauche.

Il n'a pas nié que les ressources humaines posaient des questions déplacées. « Nous utilisons ces formulaires depuis 1993, ce sont des standards dans l'industrie qui ont été soumis à des firmes spécialisées. »

GRANDE VENTE
jusqu'au 4 mai 97 inclusivement
DE PLANTES D'INTÉRIEUR
Les Floralies se continuent au centre jardin Hamel!
Nous vous offrons un choix impressionnant de plantes d'intérieur et de potées fleuries.
UN ENCHANTEMENT POUR LES YEUX!
Économisez de 10 % à 50%
Fougère, pot de 8" rég. : 16,99 $ SPÉCIAL : 8,23 $
Palmier Chamaedorea, pot de 10" rég. : 24,99 $ SPÉCIAL : 12,47 $
VOUS TROUVEREZ AUSSI EN VENTE :
• POTHOS • LIERRE • MINI-VIOLETTE
• SCHEFFLERA • PALMIER • CROTON
• YUCCA • DRACAENA • SPATHIPHYLLUM
ET BIEN D'AUTRES...
PROCUREZ-VOUS UN SOUVENIR INOUBLIABLE DES "FLORALIES INTERNATIONALES"
VISITE GUIDÉE SUR VIDÉOCASSETTE AVEC GAËTAN HAMEL 14,99 $
REMPOTAGE GRATUIT À L'ACHAT D'UN PLANTE ET D'UN POT
INTERNET : jardinhamel.com
ANCIENNE-LORETTE, 6029, boulevard Hamel, Ancienne-Lorette
HALLES DE SAINTE-FOY, 2500, des Quatre-Bourgeois, Sainte-Foy
RIVE-SUD, 4800, boulevard de la Rive-Sud, Lévis
BEAUPORT, 1350, boulevard des Chutes, Beauport
CHARLESBOURG, 1169, 80e rue Est, Charlesbourg
centre jardin HAMEL

LE VRAI BAS PRIX D'USINE!
Pentium 150 Mhz
Ultraperformance!
1499$
Carte mère Gigabyte
437 VX-512 Ko
16 Mo EDO-CDROM 12X
Souris Microsoft PS-2
Disque dur 1.3 Go ultrasilencieux 11 ms
Fax/Modem/Voix 33.6 MAGITRONIC
Carte son 16 bits effets 3D
Caisses de son 60 W
Carte vidéo ATI 2 Mo
Écran 15" MAGITRONIC .28 mm NI
ASSISTEZ AU MONTAGE DE VOTRE PC!
ACHETEZ VOTRE PC AU MEILLEUR PRIX!
Info Click «NOUS BATTONS TOUS LES PRIX»
(FACE AU ROND POINT GM)
57, DELISLE, LÉVIS 838-9959

Elle est la seule voiture de sa catégorie
à posséder des panneaux d'acier galvanisé des deux côtés.

Des millions $ pour protéger le fleuve

Les villes soumises au principe d'utilisateur-payeur dès novembre

Michel Corbeil
Le Soleil

■ QUÉBEC — D'ici l'an 2000, les villes qui se serviront du fleuve comme dépotoir à neige devront verser des compensations, qui totaliseront plusieurs millions de dollars, dans les coffres du gouvernement du Québec.

Un décret, publié cette semaine dans la Gazette officielle du Québec, confirme l'intention du ministre de l'Environnement, David Cliche, d'interdire à compter de novembre 1997 le déversement de neiges usées dans les cours d'eau de la province, y compris, évidemment, dans le Saint-Laurent.

Le projet de règlement laisse entendre qu'une permission spéciale sera accordée aux municipalités qui n'ont pas encore aménagé de dépotoirs spéciaux filtrant la pollution de la neige ramassée le long des routes. Or, pour bénéficier de ce privilège, les autorités municipales devront y aller d'un dédommagement qui n'apparaît pas encore dans le projet de règlement.

Les redevances, qui ne peuvent dépasser un million $ par an, seront fixées en fonction de la taille de la ville, de sa richesse et du tonnage destiné aux cours d'eau. Le montant prévu pour aménager le dépotoir en règle fait aussi partie des éléments du calcul.

Selon nos informations, pour Montréal, si elle déverse autant de neige dans le fleuve qu'en 1995, ce sera le maximum de un million $. À Trois-Rivières, où les édiles ont fait campagne pour continuer de se servir du fleuve comme « dompe à neige », ce serait 400 000 $. À Jonquière, la facture atteindrait 275 000 $, toujours dans l'hypothèse où elle jetterait autant de neige qu'en 1995, dans la rivière. À Shawinigan, ce serait 100 000 $.

À la direction des politiques du secteur municipal de l'Environnement, Jean-Maurice Latulipe rapporte que 67 municipalités, importantes pour la plupart, n'ont toujours pas d'installations conformes. Les dédommagements ont pour objet de les inciter à se doter des équipements nécessaires, mais aussi d'assurer l'équité avec une ville comme Québec.

Cette dernière s'est pliée à l'avance à une politique qui devait initialement entrer en vigueur en 1995. Les aménagements lui ont coûté 2,7 millions $, sans compter une note annuelle de 160 000 $ en frais de fonctionnement.

LE SOLEIL, RAYNALD LAVOIE

67 municipalités n'ont toujours pas d'installations conformes.

UNIPNEU
"Mieux qu'ça, ça s'peut pas!"
YOKOHAMA
LES SUPERFORMANTS.
AEGIS LS4
• Excellente tenue de route spécialement dans les courbes et lors des freinages.
• Roulement silencieux.
• Garantie de 130 000 km contre l'usure de la semelle.*
PROTECTION CONTRE LES RISQUES ROUTIERS
*Voir votre marchand pour les détails.
Ouvert samedi de 8h à midi
Y a du SERVICE dans l'air!
PNEUS RATTÉ INC.
103, 3e Avenue, Québec
529-5378
UNIPNEU
LA SÉCURITÉ sans compromis

Pour souligner notre 25ième anniversaire de fondation, nous vous invitons à une
PORTE OUVERTE
le dimanche 4 mai 1997,
de 13h00 à 15h00,
au 693 rue Nérée-Tremblay à Sainte-Foy.
Visite guidée, musique classique et léger goûter sont au rendez-vous.
Pour de plus amples informations
(418) 688-2411

LES DÉJEUNERS-CONFÉRENCES

Fernand Guy Girard
Vice-président principal, forêts et scieries Donohue inc.
LE CERCLE D'AFFAIRES DESBLEUETS DE QUÉBEC
DATE
Le mardi 29 avril 1997
À 7h15
LIEU
Université Laval
Pavillon Alphonse-Desjardins
Salon Le Cercle, 4e étage
COÛT
15$/personne
Renseignements :
Julie Paquet (418) 626-1688

?!?!

Son habitacle est plus silencieux que celui de la Mercedes C220.

LES RELATIONS DE PRESSE EN CRISE
Société des relationnistes du Québec inc.
Région de Québec
Conférenciers invités
Robert Langdeau, directeur de l'information à TVA-Télé 4
André Forgues, directeur de l'information au quotidien Le Soleil
Éric Tétreault, ancien correspondant de la Presse Canadienne sur la Colline parlementaire
André Chapleau, directeur des services de presse et d'information Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec
Major Marc Rouleau, relationniste Forces armées canadiennes
Coûts: Étudiants membres: 35$ Étudiants non-membres: 45$ Membres: 75$ Non-membres: 90$ Ces prix incluent le repas du midi et le stationnement
DATE: le vendredi 2 mai 1997
HEURE: de 8 h 30 à 16 h 30
LIEU: Pavillon La Laurentienne Université Laval
Réservez avant le 30 avril 1997 au (418) 658-6755
Cette activité est rendue possible grâce à la participation de
Verge Lebel communication

SOMMET ÉCONOMIQUE DE 96

Loin de la manne d'emplois annoncée

■ MONTRÉAL (PC) — Les chiffres étaient importants: 20 000, 30 000, 40 000 emplois, disaient-ils lors du Sommet sur l'économie et l'emploi d'octobre dernier. Six mois plus tard, pourtant, les emplois se font rares.

En menant une enquête rapide auprès d'une douzaine de promoteurs et d'organismes soutenant des projets annoncés au Sommet, il appert qu'il sera difficile d'atteindre le seuil de 5000 postes créés, 12 mois après l'encan virtuel de l'emploi.

Lundi, le premier ministre Bouchard rencontrera à Montréal les responsables des différents chantiers du Sommet: économie sociale, entreprise et emploi, entrepreneurship local et régional ainsi que la relance de la métropole. On fera le point sur les 89 projets prêts à démarrer ou ayant fait l'objet d'un accord de principe du gouvernement lors du Sommet. Ce sera « un bilan assez positif », indique-t-on au bureau du premier ministre.

Cependant, outre le succès du projet sur les Centres d'appels et malgré quelques annonces récentes qui seront rappelées à notre attention lundi, plusieurs projets éprouvent de la difficulté à démarrer.

La majorité des projets implique une participation gouvernementale et, dans bien des cas, les sommes pressenties sont réduites ou inexistantes depuis le dépôt du budget Landry.

En outre, des obstacles administratifs et juridiques surgissent souvent à diverses étapes de la préparation des projets, sans parler des problèmes d'arrimage qui surviennent inévitablement lorsque plusieurs organismes gouvernementaux ou sans but lucratif, entreprises privées et publiques, ministères et groupes communautaires doivent travailler ensemble pour mener à bon port une idée, une étude de faisabilité, une subvention.

Tous ces obstacles viennent inévitablement ralentir le processus et ajouter aux nombreuses heures de travail que des promoteurs et des organismes, souvent communautaires, ont accordées à des projets depuis six mois et plus, puisque plusieurs projets soumis au Sommet sur l'économie et l'emploi existaient depuis des années.

« On croise les doigts et on fait preuve de confiance », s'exclame Jacques Gauvin de la Conférence des coopératives forestières du Québec. Ce sentiment résume bien la situation sur le terrain auprès d'organismes qui doivent, dans certains cas, se contenter de demi-victoires depuis le Sommet.

Les coops forestières soutenaient deux projets importants en octobre. L'un d'eux est sur le point de donner ses premiers fruits, l'autre a dû être mis de côté, mais, dans les deux cas, ce ne saurait être la manne du côté de l'emploi.

Dans le projet d'expérimentation de coupes d'éclaircies commerciales, les promoteurs sont en train de mettre les dernières virgules à une entente-cadre qui sera envoyée à 200 entrepreneurs et une trentaine de coops. Les travaux devraient démarrer cet été.

La loi sur le tabac officiellement sanctionnée

MONTRÉAL (PC) — La loi controversée sur le tabac a reçu la sanction royale hier après-midi, et Ottawa a refusé d'en suspendre temporairement l'exécution, comme le suggérait la juge Danielle Grenier, de la Cour supérieure.

Ottawa s'engage par contre à suspendre toute poursuite qui pourrait être intentée dans les jours qui viennent, en attendant que la juge Grenier rende son jugement.

Ottawa refuse d'en suspendre temporairement l'exécution, tel que le voulait la juge

La juge Grenier dira mardi si elle accorde le sursis que demandent les trois géants de l'industrie du tabac. Les trois manufacturiers veulent que la loi ne soit pas appliquée tant qu'on n'aura pas décidé de sa constitutionnalité, un débat qui prendra plusieurs mois.

Les trois sociétés estiment que l'inconstitutionnalité de la nouvelle loi antitabac est tellement grossière, et ses conséquences tellement importantes, qu'un sursis est nécessaire.

Les trois géants du tabac (Imperial Tobacco, Rothmans, Benson & Hedges et RJR-Macdonald) sont représentés chacun par une équipe de plusieurs avocats réputés et disposent de plusieurs porte-parole.

Le procureur général a délégué deux avocats du ministère. Les chances d'obtenir un sursis immédiatement sont minces parce qu'une loi est toujours présumée constitutionnelle.

Les manufacturiers plaident que la Cour suprême, en invalidant des dispositions de l'ancienne loi sur le tabac, en 1995, a déjà donné une réponse: plusieurs articles interdisant la promotion des produits du tabac paraissent contrecarrer la liberté d'expression reconnue aux individus comme aux sociétés commerciales.

Ottawa réplique que la loi tient compte des enseignements de la Cour suprême. La juge Grenier a d'ailleurs exigé pour lundi un tableau comparatif de l'ancienne loi et de la nouvelle, et des commentaires de la Cour suprême.

S'il en ressort qu'Ottawa s'essaye à nouveau avec des mesures déjà jugées inconstitutionnelles, alors les manufacturiers ont une chance d'obtenir leur sursis.

Le Vérificateur général s'en prend de nouveau au gouvernement fédéral

OTTAWA (PC) — Pour la deuxième fois depuis l'automne dernier, le Vérificateur général du Canada a adressé des reproches au gouvernement, qu'il a accusé d'avoir enfreint ses propres règles comptables.

Dans une déclaration qu'il n'a pas présentée parce que trop peu de députés assistaient à la reunion prévue du comité des comptes publics, Denis Desautels exprime son désaccord avec le gouvernement, qui a inscrit dans ses états financiers de l'an dernier la somme de 800 millions $ accordée à la Fondation canadienne pour l'innovation.

La Fondation, qui a été annoncée dans le budget de février, doit être indépendante du gouvernement et fournir des fonds aux institutions d'enseignement et aux centres de recherche hospitaliers.

Dans les observations qu'il destinait mercredi au comité des comptes publics, le Vérificateur général souligne que la fondation n'existait pas au 31 mars 1997 et qu'elle n'existe toujours pas aujourd'hui.

M. Desautels dit que dans sa prochaine vérification, il examinera tous les documents relatifs à la création de la fondation. La comptabilité, dit-il, semble refléter ce que l'État a l'intention de faire, plutôt que ce qu'il peut faire.

Tirage de la Fondation de l'Hôpital du Saint-Sacrement sous la présidence d'honneur de madame Christiane Germain
Présidente de Développements Germain-des-Prés
Fondation RENAUD-LEMIEUX
MAISONNEUVE CITF
UN GRAND CHEROKEE
POUR 10 $
Au profit de la Clinique des maladies du sein du Pavillon Saint-Sacrement

Grand Cherokee «Laredo» 1997
Valeur de 42 100 $ ou 25 000 $ en argent
Tirage le 5 juin 1997, à 12h, au Pavillon Saint-Sacrement, 1050, chemin Ste-Foy, Québec
Émission : 12 500 billets
Tirage sous la surveillance du Groupe Mallette, comptables agrées
Licence no 29076-97
Prix du billet : 10 $
Remplissez le coupon ci-joint et retournez-le avec votre paiement à l'adresse suivante :
1050, chemin Ste-Foy, Québec, G1S 4L8 Tél.: 682-7717
Nom :
Adresse :
Ville : Code postal : Tél:.
Mode de paiement : chèque mandat-poste Visa Master Card
Numéro carte de crédit : Date d'échéance :
Master card (code de sécurité) : _____
Signature :
S.V.P. libellez votre chèque ou votre mandat-poste à l'ordre de la Fondation de l'Hôpital du Saint-Sacrement

Avant de plonger, consultez donc un Maître piscinier !
rien à payer avant 1998

Les piscines Jean Desjoyaux
Aqua Leader
20$ par mois*
39$ par mois*
Les piscines creusées du Maître piscinier mc
Le Maître piscinier est fier de vous offrir ce qui se fait de mieux dans l'industrie de la piscine creusée... la piscine de Jean Desjoyaux avec son coffrage exclusif en béton.
Avant d'acheter une piscine creusée, consultez donc un Maître piscinier!
89$ par mois**
Les piscines hors terre du Maître piscinier mc
La décision de vous acheter une piscine représente un investissement important. Seul un Maître piscinier possède toutes les connaissances pour bien vous conseiller. Voyez la gamme de piscines Aqua Leader des aujourd'hui. Avant d'acheter une piscine hors terre, consultez donc un Maître piscinier!
Maître piscinier mc
Informez-vous de notre programme Aqua-plan Maître piscinier
«Exigez le Maître piscinier !»
rien à payer avant 1998
Pour une réponse rapide à toutes vos questions, consultez un Maître piscinier sur l'Infoligne!
PISCINES ET PATIOS DU QUÉBEC inc.
355, rue Marais
Vanier (Québec) 683-7777

IMMERSION ANGLAISE
HORS QUÉBEC
CAPE COD É.U.
NEW HAMPSHIRE É.U.
ONTARIO
La Québécoise

YMCA QUÉBEC Fondé en 1854
au ♥ des jeunes, au ♥ de l'été '97
ANGLAIS et ... SKI NAUTIQUE • TENNIS • VOILE
PLANCHE À VOILE • HÉBERTISME AÉRIEN
TIR À LA CARABINE • KAYAK • BASKET-BALL • ARTS
• Départs de Québec via Montréal ou Sherbrooke, selon la destination
• Jeunes de 10 à 16 ans, selon le site • Accompagnateurs bilingues
Venez nous rencontrer au
SALON DES CAMPS YMCA
aux
GALERIES de la CAPITALE
FACE À L'ENTRÉE DU MAGASIN SIMONS
du 24 au 27 AVRIL 1997
INSCRIPTION sur place
LE SOLEIL
527 . 2518 522 . 0800 523 . 4020 1 . 800 . YMCA . ÉTÉ

?!?!?
La meilleure voiture de l'année selon Motor Trend.

EN BREF

BETSIAMITES

Les chefs de police autochtones se regroupent

Les directeurs de police des premières nations ont décidé de se regrouper pour former l'Association québécoise des chefs de police des premières nations. Réunis en colloque à Montréal cette semaine, une trentaine d'entre eux ont mis sur pied la nouvelle association, qui aura pour président le directeur de la sécurité publique de la communauté montagnaise de Betsiamites, Réginald Rock. L'association verra notamment à assurer le développement professionnel de ses membres et à améliorer la formation des policiers autochtones. (PC)

L'AN 2000

50 millions pour mettre les pendules de l'État à l'heure

Tout le matériel informatique sera adapté

MICHEL CORBEIL
Le Soleil

■ QUÉBEC — Il en coûtera au moins 50 millions $ aux contribuables pour que le gouvernement du Québec mette ses pendules à l'heure de l'an 2000.

Une opération qui devrait créer 500 emplois

C'est ce que laisse entendre le Conseil du trésor au sujet des travaux bientôt enclenchés pour adapter le matériel informatique des ministères et organismes publics au saut dans le troisième millénaire.

Dans un communiqué de presse, le président du Conseil du trésor, Jacques Léonard, évalue à environ 50 millions $ la facture de cette opération. L'évaluation vaut pour les 140 organismes publics.

Elle pourrait être conservatrice, si on se fie à des certains faits. La Société de l'assurance-automobile du Québec a déjà octroyé le contrat pour la conversion de ses équipements informatiques. Il est de 4,7 millions $. Il y a quelques mois, Hydro-Québec avait déclaré qu'elle prévoyait dépenser une vingtaine de millions $ pour y parvenir.

Le chiffre de 50 millions $ est très approximatif, indique l'attaché de presse du ministre Léonard, le diagnostic sur ce qu'il y a à faire n'étant pas complété. « Il fallait agir rapidement », poursuit M. Pierre-Jude Poulin.

« Nous ne sommes pas en avance. Il faut que tout soit réalisé au moins un an à l'avance. Il faut que les systèmes soient testés pour que ça ne saute pas quand on en aura besoin », au matin du premier janvier de l'an 2000.

Québec se console en soutenant qu'il créera par la même occasion 500 emplois. Le ministre Léonard a indiqué, en effet, que les cinq fournisseurs retenus, dont IBM et DMR, se sont engagés à créer un poste pour chaque tranche de 100 000 $ en contrats.

Il y a quelques jours, le gouvernement du Québec a publié un décret pour autoriser les organismes à ne pas recourir aux appels d'offres habituels pour régler le « problème majeur » de l'arrivée de l'an 2000. Ils sont invités à s'en remettre à la liste des cinq fournisseurs pour s'occuper du dossier « impératif et incontournable (...) qui concerne la codification des données reliées aux zones de date. Toute altération ou perte de banques d'information électroniques (...) ou de systèmes de technologies de l'information pourrait mettre en péril la capacité de l'État de maintenir ses services. »

L'appel d'offres, lancé en novembre pour désigner les compagnies, précise que « l'an 2000, en raison du nombre de zéros qu'il contient, crée un problème au niveau du matériel de traitement de l'information et des systèmes d'exploitation, particulièrement au niveau de l'horloge de l'ordinateur. » Le problème ne se trouve évidemment pas qu'au gouvernement du Québec. Il est planétaire et certains estiment qu'il engloutira plusieurs centaines de milliards de dollars pour régler les ordinateurs des États, compagnies et individus.

TÉLÉPHONIE

Gros changements en perspective

MONTRÉAL (PC) — Jeudi prochain, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) annoncera une série de décisions qui fera entrer la téléphonie locale dans une ère nouvelle, comme ce fut le cas avec le secteur de l'interurbain il y a cinq ans.

Trois décisions sont attendues : une portera sur les conditions qui régiront l'arrivée des nouveaux joueurs dans le service local ; la deuxième établira une nouvelle réglementation qui dispensera les compagnies de faire approuver par l'organisme fédéral chaque hausse de tarif et la troisième fera connaître l'augmentation ponctuelle de tarif pour le premier janvier 1998.

Le CRTC a autorisé une augmentation de 2 $ par mois le premier janvier 1996 et une seconde de 2 $ également en janvier dernier.

Le décloisonnement de l'interurbain a amené les géants américains AT&T et Sprint à s'implanter au Canada et une entreprise montréalaise comme Fonorola a fait sa marque. La fin des barrières dans le service local signifie que Bell Canada et les autres opérateurs régionaux perdront aussi ce monopole et ils verront surgir les même concurrents américains.

Les organismes de défense de consommation demandent aussi que le CRTC fixe des balises pour l'entrée des nouveaux joueurs. Ils proposent aussi la création d'un fonds spécial pour subventionner le service téléphonique pour les zones rurales.

DEVENEZ PLANIFICATEUR FINANCIER !

Choisissez le seul programme, offert entièrement à distance, qui intègre le cours synthèse de l'IQPF et ainsi permet l'obtention à la fois d'un diplôme universitaire et du titre de planificateur financier : **le certificat en planification financière personnelle.**

LE SUCCÈS, UNE QUESTION DE CHOIX...

DISPONIBLE PARTOUT AU QUÉBEC

Institut québécois de planification financière — Seul organisme agréé pour établir les conditions de délivrance des diplômes de planificateur financier

RENSEIGNEMENTS : (418) 656-7883 ou 1 800 561-0478 poste 7883
BUREAU DE L'ENSEIGNEMENT À DISTANCE
Télécopieur : (418) 656-3876
Adresse électronique : bed@dgfc.ulaval.ca

FORMATION CONTINUE — UNIVERSITÉ LAVAL — LE SAVOIR DU MONDE PASSE PAR ICI — www.ulaval.ca

DÉJEUNER - CONFÉRENCE
I A P C QUÉBEC
Gouverner le changement
Mercredi 30 avril 1997
de 11 h 30 à 14 h
Hôtel Hilton Québec

M. HENRY MINTZBERG
Professeur

Réservez dès maintenant membre ... membre 35 $
Info ... Lagacé (418) 528-6651
COMPLET

Université du Québec École nationale d'administration publique — Groupe Mutuelle des Fonctionnaires — Bell Mobilité — Institut d'administration publique de Québec

loto-québec *résultats*

La Mini — Tirage du: 97-04-25

NUMÉROS	LOTS	NUMÉROS	LOTS
106270	50 000 $	10627	1 000 $
06270	5 000 $	1062	100 $
6270	250 $	106	10 $
270	25 $		
70	5 $		

LOTS BONIS

1 lot de 25 000 $ (numéro non décomposable)	1 lot de 10 000 $ (numéro non décomposable)
228B129	357A223

10 lots bonis de 5 000 $ chacun (numéros non décomposables)

209A951	517A475	690A893	335B629	537B227
423A942	523A662	292B295	392B878	623B465

40 lots bonis de 1 000 $ chacun (numéros non décomposables)

132A982	361A971	216B414	372B573	533B818
178A375	412A201	235B792	391B944	550B496
186A353	440A062	239B986	440B868	570B889
186A472	505A450	326B081	457B302	623B757
222A213	514A236	340B720	464B168	652B600
230A289	544A627	344B028	465B478	654B612
294A295	125B386	369B023	484B080	688B914
310A075	205B797	371B491	487B097	697B276

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle, cette dernière a priorité.

GARAGE RECOMMANDÉ CAA
Le seul concessionnaire SUBARU recommandé CAA

SUBARU IMPREZA BRIGHTON 16 995 $*
Inclus: Traction intégrale 4 x 4 - 5 vitesses - miroirs électriques - volant ajustable - cache-bagage - essuie-glace arrière - enjoliveurs de roues - siège arrière 60/40

Garantie 5 ans ou 100 000 km — * t.t.p. en sus

ACADIA SUBARU
boulevard de la Capitale (sortie Pierre-Bertrand)
681-6000

EN BREF

Encore des bavures de nos soldats

Les autorités militaires canadiennes ont mené une enquête et pris les sanctions appropriées à la suite d'allégations de mauvaise conduite lancées à l'endroit de soldats canadiens en mission au Cambodge en 1992-1993, a indiqué hier un porte-parole du ministre de la Défense, Doug Young. Des rapports publics citant des documents de la Loi d'accès à l'information révélaient que des soldats ont été accusés d'avoir lancé des remarques racistes et brutalisé des Cambodgiens lors d'une mission de maintien de la paix des Nations unies. Une enquête a aussi été menée sur des allégations voulant qu'un officier dirigeait un réseau de prostitution, mais aucune preuve n'a été trouvée, ajoutait le document. Le secrétaire parlementaire du ministre Young, John Richardson, a indiqué hier devant la Chambre des communes que l'enquête était close. « Les allégations ont fait l'objet d'une enquête et lorsqu'il y avait une preuve, des mesures ont été prises », a-t-il déclaré au cours de la période de questions. Il n'a pas précisé quelles avaient été les réprimandes imposées. « Cette affaire remonte à il y a cinq ans, a-t-il dit. C'est une affaire qui a été l'objet d'une enquête et lorsqu'il y avait matière à des accusations, des accusations ont été portées. » Le Bloc québécois a souligné que ces incidents n'étaient qu'une preuve supplémentaire des maux profonds qui affligent l'armée canadienne. M. Richardson a répondu que le gouvernement avait déjà entrepris d'améliorer l'éthique et la formation au sein des Forces armées. (PC)

Un gardien de prison se tire dans les deux jambes

Un surveillant du pénitencier de Cowansville a été victime d'un accident peu commun, dans la nuit de jeudi à vendredi, quand il s'est accidentellement tiré une balle de .38 dans les deux jambes. L'accident inusité s'est produit peu après 3 h, alors que l'agent de correction, ayant plus d'une dizaine d'années d'expérience, débutait son quart de travail de patrouille, à l'extérieur de l'enceinte carcérale, près de l'entrée principale. Peu après que l'armurier lui eut remis son revolver de service, le gardien, dont l'identité n'a pas été divulguée, a placé l'arme normalement dans l'étui qu'il portait à la ceinture. C'est alors que le coup serait parti. Après avoir traversé l'étui, la balle aurait pénétré dans une cuisse du surveillant. Elle aurait terminé sa course dans le mollet de l'autre jambe. Bien qu'il ait été seul à l'extérieur à ce moment-là, ses collègues se trouvant dans l'armurerie se sont rapidement portés à son secours. Le blessé a été conduit à l'hôpital Brome-Missisquoi-Perkins de Cowansville pour être plus tard transféré dans un centre spécialisé de la métropole. Sa vie ne serait toutefois pas en danger. (PC)

AVENTURE ELECTRONIQUE
*Les meilleurs prix garantis**

RIEN À PAYER AVANT 1998† sur produits sélectionnés

MÉGA VENTE
DANS TOUS NOS MAGASINS!
DES ENSEMBLES CINÉMA MAISON COMPLETS À PRIX FANTASTIQUES !

SANYO S2776 S9429 — FISHER F909BPKG — DOLBY SURROUND PRO LOGIC

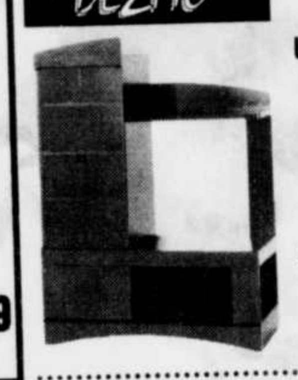
TUBE-ÉCRAN FONCÉ avec MTS STÉRÉO
- Image haute résolution
- Télécommande superuniverselle
- Décodeur MTS/dbx stéréo/SAP
- Décodeur de sous-titrage
- Menu de réglage de l'image, à l'écran
- Entrées audio/vidéo
- Touche de coupure du son

MAGNÉTOSCOPE 4 TÊTES HI-FI STÉRÉO
- Télécommande SuperUniverselle
- Têtes de lecture longue durée
- Entrée audio/vidéo plaquées or à l'avant

CHAÎNE STÉRÉO CINÉMA MAISON
- Chaîne de 260 watts
- Récepteur A/V ambiophonique Pro Logic Dolby
- Changeur de 60 CD
- Magnétocassette à deux platines
- Enceintes acoustiques 3 voies, 8po
- Jeu d'enceintes ambiophonique Pro Logic
- MEUBLE NON INCLUS

CINÉ MAISON — 1899 99

DEZMO DA07



UNITÉ MURALE POUR TÉLÉ/AUDIO
Disponible en vert, noir ou aubergine
Prix incroyable! 199 99

SONY S27S20 S760HF S405PKG — VCR Plus+ — DOLBY SURROUND PRO-LOGIC

TRINITRON® NOIR INTENSE
- Sortie audio variable
- Ambiophonie • Menu à l'écran
- Télécommande universelle
- Entrée A/V pour magnétoscope ou caméscope
- MEUBLE NON INCLUS

MAGNÉTOSCOPE HI-FI TRILOGIC™
- Réglage automatique d'horloge
- Variateur bimode sur télécommande et magnétoscope
- Autonettoyage des têtes
- VCR Plus+ pour programmation instantanée

ENSEMBLE AUDIO PRO-LOGIC
- Récepteur Pro-Logic 4 X 70 watts
- Platine à deux cassettes à double auto-inversion
- Changeur de 200 CD
- Haut-parleurs 3 voies -200 watts total
- 3 haut-parleurs surround 100 watts total

CINÉ MAISON — 2599 99

LAURIER LB25

MEUBLE DE LUXE POUR LE CINÉMA MAISON
- Porte vitrée
- Panneaux interchangeables
- Lumière dans chaque colonne
- Pont et tablettes ajustables
- Couleur disponible : 77 - Fini laque texturée noire

RABAIS 500$ — 1499 99* Rég. : 1999$ — *Meuble seulement

Panasonic GAOO — Technics T938PKG — class H+ — P7451 — P31XF23

31" ULTRA NOIR DE CLASSE INFORMATIQUE
- 700 lignes de résolution
- Stéréo DBX «surround sound»
- Menu trilingue
- Image sur image
- Prises A/V avant/arrière
- Sortie audio fixe/variable
- Prise S-vidéo
- MEUBLE NON INCLUS

MAGNÉTOSCOPE VHS STÉRÉO HAUTE FIDÉLITÉ
- Sonorité stéréo VHS haute fidélité
- Réception multivoie stéréo/deuxième voie son
- Système Hi-Tech-4 à 4 têtes vidéo
- Télécommande pour téléviseurs/cablosélecteurs multimarques

CHAÎNE HAUTE FIDÉLITÉ
- Système ambiophonique Dolby Pro Logic: 110 W de puissance par canal
- Amplificateur stéréo: 130 W par canal
- Méga-changeur CD™
- Enceintes acoustiques 3 voies à 4 haut-parleurs
- Magnétophone à double platine avec auto-inversion
- MEUBLE NON INCLUS

SUPER CD 110 — CINÉ MAISON — 3599 99

NW675029

UNITÉ DE DIVERTISSEMENT
- 69"x22"x72"
- Couleur disponible : Noir et grain de bois rouge vin

PRIX d'introduction 999 99* — *Meuble seulement

†Sur produits sélectionnés à prix régulier. S.A.C. Ne payez que les taxes. Ne peut être jumelée à aucune autre offre. Détails en magasin. Frais d'administration minimes requis lors de l'achat.

Les photos peuvent différer des modèles en vente. Certains articles ne sont pas disponibles dans tous nos magasins.
*Lors d'un achat aux mêmes conditions dans la même région, chez un marchand autorisé qui a la marchandise en stock. Détails en magasin.

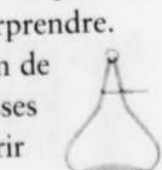
QUÉBEC — PLACE LEBOURGNEUF — 5500 boul. Des Gradins (418) 628•5500
LÉVIS — LES GALERIES CHAGNON — 300 Côte du Passage (418) 835•5500
CHICOUTIMI — 394 boul. Des Saguenéens — (418) 698•3940

MAXI BOUTIQUES
CENTRE COMMERCIAL LAFLÈCHE — 625 boul. Laflèche, BAIE-COMEAU (418) 589-5155
GALERIES DE LA CAPITALE — 5401 Des Galeries, QUÉBEC (418) 622-0754
PLACE FLEUR DE LYS — 552 boul. Wilfrid-Hamel, QUÉBEC (418) 529-1740
CENTRE RIVIÈRE-DU-LOUP — 298 boul. Thériault, RIVIÈRE-DU-LOUP (418) 862-2269
PLACE DE VILLE — 700 boul. Laure, SEPT-ÎLES (418) 962-8688

la nouvelle Malibu de Chevrolet

Hé oui, c'est une Américaine.

Hé non, ce n'est pas une importée. Bien que certains puissent confondre ses lignes avec celles des Toyota, Honda ou Nissan, la nouvelle Malibu de Chevrolet vous en offre beaucoup plus que ses concurrentes. Avec sa garantie anti-corrosion pour six ans ou 160 000 km, ses panneaux d'acier galvanisé des deux côtés, ses écrans acoustiques sophistiqués et sa première mise au point après 160 000 km, elle n'a pas fini de vous surprendre.



Hé non, plus besoin de construire de grosses voitures pour offrir un habitacle plus spacieux que celui de la Camry, de l'Accord ou de l'Altima. Hé oui, elle a été nommée meilleure voiture de l'année par Motor Trend.
Et croyez-le ou non, c'est une Américaine.

POUR PLUS D'INFORMATION, COMPOSEZ LE 1 800 463-7483. http://www.gmcanada.com

LE MONDE

L'Algérie sombre dans la démence

Encore 21 personnes tuées par l'explosion d'une bombe dans un train

ALGER (AFP) — Vingt-et-un passagers d'un train ont été tués et 20 blessés hier par l'explosion d'une bombe dans la banlieue d'Alger, selon les services de sécurité, lors d'un nouvel attentat attribué aux islamistes à moins de six semaines d'un scrutin législatif décisif.

Depuis lundi, 162 civils ont été tués et 48 blessés dans la seule région de l'Algérois (centre), selon des bilans partiels.

Cette fois, c'est un train de passagers qui a été visé, vers 8h à Gué de Constantine (banlieue est) par une bombe, selon les services de sécurité.

Depuis le début des affrontements, les groupes armés ont multiplié les sabotages de voies ferrées, les embuscades contre les trains. Ils ont parfois arrêté les convois, fait descendre les passagers, exécuté les « collaborateurs » du pouvoir et brûlé les wagons.

Mais jamais ces attaques n'avaient entraîné des pertes civiles aussi importantes, selon les informations rendues publiques.

La nouvelle attaque, commise un vendredi, jour férié consacré à la Grande prière, intervient après l'annonce de deux massacres de villageois qui ont frappé les esprits par leur barbarie et leur ampleur.

Des massacres de plus en plus amples et barbares

Dans la nuit de mardi à mercredi, un groupe armé avait massacré à la hache et au sabre 42 habitants d'un village près de Médéa (60 km d'Alger).

Vingt-quatre heures avant, l'Algérie avait connu son plus important massacre de civils quand 93 villagois de Haouch Boughelef Khemisti, près de Bougara (25 km d'Alger) avaient été assassinés.

Les victimes, dont 43 femmes et trois enfants, ont été égorgées et mutilées à l'arme blanche, à coups de pioche, de pelles, par un commando islamiste, selon les témoignages de rescapés.

Avec cette vague de violence, l'Algérie replonge dans le cauchemar du mois de Ramadan, quand les islamistes armés avaient multiplié les attentats à la voiture piégée à Alger.

Ces violences,avaient fait plus de 400 morts en un mois.

Cette fois encore, les massacres se concentrent dans les régions au sud d'Alger, de la grande plaine de la Mitidja aux montagnes de Blida, un des fiefs du GIA.

Les violences ont fait 60 000 morts depuis 1992, selon une estimation diffusée en décembre 1996 du département d'État américain.

TERRORISME

L'Iran de nouveau accusé par un tribunal, cette fois en France

PARIS (AP) — La 10e chambre de la cour d'appel de Paris a confirmé hier la condamnation de deux ressortissants iraniens accusés d'avoir tenté d'organiser des assassinats en France pour le compte des services secrets iraniens.

Motjaba Mashady et Hossein Yazdenseta ont été condamnés à sept et trois ans d'emprisonnement pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste. Les deux hommes, condamnés en première instance le 26 septembre 1996, sont notamment accusés d'avoir effectué des repérages et menacé des opposants iraniens installés en France.

Comme l'avait fait la justice allemande, le 10 avril, dans le cadre de l'attentat commis contre un restaurant kurde de Berlin, les magistrats français ont désigné le régime iranien comme étant le commanditaire des actes de Mashady et Yazdenseta.

« Il a été établi qu'ils ont participé en France à une association de malfaiteurs initiée par les services de renseignements iraniens visant à éliminer des opposants au régime de Téhéran», note ainsi l'acte d'accusation.

L'association SOS-Attentats, qui s'est constituée partie civile, a obtenu un franc symbolique de dommages-intérêts. Dans un communiqué, SOS-Attentats « demande aux pays de l'Union européenne d'adopter une politique plus ferme et d'exiger de Téhéran l'arrêt de ces activités terroristes et la levée de la Fatwa sur Salman Rushdie sous peine de sanctions économiques (...). Le développement des liens commerciaux n'est pas une fin en soi. Le profit ne peut justifier l'oubli des principes fondamentaux de l'État de droit«.

Chef rebelle inhumé au Pérou

REUTER

Un sculpteur péruvien achemine une croix de bois sur la tombe du chef guévariste Nestor Cerpa, enterré par les militaires eux-mêmes dans une quasi-clandestinité dans un petit cimetière du quartier Via Maria, au sud de Lima, hier, en présence de sa tante Rosa, ont affirmé des parents du chef du commando guévariste. Les autorités péruviennes n'auraient donc pas remis à la famille le corps du chef du commando Tupac Amaru, tué dans l'ambassade du Japon lors de l'assaut donné mardi par l'armée péruvienne. Ce procédé donne du poids aux informations circulant à Tokyo et Lima selon lesquelles les 14 guérilléros tués lors du raid n'ont pas péri dans l'assaut, mais auraient plutôt été supprimés purement et simplement après leur reddition.

ZAÏRE

85 000 Hutus disparus

La rébellion mise en cause dans le vidage de deux camps de réfugiés

■ LIBREVILLE (d'après AFP, Ap et Reuter) — La présidence gabonaise a annoncé, hier soir, qu'un sommet réunira à Libreville, à une date non précisée, le président zaïrois Mobutu Sese Seko, le chef de la rébellion Laurent-Désiré Kabila et plusieurs autres chefs d'État africains.

Cette annonce intervient alors que la rébellion zaïroise est en butte à des accusations de plus en plus vives de la communauté internationale, après que 85 000 réfugiés rwandais hutus eurent disparus sans laisser de traces des camps où ils étaient installés près de Kisangani, dans l'est du Zaïre.

Le Gabon, qui avait annoncé dans la journée que M. Mobutu était « d'accord » pour rencontrer M. Kabila à Libreville, a affirmé dans un communiqué « complémentaire » dans la soirée la tenue d'une « rencontre sur la crise au Zaïre », sous les auspices de l'ONU et de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), « sous le patronage effectif » du président sud-africain Nelson Mandela, et avec les présidents angolais José Eduardo Dos Santos, congolais Pascal Lissouba et camerounais Paul Biya.

M. Kabila, qui devrait quitter hier Lubumbashi (sud-est du Zaïre) pour Kisangani, n'avait pas donné de réponse, hier soir, à l'invitation du président gabonais Omar Bongo.

Pendant ces nouvelles tractations diplomatiques, 85 000 réfugiés rwandais ont disparu dans l'Est du Zaïre, amenant l'ONU et les organisations humanitaires à dénoncer les agissements et la « cruauté » de la rébellion, qui a toujours démenti toute exaction contre les réfugiés.

Après avoir survolé la région hier, le Haut commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR), a confirmé que le camp de Biaro (40 km au sud de Kisangani), qui abritait 30 000 réfugiés il y a quelques jours encore, a été quitté par ses occupants. Jeudi, une mission humanitaire avait constaté qu'un autre camp, Kasese, était vide des 55 000 personnes qui s'y étaient réfugiées.

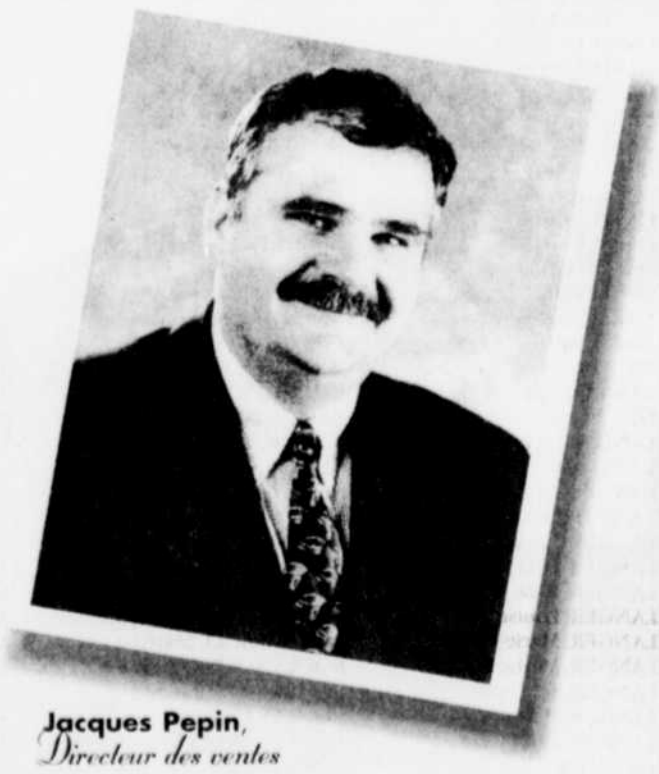
La présidente du HCR, Sadako Ogata, « en colère et consternée », a contacté M. Kabila pour obtenir que l'on recherche les réfugiés.

Les rebelles avaient interdit depuis dimanche l'accès à ces camps aux organisations humanitaires, en avançant des raisons de sécurité.

Tandis que le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, dénonçait une politique « d'extermination lente » à l'encontre des réfugiés, Médecins sans frontières (MSF) a accusé hier les rebelles de suivre une stratégie « d'élimination physique » à leur encontre. La rébellion compte dans ses rangs de nombreux Tutsis.

Des camps désertés, a souligné le HCR, ont disparu 167 réfugiés hospitalisés, 200 malades du choléra placés en isolement, 519 enfants non accompagnés et 9000 réfugiés nécessitant des soins d'urgence, qui ont difficilement pu partir de leur plein gré.

Cette semaine, il sera nommé MINISTRE DES TRANS SPORT...



Jacques Pepin,
Directeur des ventes

Il consent tellement de **bas prix**, il fait bénéficier tant de gens de **mensualités plus basses**, il offre tellement d'avantages avec la **Garantie Giguère**, qu'il sera élu par acclamation au bout d'une semaine de la Campagne Trans Sport Giguère.

Profitez-en donc...

giguère
PONTIAC ■ BUICK ■ CADILLAC
■ CAMIONS GMC
On met le paquet, c'est garanti!
375, boulevard Hamel, Québec
(face à Place Fleur de Lys)
529-6551

NOS BÉNÉVOLES SONT TROP NOMBREUX POUR UNE SEULE PAGE

à suivre demain...

Grâce à la participation de plus de mille bénévoles, la région de Québec
s'est enrichie d'un nouvel événement d'envergure internationale qui a rassemblé
des gens pour réaliser un merveilleux projet collectif.
Merci à tous !

Québec en fleurs 97

Les Floralies Internationales de Québec

ABER, Mohamed
AERTS, Désiré
ALAIN, Caroline
ALAIN, Gilles
ALBERT, Caroline
ALLAIRE, Mario
ALLARD, Jacques
ALLARD, Louise
AMYOT, Pierre
ANDREWS, Steeve
ANGER, Guy
APRIL, Martin
ARATA, André
ARGUIN, Camille
ARIAL, Guillaume
ARSENAULT, Julie-Anne
ARVISAIS, Josée
ASSELIN, Jacqueline
ASSELIN, Michel
ASSELIN, Vincent
AUBÉ, Simon
AUBIN, Bosy
AUCLAIR, Christine
AUCLAIR, Jean-Pierre
AUCLAIR, Nadia
AUDERGON, José
AUDET, Andrée
AUDET, Louiselle
AUGER, Lyne
BABIN, Linda
BACON, Réjean
BAILEY, Jennifer
BAILLARGEON, Alain
BAILLARGEON, Andrée
BAILLARGEON, Guy
BAILLARGEON, Simon
BARGONÉ, Suzanne
BARIL, Claude
BARIL, Véronique
BARON, Anick
BARON, Dyane
BARRY, Louise
BEAUCHAMP, Maurice
BEAUCHEMIN, Patrice
BEAUCHESNE, Denis
BEAUCHESNE, Louise
BEAUDET, Suzanne
BEAUDETTE, Denis
BEAUDOIN, Gaétan
BEAUDOIN, Monique
BEAUDOIN, Pascale
BEAULIEU, Bona
BEAULIEU, Hugues
BEAULIEU, Jean-François
BEAULIEU, Lisette
BEAULIEU, Murielle
BEAUMONT, Hélène
BEAUPRÉ, Sylvain
BEAUREGARD, Caine
BEAUSOLEIL, Félix
BÉDARD, Bernard
BÉDARD, Christian
BÉDARD, Christian
BÉDARD, Daniel
BÉDARD, Daniel
BÉDARD, Jean-Sébastien
BÉDARD, Jean-Yves
BÉDARD, Joseph
BÉDARD, Laurette
BÉDARD, Lise
BÉDARD, Marcel
BÉDARD, Yves
BÉDARD, Marie-Lyne
BÉDARD, Patrice
BÉDARD, Yves
BÉGIN, Philippe
BÉGIN, Rosaire
BÉLAND, François
BÉLAND, Louis
BÉLANGER, Claire
BÉLANGER, Denis
BÉLANGER, Emma
BÉLANGER, Jean-Paul
BÉLANGER, Julie
BÉLANGER, Louise
BÉLANGER, Marie-Pierre
BÉLANGER, Mathew
BÉLANGER, Maxime
BÉLANGER, Patrice
BÉLANGER, Sylvie
BÉLEC, Myra
BÉLIVEAU, Jean-Guy
BELLAVANCE, Nathalie
BELLEMARE, Line
BELLERIVE, Doris
BELZILE, Martin
BERGERON, Anne
BERGERON, José
BERGERON, Louise
BERGERON, Martine
BERGERON, Micheline
BERGERON, Selena
BERGERON, Yvette
BERGEVIN, Marie-Claude
BERNADET, Denis
BERNARD, Yolande
BERNIER, Dominique
BERNIER, Jean-Claude
BERNIER, Jean-Yves
BERNIER, Margot
BERNIER, Yvan
BERTHIAUME, Céliane
BERTRAND, Sylvain
BÉRUBÉ, Carole
BÉRUBÉ, Jacques
BÉRUBÉ, Julie
BÉRUBÉ, Stéphane
BILLETTE, Raymond
BILODEAU, Michel
BILODEAU, Michèle
BILODEAU, Robert
BISSON, Sylvie
BISSONNETTE, André
BISSONNETTE, Jean-Louis
BISSONNETTE, Nancy
BITTNER, Nathalie
BLACKBURN, Mireille
BLAIR, Diane
BLAIS, Nicole
BLAIS, Patrice
BLAIS, Stéphane
BLANCHET, Guy
BLANCHET, Jean
BLANCHET, Karine
BLIER, Diane
BLIER, Jacques
BLIER, Lorraine
BLIZZARD, Angélique
BLOUIN, Diane
BLOUIN, Jean
BLOUIN, Maria
BLOUIN, Marius
BLOUIN, Noé
BLUTEAU, Patricia
BODET, Jean-René
BOILY, Clément
BOILY, Monique
BOILY, Normande
BOIS, Jacqueline
BOISSONNEAU, Nathalie
BOISSONNEAUX, Mario
BOISVERT, Francis
BOISVERT, Josée
BOISVERT, Lucie
BOIVIN, Antoine
BOIVIN, Marie-Josée
BOIVIN, Pascale
BOIVIN, Suzanne
BOLDUC, Claire
BOLDUC, François
BOLDUC, Marc
BOLDUC, Marie
BOLDUC, Nicole
BOMBARDIER, Jocelyne
BOMBARDIER, René
BONNEAU, Gilles
BORDUAS, Guy
BOSSÉ, Lise
BOSSÉ, Raymond
BOSSÉ, Richard
BOUCHARD, Marcel
BOUCHARD, Nelson
BOUCHARD, Véronique
BOUCHER, Caroline
BOUCHER, Denise
BOUCHER, Doris
BOUCHER, Jean-Marie
BOUCHER , Manon
BOUCHER, Marie-France
BOUCHER, Nancy
BOUCHER, Pierre
BOUCHER, Rejean
BOUCHER, Rémy
BOUCHET, Jean-François
BOUDREAULT, Martine
BOULANGER, Claude
BOULANGER, Francis
BOULAY, Jacinthe
BOULET, Élisabeth
BOULET, Guy
BOULET, Jean-Denis
BOULET, Jean-René
BOULET, Josée
BOURASSA, Nicole
BOURBEAU, Marie
BOURBONNIÈRE, Catherine
BOURGAULT, Gino
BOURGAULT, Paul
BOURQUE, Isabelle
BOURQUE, Marie
BOURQUE, Pierre
BOUTET, Johanne
BOUTHILLETTE, Lyne
BOUTIN, Line
BOUTIN, Pauline
BOYER, Dominique
BRASSARD, Danielle
BRASSARD, Hélène
BRETON, Francine
BRETON, Michelle
BRIÈRE, Denis
BRISSON, Danya
BRISSON, Suzanne
BROCHU, Martine
BRODEUR, Jacques
BROUSSEAU, Lucie
BROUILLARD, Lyne
BRUNEAU, Hélène
BRUYÈRE, Nicole
BUHLER, Suzanne
BUJOLD, Jocelyn
BUREAU, Jean-Louis
BUREAU, Karl
BUREAU, Micheline
BUSQUE, Jacinthe
BUSSIÈRES, Denis
BUSSIÈRE, Gilberte
BUSSIÈRES, Nicole
BUSSIÈRES, Rita
CADRIN, Jeannine
CALOT, Henri
CANTIN, Monique
CANTIN, Raymond
CANTIN, Sylvie
CANUEL, André
CAREAU, Andrée
CARON, Diane
CARON, Janet
CARON, Jeannine
CARON, Michel
CARON, Odette
CARON, Raymonde
CARPENTIER, Élise
CARRIER, Étiennette
CARRIER, Sylvie
CARTER, David
CASTILLO, Michel
CASTONGUAY, Isabelle
CAYOUETTE, Pierre
CAZEAU, Bernard
CÉLESTIN, Florence
CÉLESTIN, Tina
CELLARD, Thérèse
CHABOT, David
CHALIFOUR, Lise
CHAMPAGNE, Anick
CHAMPAGNE, Rose-Marie
CHAMPOUX, Georges
CHANDONNET, Éric
CHAPITAL, Jean-Michel
CHAPMAN, André
CHAREST, Jollin
CHAREST, Michel
CHARRETTE, Martin
CHARLAND, Françoise
CHÉRIET, Pierre
CHEVALIER, Béatrice
CHIQUETTE, André
CHIQUETTE, Diane
CHOQUETTE, Hélène
CHOUINARD, Caroline
CHOUINARD, Pierre
CHRÉTIEN, Guillaume
CINQ-MARS, Mélanie
CLAVEAU, Daniel
CLÉMENT, Mathieu
CLÉMENT, Sarah
CLICHE, Roland
CLOUTIER, Geneviève
COMBRET, Éric
CORMIER, Isabelle
CORMIER, Lise
CORNEAU, Frédéric
CORRIVEAU, Yohann
CÔTÉ, Bruno
CÔTÉ, Chantal
CÔTÉ, Élizabeth
CÔTÉ, Guylaine
CÔTÉ, Jacques
CÔTÉ, Lisette
CÔTÉ, Lorraine
CÔTÉ, Marc
CÔTÉ, Patricia
CÔTÉ, Pierre
CÔTÉ, Raymond
CÔTÉ, Robert
CÔTÉ, Sébastien
CÔTÉ-FISETTE, Anne-Marie
COUILLARD, Alain
COUILLARD, Denis
COUILLARD, Lise
COULOMBE, Gilles
COULOMBE, Mélanie
COUTURE, Denis
COUTURE, Denise
COUTURE, Denise
COUTURE, Diane
COUTURE, Isabelle
COUTURE, Jacinthe
COUTURE, Mélanie
COUTURE, Pierre
COUTURIER, Dominique
CRÊTE, Isabelle
CRISTI, José
CROFT, Amélie
CROFT, Gabrielle
CROFT, Johanne
CROTEAU, Lisette
CYR, Frédéric
CYR, Maurice
CYR, Normand
D'ENTREMONT, Robert
DAIGLE, Alain
DAIGLE, Lorraine
DAIGNEAULT, Luce
D'AMOUR, Marie-Ève
D'AMOURS, Danielle
D'ANJOU, Dominique
DANSEREAU, Blanche
DAUBA, Chantal
DAUBA, Ginette
DAUPHINAIS, Dominique
DEAUVILLE, Chantal
DE BETTIN, Gisèle
DELISLE, Anne
DELISLE, Maurice
DELISLE, Roch
DEMERS, Catherine
DEMERS, Liliane
DEMERS, Michel
DEMERS, Monique
DEMERS, Nicole
DEMEULES, Jacques
DESBIENS, Odette
DESBIENS, Rose-Anne
DESCHAMPS, Lise
DESCHÊNES, Ginette
DESCHÊNES, Karl
DESCHÊNES, Yvette
DESGAGNÉ, France
DESGAGNÉ, Isabelle
DESGAGNÉ, Myriam
DESGAGNÉ, Roch
DÉSILETS, Anne
DÉSILET, Émilie
DESJARDINS, Yves
DESLAURIERS, Sylvain
DESMEULES, Guylène
DESROCHERS, Brigitte
DESROCHES, Clément
DESROCHES, Huguette
DESROCHES, Josée
DESROSIERS, Guy
DESSUREAULT-R., Jacynthe
DEVARENNES, Anne
DEVARENNES, Jean
DEWULF, Yvan
DIDIER, Stéphanie
DION, André
DION, Annie
DION, Chantal
DION, Claire
DION, Marie-France
DION , Sylvain
DIONNE, Marjolaine
DONALDSON, Thérèse
DONNELLY, Ann
DORÉ, Pascalle
DORVAL, Isabelle
DORVAL, Jean
DORVAL-AUCLAIR, Luce
DOUCET, Robert
DOYON, Francine
DOYON, Jocelyne
DOYON, Lisette
DRAPEAU, Frédérick
DRAPEAU, Jeannine
DROLET, Cathy
DROLET, Line
DROLET, Louise
DROLET, Richard
DU, Huimei
DUBÉ, Gilles
DUBÉ, Marie-Claude
DUBÉ, Marie-Pier
DUBÉ, Micheline
DUBÉ, Sylvie
DUBEAU, Jacques
DUBOIS, François
DUBOIS, Monique
DUBUC, André
DUBUC, Cécile
DUBUC, Diane
DUBUC, Élyse
DUCHAINE, Nicole
DUCHESNE, Hugues
DUCHESNE, Jean-Paul
DUCHESNE, Michel
DUFOUR, Claudette
DUFRESNE, Céline
DULAC, Johanne
DUMAIS, Daniel
DUMAIS, Réal
DUMONT, Yves
DUMONTIER, Jean-Yves
DUPUIS, Thérèse
DUQUET, Éric
DUSSAULT, Richard
DUVAL, Gérard
EAST, Louise
EDWARDS, George
FABER, André
FAFARD, Josée
FALARDEAU, Lise
FALARDEAU, Pierre
FAUCHER, Robert
FAUCHON, Mélanie
FERLAND, Claire
FERLAND, Denise
FERLAND, Ginette
FERLAND, Karine
FERLAND, Mireille
FERNANDO, José
FILLION, Françoise
FILLION, Frédéric
FILLION, Gontran
FILLION, Guylaine
FISET, Louise
FISET, Lucie
FLEURY, Charles-Éric
FLEURY, Lauraine
FLORES, Pedro
FONTAINE, Alain
FONTAINE, André
FONTAINE, Diane
FORGET, Anne
FORGET, Rachel
FORGUES, Julie
FORGUES, Sylvie
FORTIER, Charles
FORTIER, Laurent
FORTIER, Francine
FORTIER, Jocelyn
FORTIER, Julie
FORTIER, Louis-Étienne
FORTIER, Lucie
FORTIER, Louis
FORTIER, Nathalie
FORTIER, Patrice
FORTIER, Suzanne
FORTIN, Dany
FORTIN, Errol
FORTIN, Ginette
FORTIN, Jacques
FORTIN, Jean-Paul
FORTIN, Marie-Renée
FORTIN, Raymond
FORTIN, Sylvie
FORTIN, Véronique
FORTIN, Yvette
FOURNIER, Brigitte
FOURNIER, Gilles
FRANCOEUR, Liette
FRASER, Patrick
FRÉCHETTE, Denis
FRÉCHETTE, Ginette
FRÉCHETTE, Vincent
FRENETTE, Monique
FRENETTE, Nicole
FUGÈRE, Lise
FULLUM, Robert
GAGNÉ, Christian
GAGNÉ, Émillien
GAGNÉ Francine
GAGNÉ, François
GAGNÉ, Jacqueline
GAGNÉ, Jean-François
GAGNÉ, Lise
GAGNÉ, Maude
GAGNÉ, Mathieu
GAGNÉ VOLANT, Valérie
GAGNON, Claude
GAGNON, Étienne
GAGNON, Johanne
GAGNON, Maude
GAGNON, Michèle
GAGNON, Nicolas
GAGNON, Pascale
GAGNON, Rose-Marie
GAGNON, Serge
GAGNON, Suzanne
GALARNEAU, Marc
GALBRAND, Yvan
GAMACHE, Hélène
GAMACHE, Marcel
GAMACHE, Paul
GARNEAU, Agathe
GARNEAU, Annabelle
GARNEAU, Anne
GARNEAU, Annie
GARNEAU, Carole
GARNEAU, Nathalie
GARRY, Steeve
GAUDREAU, Benoît
GAUDREAULT, Gilles
GAUDREAULT Mario
GAUTHIER, Anne-Josée
GAUTHIER, Fabienne
GAUTHIER, Jean
GAUTHIER, Louise
GAUTHIER, Nicole
GAUTHIER, Serge-Luc
GAUVIN, Éliane
GAUVIN, Nathalie
GAUVIN, Nicole
GENDRON, Denis
GENEST, Claude
GENEST, Jean-Pierre
GENEST, Sylvie
GÉRARDIN, Marie-Aude
GERMAIN, Hugo
GERVAIS, Guillaume
GERVAIS, Justin
GERVAIS, Murielle
GIGUÈRE, André
GIGUÈRE, Ariane
GIGUÈRE, Claude
GIGUÈRE, Gisèle
GIGUÈRE, Hélène
GIGUÈRE, Huguette
GIGUÈRE, Jocelyne
GIGUÈRE, Lucie
GIGUÈRE, Michelle
GILBERT, Claire
GILBERT, Jocelyne
GILBERT, Renald
GILBERT, Valère
GINGRAS, Aline
GINGRAS, Bernard
GINGRAS, Denise
GINGRAS, Noëlla
GIRARD, Annie
GIRARD, Diane
GIRARD, Jean-Marie
GIRARD, Micheline
GIRARD, Nathalie
GIRARD, Pauline
GIRARD, Stéphanie
GIROUX, Rosa
GLORIEUX, Mélanie
GMYZ NOËL, Ghislaine
GODBOUT, Gérard
GODBOUT, Yolande
GODIN, Judith
GOSSELIN, André
GOSSELIN, Bruno
GOSSELIN, Geneviève
GOSSELIN, Josée
GOSSELIN, Marie
GOSSELIN, Maxime
GOSSELIN, Simon
GOSSELIN, Suzanne
GOULET, Huguette
GOULET, Roland
GOURGON, Thomas
GRANTHAM, Jacques
GRANTHAM, Louise
GRAVEL, Hélène
GRENIER, Marie-Claude
GRENIER, Nicolas
GRENIER, Rémi
GRONDIN, Chantal
GUAY, Raynald
GUAY, Steeve
GUÉRARD, André
GUY, Jean-Pierre
HALL, Stan
HAMEL, Gaétan
HAMEL, Gilles
HAMEL, Jean-François
HAMEL, Jean-Maurice
HAMEL, Karine
HAMEL, Marie-Josée
HAMEL, Mariette

Note : Surveillez la suite demain. Si par mégarde votre nom a été omis de ces listes, veuillez nous en excuser et nous faire parvenir vos coordonnées
à l'adresse suivante ou par télécopieur : Envirotron, Cité universitaire, Sainte-Foy (Québec) G1K 7P4 • Fax : (418) 651-7439

LE MONDE

Un juge rejette la loi sur la publicité du tabac aux É.-U.

GREENSBORO, Caroline du Nord (AFP) — Un juge fédéral de Greensboro, en Caroline du Nord, a maintenu hier les réglementations restreignant la vente de tabac aux jeunes prises l'été dernier par le président Bill Clinton, mais a rejeté celles limitant la promotion et la publicité pour les cigarettes.

Dans un verdict qui constitue néanmoins un revers pour l'industrie du tabac, le juge fédéral William Osteen a estimé que l'agence fédérale chargée de l'alimentation et des produits pharmaceutiques (FDA) avait le droit de restreindre la vente des cigarettes, mais pas celui de réglementer la publicité ou la promotion de ces produits.

Le président Clinton a qualifié ce jugement d'« historique ».

Évoquant la partie du jugement concernant la promotion et la publicité des produits du tabac, Bill Clinton a indiqué qu'il avait demandé qu'appel soit fait de cette partie.

« Nous sommes déçus que le tribunal n'ait pas estimé juridiquement fondé que la FDA n'avait absolument aucune compétence en matière de réglementation des produits du tabac », a pour sa part regretté un des avocats du groupe R.J. Reynolds, Charles Blixt, au nom des producteurs de tabac.

Ce développement intervient alors que les deux geants du tabac, Philip Morris et RJR Nabisco, ont intensifié depuis quelques semaines des négociations pour un règlement à l'amiable des multiples actions en justice intentées contre eux.

Un tel arrangement à l'amiable conclu le mois dernier par le plus petit des groupes américains de tabac, Liggett, a bouleversé les données dans le bras de fer juridique opposant 24 États, qui cherchent à obtenir le remboursement par les fabricants de cigarettes de milliards de dollars dépensés par les systèmes publics d'assurance santé pour les maladies liées au tabagisme.

Enquête sur un Kennedy

REUTER

Michael Kennedy, fils du défunt sénateur Robert Kennedy, est, selon la presse du Massachusetts, l'objet d'une enquête judiciaire pour une affaire de pédophilie avec sa gardienne d'enfants, aujourd'hui agée de 19 ans, alors qu'elle n'avait que 14 ans.

ÉTATS-UNIS

Camions militaires disparus et récupérés

Deux camions militaires transportant des missiles et des armes, disparus jeudi au Texas, ont été retrouvés peu après, avec leur chargement intact, a indiqué hier le Pentagone. Le premier camion de l'US Air Force, qui transportait quatre missiles air-sol AGM-130 désactivés, servant à l'entrainement, était attendu à la base Cannon de l'USAF, au (Nouveau Mexique) mais n'était pas arrivé à destination, a précisé le porte-parole du Pentagone. Selon CNN, le camion a été localisé jeudi soir à 128 km au sud de Dallas. Son chauffeur ignorait même que sa disparition avait été signalée. Le second camion, chargé d'armes de calibre .50 et de mortiers de 81 mm, également porté manquant, a été découvert jeudi, à 80 km à l'ouest d'Austin (Texas). La police avait été sollicitée pour retrouver ce dernier véhicule dont le système de surveillance électronique était défectueux. Le camion a été retrouvé garé sur un parking alors que son chauffeur s'était arrêté pour dîner, a indiqué le Pentagone. Le président Bill Clinton avait confirmé cette dernière disparition en annonçant que le FBI avait ouvert une enquête et tentait de retrouver le camion manquant, chargé toutefois « d'armes qui ne présentaient aucun danger ». (AFP)

Pilote retrouvé

Les équipes de recherches qui fouillent les débris d'un avion d'attaque A-10 retrouvés dimanche dernier dans les montagnes du Colorado, ont découvert des restes humains qui pourraient être ceux du pilote, a annoncé hier l'armée de l'Air. L'appareil avait mystérieusement disparu le 2 avril, lors d'une mission d'entraînement. Les raisons qui ont conduit le pilote Craig Button (32 ans) à quitter sa formation et à dévier à quelque 1340 km au nord restent toutefois un mystère. Selon l'US Air Force, le pilote était aux commandes de son avion quand ce dernier s'est écrasé. (AFP)

On vous donne du temps

360

appels gratuits

au même numéro pendant un an avec le service **Appel-Affaires.** Que ce soit le numéro de votre plus important client ou celui de votre assistant, vous pouvez le composer jusqu'à 30 fois par mois pendant un an. Voilà la réponse idéale aux besoins des gens d'affaires toujours en mouvement. Et ça, nous l'avons compris.

50$ en certificat-cadeau chez Bureau en Gros (applicable à n'importe quel achat).

et le choix entre le Motorola 910 à 0 $ ou le Nokia 232 à 49 $ en vous abonnant à un forfait Cantel[MD] AT&T[MC] admissible à partir d'aussi peu que 24,95 $ par mois.

mais pas pour longtemps.

(Prend fin le mercredi 30 avril!)

CANTEL AT&T

Pour en savoir plus, passez chez votre dépositaire Cantel AT&T ou composez le 1 800 681-2468.

QUÉBEC
2700, rue Jean-Perrin
Bur. 101
(418) 843-0000
Place Fleur de Lys
(418) 649-9097

CHICOUTIMI
1021, boul. de l'Université E.
(418) 690-0535
Place du Royaume
(418) 690-3155

LÉVIS
126, boul. du Président-Kennedy
(418) 838-9844
Galeries Chagnon
(418) 835-5338

STE-FOY
2095, boul. Charest O.
Bur. 109
(418) 684-8884
3062, boul. des Quatre-Bourgeois
(418) 651-1423
Place Laurier
(418) 659-2132
Place Ste-Foy
(418) 651-3700

CANTEL AGENT AGRÉÉ

LALIBERTÉ ÉLECTRONIQUE
1007, rue Fontaine,
St-Jean-Chrysostome
(418) 839-4328

COMMUNICATION SPECTROCOM
99, boul. Bois-Francs S., Victoriaville
(819) 752-6935

RDS RADIO
557, rue des Érables,
Cap-de-la-Madeleine
(819) 379-2223

POSTNET COMMUNICATIONS
2600, boul. Laurier,
Ste-Foy (Place de la Cité)
(418) 657-2483
8255, boul. Henri-Bourassa,
Charlesbourg
(418) 627-1793

CANTEL express chez RadioShack
CELLULAND

Appels interurbains, service de déplacement et taxes applicables en sus. Entente à période fixe et frais de résiliation anticipée exigibles. Frais d'accès au système et de mise en service exigibles. Primes offertes avec les forfaits Cantel AT&T d'une période de trois ans. Cette offre est réservée aux nouvelles mises en service et prend fin le 30 avril 1997. [MC]Rogers Cantel Inc. [MC]AT&T Corp. Utilisé sous licence.

Collection Femme Enceinte

Les Boutiques
Québec:
26, boul. René-Lévesque Est
(418) 524-2328
Montréal:
92, Laurier O.
(514) 273-4543

Le Catalogue:
Demandez-nous notre catalogue gratuit au (418) 524-2328 ou par courrier à Formes,
26, boul. René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 2B2

Daniel Bolduc FORMES PARIS

334561

Rien à payer avant Octobre 97*

399$

La tondeuse Recycler[MC] de TORO avec tablier en acier de 21" est en promotion à 399$ jusqu'au 31 Mai 97.

* Le plan "Rien à payer avant octobre 97", s'applique pour tous les produits Toro. Contactez votre dépositaire pour en connaître les détails.

S.V.P., consultez la liste de vos dépositaires Toro

BAIE ST-PAUL
Garage J. C. Simard
418 435-5793
BLACK LAKE
Garage G. Guillemette
418 423-4937
CHARLESBOURG
Mini-Moteur M. P. Inc.
418 623-2512
CHICOUTIMI
Sport Mecanique R.T.
418 545-4766
GASPÉ
Bois & Mat. Kega
418 368-2234
LÉVIS
Moto Sport Lévis
418 835-1624
LINIÈRE BEAUCE
R. Isignon Sport
418 685-3893
LORETTEVILLE
Pleau Électrique
418 842-3180
NEUFCHATEL
Équip. Marc Caron
418 845-9818
QUÉBEC
Scie à Chaine Lavoie
418 522-6064
ST-AUGUSTIN QUÉ.
J. M. Mécanique
418 877-0416
ST-CHARLES BELLECHASSE
Roy Mini-Moteur
418 887-3653
ST-GEORGES BEAUCE
G. Rodrigue Sport
418 228-6619
ST-JEAN PORT JOLI
Centre Multiservice
418 598-3047
STE-MARIE BEAUCE
Mécani-Beauce Inc
418 387-3911
ST-ROMUALD
Aux Petits-Mot St-Romuald
418 839-6384
ST-SIMON RIMOUSKI
Rioux Machineries
418 738-2868
TETHFORD MINES
Laval Turgeon Équipement
418 335-7418

TORO
Pour un travail bien fait

Gagnez avec Toro

- 25 paires de billets pour les matchs des Expos
- 5 tondeuses Recycler[MC] 21" 20449 de Toro
- 1 tracteur Wheel Horse[MC] série XL de Toro

Pour courir la chance de gagner, remplissez le coupon ci-dessous en indiquant le nom de votre dépositaire Toro participant et postez-le ou déposez-le chez votre dépositaire sans tarder. Les tirages des 5 tondeuses et 25 paires de billets de baseball auront lieu respectivement les 10, 17, 24, 31 mai et 7 juin 97. Le grand prix, "tracteur Wheel Horse de Toro" sera tiré le 15 juin 97 sur le terrain du stade Olympique. Tous les gagnants seront annoncés sur les ondes de Radiomédia, le réseau radiophonique des Expos à la 3[ième] manche de chaque partie aux dates mentionnées ci-haut. Date limite de réception des coupons ; 12 juin 97 à 17hrs.

en collaboration avec : CHRC 80 LE SOLEIL

TORO

Remplir et poster à : Concours Toro à la radio des Expos Club de Baseball Montréal Inc. C.P. 1600, Succursale M, Montréal, Québec H1V 3P4. Vous pouvez aussi déposer ce coupon chez votre dépositaire Toro le plus près de chez-vous.

Nom .....
Adresse .....
Ville ..... Code postal .....
Tél: (bur.) ..... (rés.) .....
Inscrivez le nom du dépositaire TORO le plus près de chez-vous :
.....
Question mathématique : 9 + 6 x 2 ÷ 3 = ...
Règlement complet disponible au Club de Baseball Montréal Inc. Les fac-similés faits à la main sont acceptés. Valeur approximative des prix offerts : 5,000$

Surprise !

AP

Ces deux bébés tigres sont nés mardi au zoo de Hattiesburg, au Missouri. Cette naissance fut une véritable surprise pour le personnel du jardin zoologique puisque personne ne se doutait que la tigresse était enceinte.

ÉCHECS

IBM dope son «Deeper Blue»

L'ordinateur chargé de battre Kasparov sera d'une hardiesse sans précédent pour une «machine»

MONTPELLIER (AFP) — Un an après sa victoire sur un ordinateur surpuissant, le meilleur joueur d'échecs de tous les temps, Garry Kasparov, affronte du 3 au 11 mai à New York un nouvel ordinateur, Deeper Blue, qui fait appel aux technologies massivement parallèles et qu'IBM vient de présenter dans son usine de Montpellier, en France.

En offrant une revanche à la machine, Kasparov s'expose à la même douloureuse surprise que l'an dernier : il avait perdu la première partie, choquant le monde entier qui voyait se profiler la victoire de la machine sur l'esprit humain.

Grâce à son talent et en changeant de stratégie en cours de jeu, le champion russe gagnait finalement le match, après deux parties nulles et trois gagnées.

Mais en un an, IBM a fait largement progresser les capacités de la machine, qui utilise l'architecture standard des ordinateurs de la famille RS/6000, déjà vendus à 600 000 exemplaires dans le monde.

Le RS 6000/SP est un système qui comporte un total de 256 microprocesseurs travaillant en parallèle, interconnectés grâce à un nouveau commutateur qui assure plus de 140 megabytes d'échanges par seconde, explique Murray Campbell. Il est un des cinq chercheurs qui travaillent, depuis 1989, à ce projet au centre de recherche IBM de Yorktown Heights, dans l'État de New York).

Deeper Blue est capable d'analyser 200 millions de positions d'échec par seconde

Résultat: la machine dispose d'une puissance de calcul plus de 100 fois plus importante qu'il y a un an. Deeper Blue est capable d'analyser 200 millions de positions d'échec par seconde ! En outre, les programmes de l'ordinateur ont été améliorés et complétés par une base de données des débuts de partie des Grands Maîtres jouées ces 100 dernières années.

Kasparov a toujours proclamé que face à la «force brute» de l'ordinateur, l'esprit humain restera le maître, au moins jusqu'à la fin du siècle, grâce à son imagination.

Deeper Blue possède également une base de fins de partie, activée lorsque cinq pièces restent sur l'échiquier, qui fournit des milliards de scénarios possibles. « L'ordinateur ne peut atteindre la compréhension que Kasparov a du jeu d'échec, ni son intuition. Mais nous allons compenser cela par la puissance et la rapidité de calcul », souligne M. Campbell.

Selon lui, le champion d'échecs devra cette fois affronter une machine capable d'une hardiesse qu'aucun ordinateur n'avait jamais pu avoir, « notamment un jeu d'attaque, comportant des risques de pertes de pièce, dans les périodes de jeu calme ».

Kasparov a toujours proclamé que face à la « force brute » de l'ordinateur, assurée par sa puissance de calcul, l'esprit humain restera le maître, au moins jusqu'à la fin du siècle, grâce à sa créativité et à son imagination.

Mais quelle que soit l'issue du match, le gain de puissance des ordinateurs obtenu par ces recherches constitue un progrès capital.

L'accélération permet aux ordinateurs d'effectuer plus de trois milliards d'opérations par seconde. Elle fait reculer les limites du calcul scientifique, par exemple dans l'astrophysique ou la recherche pétrolière ou pour gérer des systèmes d'aide à la décision de plus en plus complexes, ou pour faire gagner des années à la recherche pharmaceutique.

La Russie achète deux superordinateurs pour ses armes nucléaires

MOSCOU (AFP) — La Russie a acheté deux superordinateurs européens pour assurer la maintenance de ses arsenaux nucléaires, contournant ainsi une interdiction américaine de vendre de tels ordinateurs aux Russes.

Moscou a acheté « totalement librement les superordinateurs en Europe » après que Washington eut interdit les ventes américaines non autorisées, a déclaré cette semaine le ministre russe de l'Énergie nucléaire Viktor Mikhaïlov, cité par l'agence Interfax.

De tels ordinateurs sont devenus le moyen privilégié de tester les armes nucléaires depuis la signature en septembre 1996 par les cinq puissances nucléaires déclarées (États-Unis, Chine, France, Russie, Grande-Bretagne) du Traité d'interdiction totale des essais nucléaires (CTBT).

L'un des ordinateurs achetés par la Russie est capable de d'effectuer 10 milliards d'opérations par seconde, et le second, cinq milliards par seconde, selon le ministre.

L'interdiction américaine porte sur des ordinateurs dont la capacité dépasse deux milliards d'opérations par seconde. M. Mikhailov a critiqué cette interdiction. « Ils déclarent qu'ils ne mettent pas au point d'autres armes nucléaires, alors pourquoi ne pas vendre cet équipement à la Russie, qui ne construira pas de nouvelles armes nucléaires ? »

Compaq envisage de lancer un micro-ordinateur à 799 $

WASHINGTON AFP) — Compaq Computer, premier constructeur mondial de micro-ordinateurs, envisage de proposer une machine à 799 $, soit le prix le plus bas du marché pour un PC, affirme, hier, l'hebdomadaire spécialisé Computer Retail Week dans son édition en ligne.

Selon des sources proches de Compaq citées par l'hebdomadaire, la compagnie devrait introduire cet été un modèle doté d'un microprocesseur assez puissant (une puce MediaGX en 166MHz de Cyrix, compatible avec les systèmes d'Intel) pour ce prix.

Le constructeur Packard Bell vend déjà un micro-ordinateur à 799 $, mais d'une capacité inférieure.

À terme, Compaq envisage de commercialiser un PC haut de gamme pour 999 $, moniteur compris, selon les sources de la revue, réputée pour la qualité de ses informations.

L'initiative de l'entreprise devrait entraîner une nouvelle vague de réduction de coûts dans l'industrie. Acer et AST Computer prévoient déjà des micro-ordinateurs à 799 $ pour l'automne. Compaq s'est refusé à tout commentaire.

Tout ce que vous avez toujours voulu d'une 4 portes...

...mais pas à n'importe quel prix.

C'est pas juste une 4 portes. C'est une Sunfire 4 portes.

- ***Boîte automatique électronique à 4 vitesses***
- ***Radiocassette AM-FM stéréo***
- Moteur 2,2 litres de 120 chevaux
- Freins antiblocage aux 4 roues
- Traction asservie
- Portes arrière avec verrouillage de sécurité
- Protection antidécharge de la batterie
- Panneaux de carrosserie en acier galvanisé
- Sacs gonflables, côtés conducteur et passager
- Tachymètre
- Bougies longue durée à électrodes platinées
- Liquide de refroidissement longue durée DEX-COOL[MC]
- Direction assistée à crémaillère
- Banquette arrière à dossier rabattable

249$ /mois*
Location 36 mois

0$ comptant

Comptant**	Mensualités
0$	249$
1200$	219$
2200$	189$

PONTIAC
BUICK
GMC
GM

LA PASSION DE CONDUIRE.

L'Association marketing des concessionnaires Pontiac Buick GMC du Québec. *Offre d'une durée limitée, réservée aux particuliers, s'appliquant aux véhicules de base neufs 1997 en stock comportant l'ensemble des équipements décrits ci-dessus. Location pour fins personnelles seulement. Photo à titre indicatif. Paiements mensuels basés sur un bail de 36 mois avec ou sans versement initial (ou échange équivalent) (voir tableau). Sujet à l'approbation du crédit. **Première mensualité et dépôt remboursable de 300$ exigés à la livraison. Préparation incluse. Transport (620$), immatriculation, assurances et taxes en sus. Frais de 8¢ du kilomètre après 60 000 km. †L'Assistance Routière et la Garantie GM TOTAL[MC] sont offertes sur tous les véhicules GM neufs pour une durée de 3 ans ou 60 000 km selon la première éventualité. ††Rabais aux diplômés taxable et accordé selon les critères établis par le manufacturier. Voyez votre concessionnaire participant pour tous les détails.

DOSSIERS

COMPRESSIONS DANS LE RÉSEAU DE LA SANTÉ

Les patients bien soignés ...par un personnel épuisé

Les spécialités seront concentrées dans les hôpitaux

■ QUÉBEC — Le réseau de la santé doit être bien malade si on en juge par la médecine de cheval que lui imposeront les compressions gouvernementales. Dans les Régies régionales, les plans de transformation ne tiennent plus, les établissements ne savent plus où couper. Dire que le ministre Rochon avait dit que le pire était passé ! Les patients sont quand même très satisfaits de leurs services de santé sauf pour l'attente d'un rendez-vous ou d'une intervention. Ils se disent bien soignés, mais les employés sont au bord de l'épuisement et les départs anticipés risquent de leur rendre la tâche impossible !

LE SOLEIL, RAYNALD LAVOIE

Les patients sont très satisfaits de leurs services de santé, sauf pour l'attente d'un rendez-vous ou d'une intervention.

Cent millions $ de compressions, c'est le budget d'un gros hôpital. En fermera-t-on à Québec ? Le ministre Jean Rochon dit non. Mais on n'exclut pas leur transformation en centres ambulatoires ou de longue durée, les spécialités étant concentrées dans quelques hôpitaux. Robert Busilacchi, du CHUQ (Hôtel-Dieu, Saint-François d'Assise et CHUL), parle de désinformation quand on identifie un hôpital en particulier mais il reconnaît que tout est sur la table.

« C'est un plan régional que ça prend, on ne peut plus faire ça tout seul dans nos établissements », dit-il.

Il faut encore fermer des lits au CHUQ et ailleurs. Où et comment, cela dépend des établissement. Saint-Sacrement doit couper 20 millions $ d'ici le 31 mars 1998. C'est le tiers de son budget. Veut, veut pas, il perdra des spécialités au profit du CHUQ et des CLSC.

Robert-Giffard doit accélérer sa désinstitutionnalisation. Sa grande bâtisse grise (et non ses autres pavillons) pourrait devenir un longue durée pour les cas problèmes.

Le CHA (Enfant-Jésus, Saint-Sacrement), le CHUQ et Robert-Giffard se livrent une guerre d'influence depuis deux ans pour garder leurs spécialités universitaires. L'université Laval, en désignant les établissements d'enseignement et de recherche, exerce un pouvoir parallèle à celui de la Régie et tente de concentrer ces spécialités dans quelques établissements. D'où la « guéguerre » !

Les compressions à Québec sont pires qu'à Montréal

« Nous n'avons plus le droit de protéger nos petites chapelles ou d'essayer de tout tirer dans notre cour. L'ampleur des compressions est telle qu'il faut tout revoir. Nous n'avons pas le choix », explique Robert Busilacchi.

« Des sites devront être reconvertis : doit-on protéger le béton ou les services de santé ? Le béton ou les emplois ? Le choix est évident », observe M. Busilacchi. Exemple: il y a trop de laboratoires. « Il faudra revoir toute l'organisation hospitalière, regrouper ce qui est approprié, concentrer ce qui est nécessaire... » écrit-il à ses employés.

Robert Fleury

Le président sortant de la Régie de Québec, Jacques Fiset, croit le débat faussé. « Les gens résistent en disant : il faut garder notre hôpital. Mais ce sont tous des centres hospitaliers », répète-t-il.

« Nous avons encore besoin de 500 à 1000 lits de longue durée, de préférence dans des établissements pas trop gros, près de nous. Mais pas question de les fermer. Concentrer des services spécialisés dans certains hôpitaux plutôt que d'autres, oui. C'est à ça que la Régie travaille, c'est le mandat confié à CGO », évalue M. Fiset.

« Quel sera le modèle retenu ? Nous nous questionnons. Les compressions à Québec sont pires qu'à Montréal, 100 millions $ sur 1 milliard $ de budget contre 226 millions $ dans la métropole sur 3,5 milliards $. Nous avons des responsabilités écoeurantes sur les épaules », dit M. Fiset. Il ne sollicite pas d'autre mandat à la Régie.

« Nous avons eu deux commandes en même temps: transformer le réseau pour des raisons d'efficacité et d'économie et lutter contre le déficit et vite. La réforme était prévue », observe le vice-président de l'exécutif de la ville de Québec.

FORCER DES DÉPARTS

Les salaires représentent 80 % des dépenses de santé. Plutôt que de les couper, le gouvernement et les syndicats ont opté pour de meilleures offres de retraite. Sauf qu'il faudra les remplacer.

« Ce sont tous des gens qui travaillent, ils ne se tournent pas les pouces. Il faudra les remplacer dans les soins infirmiers, comme préposés aux malades », observe Valois Malenfant, secrétaire général de la Régie de Québec.

« La commande du gouvernement, c'est 1000 salaires à supprimer. Pour l'atteindre, il en faudra beaucoup plus », explique M. Malenfant. Car les « sécuritaires », il doit continuer de les payer.

Réjean Cantin de Robert-Giffard anticipe un impact significatif.

« Nous avons 620 employés admissibles. À cause de leur ancienneté, nous pourrions vivre des départs massifs. Ça va nous occasionner des problèmes importants car des secteurs importants se videront. On ne pourra pas remplacer tout le monde », dit-il.

Il faut dire que les employés du réseau sont souvent écoeurés, démotivés ; ils quitteront. S'ils y trouvent leur compte.

L'opération remplacement est tellement grande qu'elle ne pourra se faire selon les anciens modèles, à la pièce.

« Il faudrait une autre opération de redéploiement de la main-d'oeuvre comme nous avons fait pour le 1er avril 1996, par rondes d'ancienneté », avance M. Malenfant.

Car il y a déjà 600 employés en sécurité d'emploi à la recherche d'un poste. Cinq cents autres s'ajouteront au cours de l'année, ce qui suffirait en principe à combler les 1000 postes libérés par les départs à la retraite. Mais la réalité est beaucoup plus complexe. La secrétaire ou l'employée de laboratoire n'ont pas envie de devenir des préposés aux bénéficiaires, le corps d'emploi le plus en demande. Ils font donc du remplacement et travaillent dans le réseau en attendant un poste.

Autre « détail », cela n'a pas été prévu lors des négociations du gouvernement avec les syndicats ! Mais Jacques Fiset ne doute pas de leur collaboration.

« La dernière fois, les syndicats se sont fait imposer les départs. Cette fois, ils les ont négociés. C'est leur entente. La motivation ne sera pas la même. Quand on dit 1000 départs, c'est 6000 personnes qui bougent d'un poste ou l'autre au bout du compte. On ne peut pas faire ça au compte-gouttes », observe M. Fiset.

Si tout fonctionne, le gouvernement va atteindre ses objectifs. Mais c'est sans compter sur la facture de remplacement. En sept mois, les établissements de santé ont continué de payer 2,7 millions d'heures au personnel occasionnel, un coût annuel de 70 millions $, à peu près ce qu'on lui payait avant la transformation des établissements. Ce qui risque d'annuler l'économie escomptée par les départs !

Robert Busilacchi, du CHUQ

« Nous n'avons plus le droit de protéger nos petites chapelles ou d'essayer de tout tirer dans notre cour »

Valois Malenfant, secrétaire général de la Régie de Québec

« La commande du gouvernement, c'est 1000 salaires à supprimer. Pour l'atteindre, il en faudra beaucoup plus. »

Jacques Fiset, président sortant de la Régie de Québec

« Nous avons encore besoin de 500 à 1000 lits de longue durée, de préférence dans des établissements pas trop gros »

L'hôpital Saint-Sacrement doit couper 20 millions $ d'ici le 31 mars 1998. C'est le tiers de son budget.

LE SOLEIL JEAN VALLIÈRES

DOSSIERS

ENTENTE SUR LA FORMATION DE LA MAIN-D'OEUVRE

Une épine de moins *à l'aube des élections*

Le dossier a empoisonné les relations entre Québec et Ottawa pendant près de 30 ans

LE SOLEIL, RAYNALD LAVOIE

« Je crois à un fédéralisme qui soit profondément respectueux des provinces et de leur souveraineté », soutient Pierre Pettigrew.

■ OTTAWA — En réglant le dossier de la formation de la main-d'oeuvre, cette semaine, le gouvernement Chrétien s'est enlevé l'une des épines les plus douloureuses qu'il a dans le pied au Québec à l'aube des élections fédérales.

Le désir du gouvernement québécois d'obtenir la pleine gestion de ce secteur a empoisonné les relations entre Québec et Ottawa depuis près de trois décennies. Ce dossier était devenu, au fil des ans, un symbole tout aussi important que l'est aujourd'hui la reconnaissance du caractère distinct du Québec dans la Constitution.

Aux prochaines élections, qui pourraient être déclenchées dès demain, les libéraux comptent maintenant utiliser à leur avantage la signature de cette entente entre les deux capitales afin de prouver aux Québécois que le fédéralisme canadien fonctionne.

« C'est sûr que nous allons nous en servir », certifiait Jean Chrétien, lundi, après avoir signé en compagnie de son homologue québécois Lucien Bouchard la fameuse entente attendue depuis des années.

Mais il aura tout de même fallu que le chef du gouvernement libéral voit le OUI passer à quelque 50 000 votes de l'emporter au dernier référendum avant qu'il ne fasse du règlement de cette question une de ses priorités.

Joël-Denis Bellavance

L'imminence des élections fédérales aura aussi conduit Ottawa à faire passer les négociations en cinquième vitesse et à répondre presque entièrement aux demandes du gouvernement québécois.

Car à leur arrivée au pouvoir, à l'automne 1993, les libéraux de Jean Chrétien ont décidé de jeter aux poubelles l'entente intervenue à quelques jours de la campagne électorale entre le gouvernement conservateur de Kim Campbell et celui de l'ancien premier ministre Robert Bourassa.

Cette entente, jugée malgré tout incomplète par Québec, prévoyait la création d'un guichet unique géré par la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre (SQDM).

Devant les protestations du Bloc québécois à la Chambre des communes, le premier ministre Chrétien avait qualifié de « caprice » la requête du Québec d'être seul maître à bord dans le domaine de la formation de la main-d'oeuvre.

« M. Chrétien est un homme pragmatique », soutient le ministre du Développement des ressources humaines, Pierre Pettigrew, afin d'expliquer le changement de cap de son patron.

Il impute les réticences de Jean Chrétien à ses origines rurales, Saint-Maurice étant une région du Québec où les problèmes économiques sont manifestes et où les besoins sont très grands.

« M. Chrétien ne voulait pas un transfert de responsabilités qui ne protégerait pas le niveau des services et des programmes pour les Québécois », dit-il.

La nomination de M. Pettigrew à cet important ministère a aussi modifié le cours des négociations. D'autant que ses deux prédécesseurs, Lloyd Axworthy et Doug Young, sont deux partisans de la ligne dure à l'endroit du mouvement souverainiste et d'un gouvernement central fort.

L'arrivée de Stéphane Dion au poste de ministre des Affaires intergouvernementales, en janvier 1996, a joué également un rôle non négligeable dans le règlement de ce dossier. Car, dès le lendemain du référendum, au moment où il était toujours professeur, il exhortait déjà le gouvernement Chrétien à régler le litige relatif à la formation de la main-d'oeuvre. Il affirmait que la résolution de ce conflit priverait les souverainistes d'un symbole puissant difficile à remplacer.

Le ministre Pettigrew corrobore ces propos. « Quand je demandais à des amis souverainistes la chose qui les fatiguait le plus dans les relations Québec-Ottawa, il me disait invariablement: le dossier de la formation de la main-d'oeuvre. »

Les négociations entre Québec et Ottawa ont quand même été difficiles, ayant duré en tout 17 longs mois.

À cet égard, le ministre Pettigrew affirme qu'une entente aurait été signée quelques semaines plutôt, mais que son homologue québécoise Louise Harel a dû faire face à une certaine résistance au sein du conseil des ministres à Québec.

Les souverainistes orthodoxes étaient réticents à donner leur aval à une entente à quelques jours du déclenchement des élections, craignant de donner des munitions aux libéraux au détriment du Bloc québécois.

« L'entente faisait vraiment l'affaire des gens quand on a réglé le dossier linguistique. Mais je sentais qu'il y avait de l'autre côté des tiraillements très grands entre une entente qui répond aux exigences de tout le monde mais qui rend la tâche plus difficile à l'allié politique », souligne le ministre Pettigrew au cours d'une entrevue accordée au SOLEIL.

Les libéraux comptent utiliser à leur avantage la signature de l'entente entre les deux capitales afin de prouver aux Québécois que le fédéralisme canadien fonctionne

Cette entente, qui entrera en vigueur le 1er janvier, mettra fin à un fouillis indescriptible qui existe à l'heure actuelle dans les programmes de formation professionnelle, un fouillis qui cause des maux de têtes aux chômeurs, aux entrepreneurs et aux syndicats.

Ainsi, Québec sera le seul responsable de la conception, de la gestion et de la prestation des programmes destinés à aider les chômeurs et les prestataires d'aide sociale à se donner de nouveaux outils pour réintégrer le marché du travail.

Le gouvernement Chrétien versera au Québec près de 3 milliards $ au cours des cinq prochaines années. Quelque 1100 fonctionnaires passeront à l'emploi du gouvernement québécois.

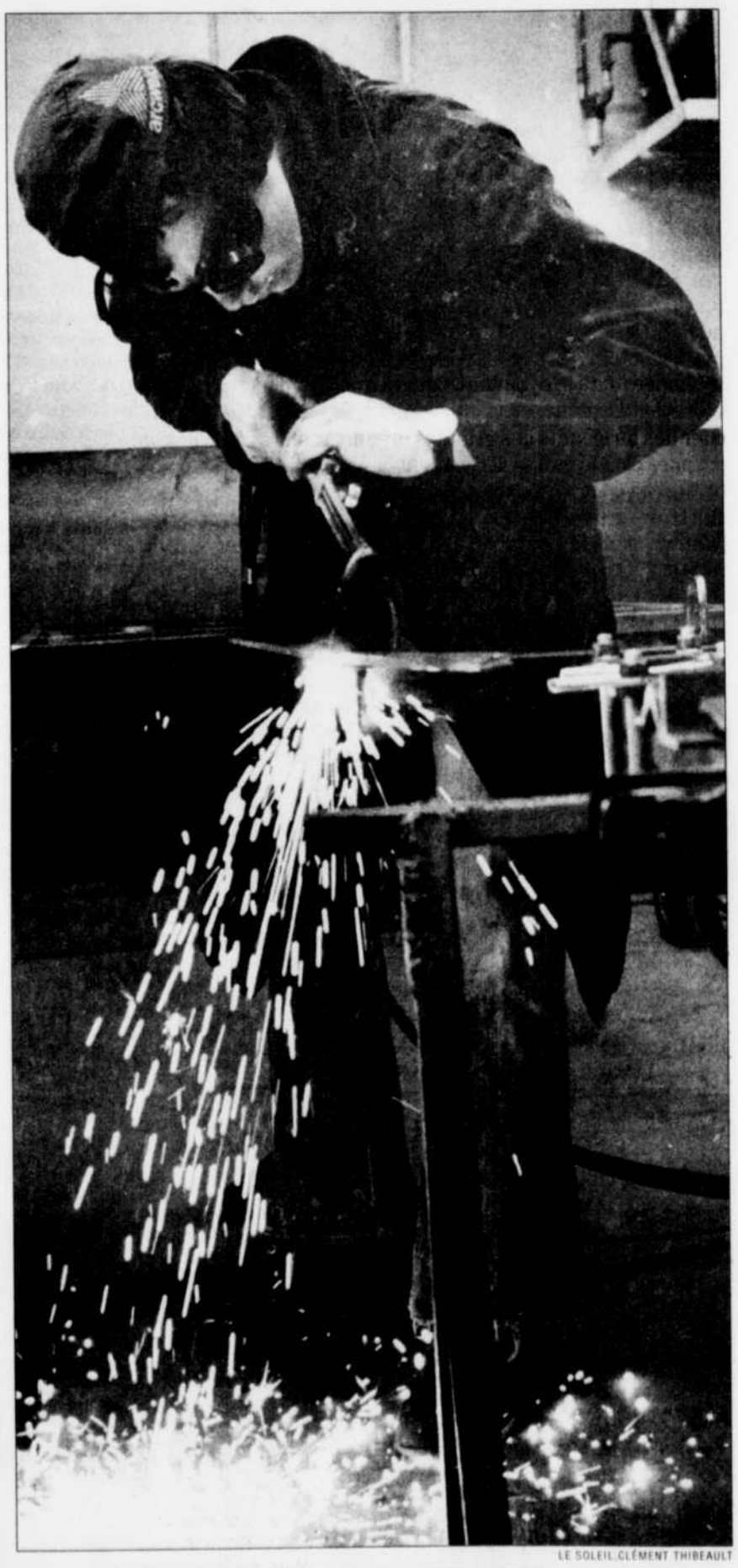
Québec est devenu la cinquième province à conclure une entente avec Ottawa après l'Alberta, le Nouveau-Brunswick, Terre-Neuve et le Manitoba. Les ententes sont différentes d'une province à l'autre.

À Terre-Neuve, par exemple, le fédéral ne se retire pas complètement du secteur de la formation de la main-d'oeuvre. En effet, les deux gouvernements décideront ensemble des mesures à mettre en oeuvre afin d'aider les sans-emploi, à la demande du premier ministre terre-neuvien Brian Tobin.

L'Alberta — « une province aussi autonomiste que le Québec », note Pierre Pettigrew — a quant elle négocié une entente relativement semblable à celle de la Belle Province.

À part le Québec, les autres provinces ont obtenu d'Ottawa un financement assuré pendant les trois premières années.

Le ministre Pettigrew affirme avoir cru dès le départ le Québec serait la première province à conclure une entente, compte tenu que le retrait d'Ottawa de ce secteur faisait l'objet d'un consensus depuis fort longtemps. « Le règlement de ce dossier est, à mon avis, une des grandes réalisations de ce gouvernement », maintient Pierre Pettigrew.



LE SOLEIL, CLÉMENT THIBEAULT

L'entente, qui entrera en vigueur le 1er janvier, mettra fin à un fouillis indescriptible qui existe à l'heure actuelle dans les programmes de formation professionnelle, un fouillis qui cause des maux de tête aux chômeurs, aux entrepreneurs et aux syndicats.

Pierre Pettigrew inculque une nouvelle façon de faire à Ottawa

OTTAWA — Pierre Pettigrew serait-il le véritable sauveur que recherchait Jean Chrétien au lendemain de la frousse référendaire d'octobre 1995?

Dans le but de régler le problème de l'unité nationale, le chef du gouvernement libéral a recruté deux candidats vedettes au Québec en janvier 1996 : Stéphane Dion et Pierre Pettigrew.

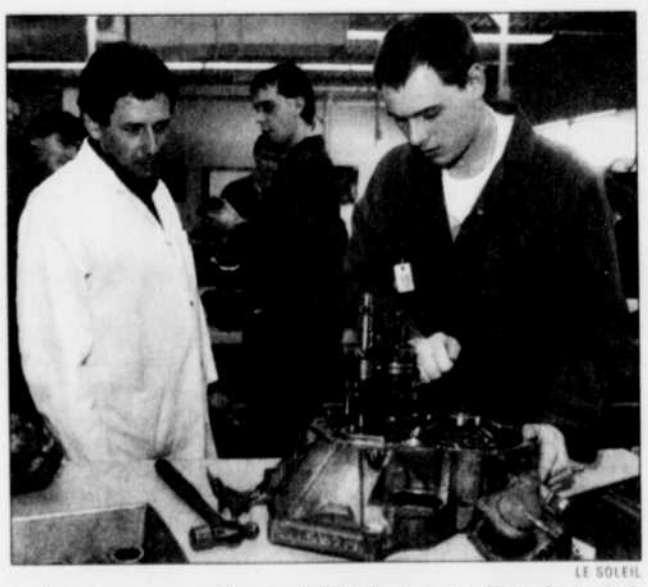
Jean Chrétien a nommé le premier au poste névralgique des Affaires intergouvernementales et le second responsable de la Francophonie et de la Coopération internationale. Mais Stéphane Dion s'est mis rapidement des fédéralistes québécois à dos en évoquant ouvertement la partition du Québec au lendemain d'un OUI majoritaire. Il a aussi fait des mécontents en défendant la décision d'Ottawa de contester devant la Cour suprême la légalité d'une déclaration unilatérale d'indépendance du Québec. Et le ministre Dion a récolté peu de succès dans sa mission de vendre aux autres provinces le concept de société distincte.

Entre-temps, Pierre Pettigrew est passé en octobre 1996 à l'important ministère du Développement des ressources humaines. Depuis lors, l'ancien proche collaborateur de Claude Ryan tente peu à peu d'inculquer une nouvelle façon de faire à Ottawa.

La culture politique où « Ottawa knows best » doit changer

Finies les décisions unilatérales prises dans la capitale fédérale et imposées aux provinces. La culture politique où « Ottawa knows best » doit changer, selon lui.

Dans le but de lutter contre la pauvreté chez les enfants, le ministre a réuni autour d'une même table ses homologues des provinces afin d'établir un plan d'attaque. En moins de quelques semaines, il a obtenu leur appui à une nouvelle prestation nationale pour enfants, qui entrera graduellement en vigueur à compter de juillet, en s'inspirant largement de ce qu'a fait la Colombie-Britannique à ce chapitre.



LE SOLEIL

« C'est ma conception du fédéralisme canadien. Je crois à un fédéralisme qui soit profondément respectueux des provinces et de leur souveraineté », soutient Pierre Pettigrew.

Dans le cas de la formation de la main-d'oeuvre, il a réussi à conclure une entente avec cinq provinces jusqu'ici, dont le Québec, où cette question était devenue un important symbole.

Ses collègues au sein du cabinet Chrétien sont littéralement jaloux des succès qu'il remporte dans chacun des dossiers dont il est responsable. Certains ont même commencé à utiliser sa méthode qui a l'appui du premier ministre.

« Nous sommes en train d'apprendre à faire des choses de façon à aller chercher vraiment le meilleur de chacun des partenaires de la fédération. Il ne faut pas imposer une solution d'Ottawa », croit le ministre Pettigrew. **J.-D. B.**

LE SOLEIL, RAYNALD LAVOIE

OPINIONS

LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

Président du conseil d'administration PIERRE DES MARAIS II
Président et Éditeur GILBERT LACASSE
Rédacteur en chef GILBERT LAVOIE
Directeur de l'éditorial J.-JACQUES SAMSON
Directeur de l'information ANDRÉ FORGUES

ÉDITORIAL

Trudel sait se faire des ennemis

Le ministre des Affaires municipales, Rémy Trudel, peut se compter très chanceux de ne pas avoir été expulsé du congrès de l'Union des municipalités aussi cavalièrement que son collègue de l'Agriculture a été chassé récemment d'une assemblée de producteurs agricoles. Il l'aurait bien mérité.

Le ministre est en effet allé faire la leçon aux maires sur les façons de réduire leurs dépenses pour absorber un transfert de responsabilités totalisant 500 millions $, mais il est toujours incapable d'identifier avec précision quelles seront ces responsabilités et le niveau de désengagement de l'État à l'intérieur de chacune d'elles. Tout au plus a-t-il avancé des pistes de discussions: transport des personnes, voirie locale, financement des équipements de transport, prise en charge d'équipements comme la Place des arts, à Montréal ou le Centre des congrès, à Québec. Pigez dans le chapeau! Ce n'est pas très sérieux. Et il pousse l'arrogance jusqu'à fixer un échéancier irréaliste de quatre mois, à la veille de la saison des vacances, non seulement pour trouver ces économies de 500 millions $, mais convenir en plus d'un nouveau pacte fiscal dont les principaux éléments, dévoilés hier, déchirent entre eux les élus municipaux.

J.-Jacques Samson
JJSamson@lesoleil.com

Le gouvernement Bouchard exige que 250 millions $ sur 500 millions $ proviennent de réductions des coûts de main-d'oeuvre. Laissées à elles-mêmes, les municipalités n'iront nulle part à ce chapitre. Elles ne détiennent aucun levier, contrairement au gouvernement qui a le pouvoir de légiférer pour imposer ses vues, s'il ne parvient pas à une entente négociée. Cela change toute la dynamique des négociations.

Il reviendra donc au gouvernement, dans la réalité, d'arracher des dirigeants des grandes organisations syndicales, au premier chef le puissant Syndicat canadien de la fonction publique (FTQ), un accord sur le principe de cette récupération salariale de 6%. La souplesse sera ensuite de mise pour que l'on puisse rechercher localement, à l'intérieur de la rémunération globale des employés, sur quels volets jouer pour rencontrer l'obligation qui est faite. Le gouvernement devra aussi se garder la latitude pour évaluer les cas des municipalités où des efforts importants de réduction de coûts de main-d'oeuvre ont déjà été négociés ces dernières années.

Le ministre Trudel devrait aussi savoir que les villes n'ont pas attendu pour plusieurs son conseil paternaliste pour envisager des fusions de certains services. Les possibilités d'économies à ce niveau sont donc très variables sur le territoire et aucun maire ne peut aujourd'hui fournir de garantie de résultats sur les économies que son administration pourra réaliser pour éviter toute hausse de taxes. On comprend aisément la frustration affichée par les élus municipaux. Le ministre leur demande de faire ce qu'il avoue être incapable: des miracles.

Le nouveau pacte fiscal que le ministre a proposé aux élus municipaux ne pouvait remporter un succès de foule au congrès de l'UMQ puisqu'il favorise à tous points de vue les villes-centres, et principalement Montréal et Québec. Ces dernières verront leurs revenus grimper et pourront enfin partager des factures avec leurs voisines pour certains équipements qui profitent à toute une région. Le ministre a fait preuve de beaucoup de courage. M. Trudel s'en remet toutefois encore à la bonne volonté des élus locaux pour le partage de ces dépenses. S'il ne l'impose pas, les risques sont élevés que cet objectif demeure un voeu pieux. Nous n'avons qu'à nous référer aux interminables tiraillements à l'intérieur des communautés urbaines pour des enjeux bien moins importants.

Souhaitons seulement que le ministre des Affaires municipales survive dans ses fonctions à son projet de réforme. Il s'est fait, hier, de dangereux ennemis.

CHRONIQUE POLITIQUE

Un clignotant rouge

Les stratèges souverainistes vont peut-être devoir réviser un peu leurs plans et donner plus de visibilité que prévu au premier ministre Bouchard durant la campagne électorale dont Jean Chrétien donnera le signal de départ demain après-midi.

Idéalement, on voudrait que M. Bouchard se limite à quelques interventions bien ciblées, par exemple au lendemain du débat des chefs de parti, qui risque d'avantager le meilleur communicateur, c'est-à-dire Jean Charest.

Bien sûr, le premier ministre du Québec dispose d'autres tribunes, à commencer par l'Assemblée nationale, mais il lui faut absolument éviter de donner l'impression de tenir Gilles Duceppe par la main.

Sans être catastrophiques, les résultats du dernier sondage de la maison Léger et Léger, effectué du 16 au 22 avril, donnent quand même à réfléchir. À la ligne de départ, la position des partis serait la suivante: Bloc québécois 43,1%, Parti libéral du Canada 36,9%, Parti conservateur 14,6%, NPD 3%.

Une avance de 6 points, ce n'est pas si mal, direz-vous. Et puis, au moment du déclenchement des élections, en septembre 1993, Léger et Léger accordait seulement 40,7% des intentions de vote au Bloc.

Sauf qu'il détenait déjà une avance de 14 points sur le Parti libéral. Surtout, libéraux et conservateurs se divisaient le vote fédéraliste moitié-moitié. Dans l'état actuel des choses, M. Charest serait presque chanceux de conserver son siège de Sherbrooke.

Le Bloc accuse un retard de 6,4 points sur son score final du 26 octobre 1993, qui lui avait valu une récolte de 54 comtés sur 75. À 43,1%, il s'approche dangereusement du seuil statistique à partir duquel une baisse d'un seul point peut se traduire par la perte de plusieurs sièges.

Or, la tendance des dernières semaines ne semble pas favoriser le Bloc, qui a perdu deux points depuis un mois, alors que les libéraux en ont gagné près de 5.

Michel David
MDavid@lesoleil.com

Le bilan des troupes de Chrétien n'est pas si désastreux

Le Bloc est pratiquement revenu au point où il était en novembre dernier, quand on a jugé que Michel Gauthier n'était plus l'homme de la situation. Pour le moment, le changement de chef n'a rien donné.

Remarquez, il faut prendre les sondages pour ce qu'ils sont, c'est-à-dire un instantané qui peut rapidement devenir désuet. D'autant plus que 20% des personnes interrogées étaient indécises ou refusaient d'indiquer leur préférence.

La campagne de 1993 a donné un formidable exemple de la rapidité avec laquelle le portrait peut changer. Au début de septembre, la popularité personnelle de Kim Campbell (39%) était plus élevée que celle de Lucien Bouchard (33%). Six semaines plus tard, tout le monde riait d'elle.

PROBLÈME DU BLOC

Le problème du Bloc est qu'il ne semble plus être en mesure de faire le plein du vote souverainiste. La coïncidence entre le vote du Bloc en 1993 (49,5%) et celui du OUI en 1995 (49,4%) était frappante. Présentement, le Bloc est 6,7 points en bas du OUI.

Il y a un partisan du OUI sur trois qui ne considère pas un vote pour le Bloc comme un vote souverainiste. Autrement dit, plusieurs pourraient très bien ne pas voter ou même voter pour un autre parti.

Qui sont ces gens? Des «purs et durs» ou d'anciens partisans de Michel Gauthier qui ne font pas confiance à Gilles Duceppe? Sans doute y en a-t-il quelques-uns. Mais il y a peut-être aussi des pragmatiques, qui préfèrent voter «du bon bord» tant que le Québec fait partie du Canada?

Bien sûr, il y a Jean Chrétien. On peut penser que sa présence explique en bonne partie le haut taux d'insatisfaction (56,8%) à l'endroit du gouvernement libéral, particulièrement chez les francophones (60,4%), mais tant qu'on ne l'a pas dans la face...

Après tout, les subventions n'ont pas d'odeur, même si elles peuvent avoir une couleur. La question québécoise mise à part, le bilan du gouvernement libéral n'est d'ailleurs pas si désastreux, qu'il s'agisse des finances publiques ou de l'économie.

Le chef du Bloc Gilles Duceppe

Même M. Bouchard vante les excellents résultats au chapitre de la création d'emplois au cours des derniers mois. Ottawa doit bien y être pour quelque chose. Au moins un peu.

Et puis, même les péquistes le reconnaissent, il y a beaucoup de candidats bloquistes qui n'ont pas une grande envergure. C'était déjà vrai en 1993, mais il y a des limites à voter pour des poteaux.

Peu importe les raisons de la relative désaffection constatée par Léger et Léger, les stratèges souverainistes vont devoir trouver une façon de récupérer les brebis égarées.

Le PQ est trop étroitement associé au Bloc, et Lucien Bouchard à Gilles Duceppe, pour qu'une contre-performance de la succursale n'ait pas un effet négatif important sur la maison-mère.

Il est encore trop tôt pour sonner l'alarme. Pour le moment il ne s'agit que d'un clignotant rouge, si ça ne s'améliore pas d'ici une dizaine de jours, il va bien falloir penser à faire quelque chose. Comme en octobre 1995.

Les passions de Denis Perron

En apprenant la mort du député de Duplessis, Denis Perron, mercredi, j'ai tout de suite revu l'image de ce camionneur et opérateur d'Hydro-Québec, qui avait pris congé de son employeur, quelque part en 1975, pour se consacrer à son élection dans Duplessis.

Gilles Ouellet
Directeur de l'information régionale

Semaine après semaine, tout au long de 1976, cet homme chaleureux, enthousiaste et sincère, a fait la tournée des médias pour distribuer ses communiqués sur des questions locales et nationales, et a profité de toutes les tribunes pour parler d'une de ses passions, la souveraineté du Québec. Le soir du 15 novembre 1976, alors qu'il était «passé comme une balle» en obtenant une majorité de plus de 11 000 voix, Denis Perron donnait le crédit de son triomphe à la puissante machine électorale qu'il avait su mettre en place, avec l'appui massif du syndicat des métallos, et à son chef, un homme qu'il vénérait et qu'il appelait toujours respectueusement «Monsieur Lévesque».

Et pendant 20 ans, M. Perron, qui n'a jamais aspiré à quelque poste de prestige au sein du gouvernement, s'est consacré à son rôle de député, rappelant qu'il était d'abord au service de ses concitoyens.

Et ceux-ci le lui ont bien rendu le réélisant en 1981, 1985, 1989 et 1994, malgré les humeurs de l'électorat ailleurs au Québec. Il avait toutefois annoncé son intention de quitter la vie politique à la fin du présent mandat, ayant déjà été terrassé par une attaque cardiaque.

Il avait 58 ans. Au PQ, Denis Perron, homme de coeur et de convictions, ne s'est jamais accroché les pieds dans les pénibles débats de sémantique, pas trop intéressé à savoir si la souveraineté du Québec devait se faire avec ou sans trait d'union. C'était un indépendantiste pur, loyal à son chef, que ce soit d'abord René Lévesque qu'il aimait, Jacques Parizeau qu'il était l'un des rares députés à oser tutoyer, puis maintenant Lucien Bouchard.

À l'Assemblée nationale comme en campagne électorale ou référendaire, le député Perron gardait les débats au ras du sol, ramenant le discours aux préoccupations très terre à terre des citoyens. Combien de fois a-t-il pesté contre «les pelleteux de nuages», levant le ton et ponctuant ses phrases de menaçants «tabarnache» pour bien marquer son opinion devant ses adversaires ou au contraire par un rire bien sonore montrant sa bonne humeur.

Le député, dont les funérailles auront lieu aujourd'hui à Sept-Îles, connaissait très bien les dossiers locaux. Il a suffisamment arpenté son comté «grand comme un pays» pour bien être au courant des préoccupations de ses électeurs de Sept-Îles, Port-Cartier, des villes minières du Nouveau-Québec, des pêcheurs de l'Île d'Anticosti et de la Basse-Côte-Nord. Il a fait du porte-à-porte en prenant tous les moyens de transport: sa voiture, le bateau ou l'avion, et même la motoneige pour aller voir ses électeurs aux quatre coins de son immense territoire. Travail épuisant mais passionnant. M. Perron s'est battu pour la Côte-Nord. Rappelons quelques dossiers: la survie des anciennes installations de l'ITT à Port-Cartier, le passage de Cascades puis la venue de Uniforêt, la naissance de Fermont, le prolongement de la route 138 jusqu'à Natashquan, un cégep, des écoles, une salle de spectacles; puis des périodes plus difficiles avec des pertes d'emplois dans l'industrie minière, la fin des activités à Schefferville et Gagnon.

Ce député au franc parler a défendu avec passion son territoire même quand des administrateurs locaux ne partageaient pas ses opinions partisanes, ou que son vis-à-vis fédéral était le député-premier ministre Brian Mulroney, qui aurait pu occuper facilement toute la place.

J'ai souvent vu Denis Perron adoucir les débats émotifs, prendre du temps pour expliquer les revendications des autochtones. Il connaissait très bien les bandes indiennes, entretenant de bonnes relations avec plusieurs chefs.

Les grandes ambitions de Denis Perron étaient de bien servir ses gens, et de faire sa part pour la souveraineté du Québec. Et il a fait sa part.

Salut Denis!

Un des plus grands secrets de l'Écosse enfin révélé...

■ HONG KONG (AFP) — Un soldat écossais du régiment des Black Watch a répondu, avec l'aide du vent, à l'une des grands questions que se pose la population de Hong Kong à la veille du retour sous souveraineté chinoise : que porte un homme sous un kilt ?

Le caporal Lee Wotherspoon s'apprêtait à envoyer les couleurs lors de la cérémonie quotidienne du drapeau à Hong Kong lorsque le vent a permis à la presse de vendredi de publier en première page une photo qui ne permet guère de douter de l'absence de sous-vêtements au sein du célèbre bataillon britannique.

Aucune règle ne s'impose aux soldats écossais en kilt, ont expliqué les officiers des Black Watch, et il n'existe d'ailleurs pas « de moyen infaillible de déterminer combien de soldats

Les partisans de la liberté de mouvement sont désormais condamnés à une amende s'ils choisissent d'être nus sous leur kilt lors de cérémonies

préfèrent l'air libre », selon le quotidien South China Morning Post, qui a publié la photo du caporal épinglé.

Toutefois, les partisans de la liberté de mouvement sont désormais condamnés à une amende équivalent à une bouteille de porto s'ils choisissent d'être nus sous leur kilt lors de cérémonies au mess des officiers.

« PREMIER SUCCÈS »

La presse de Hong Kong est obsédée par cette question, a indiqué le capitaine Alistair Aitken du régiment des Black Watch, cité par le journal.

« Depuis que nous sommes ici, nous avons découvert que la presse était obsédée par les photos de kilts. Il semble qu'ils aient eu leur premier succès », a-t-il ajouté.

Le régiment des Black Watch est arrivé à Hong Kong en février en tant que dernier bataillon britannique avant le retour prévu début juillet sous souveraineté chinoise. Il doit participer aux cérémonies marquant ce retour le 30 juin.

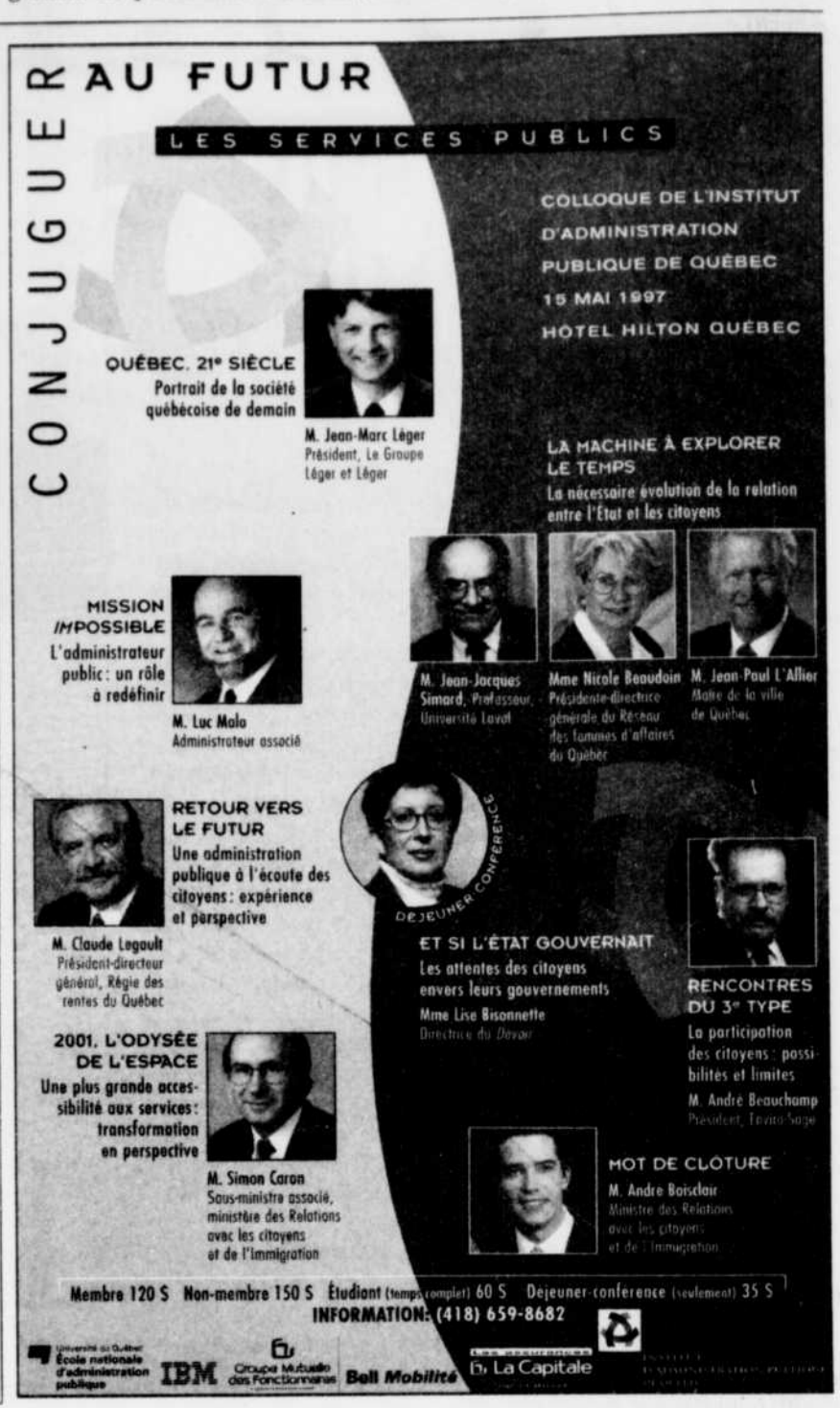
AP

La presse de Hong Kong est littéralement obsédée par la question...

AMSTERDAM

Les douaniers découvrent le cadavre d'un bébé

Les douaniers de l'aéroport d'Amsterdam ont découvert dimanche dernier sept crânes et le cadavre d'un bébé dans un chargement en provenance de Lima, au Pérou, et à destination de la Belgique. Le bébé était apparemment un nouveau-né et aucune violence ne semble à l'origine de son décès, a déclaré hier un porte-parole des Douanes néerlandaises. Les restes humains étaient contenus dans une boîte renfermant également des objets d'artisanat. Le tout était destiné à un particulier en Belgique, mais on ignore si cette affaire est liée à celle du tueur en série de la région de Mons. (AP)



Internet est à votre porte.

Gratuit

Une trousse de démarrage *Sympatico*† et cinq heures de navigation gratuites par mois pendant un an : il suffit d'avoir choisi l'interurbain Bell et d'être abonné au plan d'économie *SuperMax*℠ pour obtenir tout ça. Mais si vous êtes vraiment mordu, vous pouvez opter pour 100 heures de navigation au bas prix de 24,95 $. Ouvrez vite la porte à cette offre intéressante ; appelez-nous avant le 15 août.

1 800 622-2712

Bell
du génie et des gens

†Sympatico est une marque de commerce de Société en commandite Médialinx Interactif. Certaines conditions s'appliquent.